

OPINION DISSIDENTE DE M. LE JUGE *AD HOC* TORRES
BERNÁRDEZ

Introduction — I. Le différend territorial: A. Le droit applicable à la détermination de la souveraineté sur les îles en litige: l'uti possidetis juris, les effectivités postcoloniales et l'acquiescement; B. La décision de l'arrêt et les effectivités postcoloniales; C. L'uti possidetis juris du Honduras dans les îles en litige; D. L'«adjacence» invoquée par le Nicaragua; E. L'acquiescement du Nicaragua; F. Conclusion — II. La délimitation de zones maritimes par une frontière maritime unique: A. Le rejet de la «frontière maritime traditionnelle» revendiquée par le Honduras; B. La non-application par l'arrêt de la succession aux eaux territoriales de la période coloniale en vertu de l'uti possidetis juris; C. La délimitation ex novo des zones maritimes effectuée par l'arrêt: 1. Les revendications maritimes des Parties et la question de la définition de la «zone en litige»; 2. Le droit applicable à la délimitation maritime; 3. Zones à délimiter et méthodologie adoptée par l'arrêt: l'abandon de l'équidistance et de la délimitation par étapes en faveur de la méthode de la bissectrice; 4. La bissectrice de l'arrêt et sa construction (façades maritimes); 5. Application de l'équidistance à la délimitation autour des îles; 6. La démarcation de la commission mixte de 1962 et le point de départ de la frontière maritime unique; 7. Le point terminal de la frontière maritime unique, les traités bilatéraux et les Etats tiers; 8. Conclusion.

INTRODUCTION

1. J'ai voté en faveur de la décision de l'arrêt aux termes de laquelle la République du Honduras a la souveraineté sur Bobel Cay, Savanna Cay, Port Royal Cay et South Cay (dispositif, al. 1)) parce que j'estime — à la lumière des plaidoiries, ainsi que des éléments de preuve et des informations présentés par les Parties — que ces îles, situées toutes au nord du 15° parallèle, appartiennent au Honduras pour trois motifs, à savoir: *a)* la possession par le Honduras d'un titre juridique sur les îles en vertu de l'*uti possidetis juris* de 1821 applicable entre les Parties; *b)* les effectivités postcoloniales exercées par le Honduras à titre de souverain sur les îles ainsi que dans la mer territoriale les entourant et l'absence d'effectivités du Nicaragua; et *c)* l'acquiescement du Nicaragua à la souveraineté hondurienne sur les îles jusqu'à la revendication tardive contenue dans le mémoire que le demandeur a déposé dans la présente instance le 21 mars 2001.

2. La souveraineté du Honduras sur les îles bénéficie donc, d'après nous, d'une triple assise juridique. Or, selon les motifs de l'arrêt, le Honduras n'a la souveraineté sur les îles que sur la base des effectivités postcoloniales. Comme il est exposé dans le raisonnement, d'après la majorité, il n'existerait pas suffisamment d'éléments de preuve pour permettre

DISSENTING OPINION OF JUDGE *AD HOC* TORRES
BERNÁRDEZ

[Translation]

Introduction — I. The territorial dispute: A. The applicable law for determining sovereignty over the disputed islands: uti possidetis juris, post-colonial effectivités and acquiescence; B. The decision in the Judgment and post-colonial effectivités; C. Honduras's uti possidetis juris in the disputed islands; D. "Adjacency" relied on by Nicaragua; E. Acquiescence by Nicaragua; F. Conclusion — II. Delimitation of the maritime areas by a single maritime boundary: A. The rejection of the "traditional maritime boundary" claimed by Honduras; B. Non-application by the Judgment of succession to the territorial waters from the colonial period under uti possidetis juris; C. The ex novo delimitation of maritime areas effected by the Judgment: 1. The Parties' maritime claims and the question of defining the "area in dispute"; 2. The law applicable to maritime delimitation; 3. Areas to be delimited and the methodology adopted by the Judgment: the abandonment of equidistance and delimitation in stages in favour of the bisector method; 4. The bisector in the Judgment and its construction (coastal fronts); 5. Application of equidistance to the delimitation around the islands; 6. The demarcation by the Mixed Commission of 1962 and the starting-point of the single maritime boundary; 7. The endpoint of the single maritime boundary, bilateral treaties and third States; 8. Conclusion.

INTRODUCTION

1. I have voted in favour of the decision in the Judgment to the effect that sovereignty over Bobel Cay, Savanna Cay, Port Royal Cay and South Cay lies with the Republic of Honduras (subparagraph (1) of the operative clause), as it is my view — in the light of the oral arguments, as well as the evidence and information submitted by the Parties — that these islands, all lying north of the 15th parallel, belong to Honduras for three reasons: (a) Honduras possesses a legal title to the islands pursuant to the *uti possidetis juris* position in 1821, which applies as between the Parties; (b) the post-colonial *effectivités* exercised by Honduras *à titre de souverain* over the islands and in the territorial sea around them and the absence of *effectivités* of Nicaragua; and (c) Nicaragua's acquiescence in Honduras's sovereignty over the islands until the belated assertion of a claim in the Memorial filed by the Applicant in the present proceedings on 21 March 2001.

2. Thus, in my view, the legal basis for Honduras's sovereignty over the islands is threefold. However, according to the reasoning set out in the Judgment, Honduran sovereignty over the islands is based solely on the post-colonial *effectivités*. As is explained in that reasoning, the majority deems that the evidence is insufficient to allow for ascertaining which

de déterminer laquelle des deux Parties aurait hérité du titre espagnol sur les îles en vertu du principe de *l'uti possidetis juris*, ni la preuve d'un acquiescement quelconque du Nicaragua à la souveraineté du Honduras sur les îles. Je suis en désaccord avec ces conclusions négatives de la majorité à cet égard, tout en convenant que le Honduras a *aussi* la souveraineté sur les îles sur la base des effectivités postcoloniales.

3. Il en découle que les considérations ci-dessous concernant le «différend territorial» constituent un exposé ayant un caractère individuel et non pas dissident. La raison pour laquelle la présente opinion est une «opinion dissidente» est ailleurs, à savoir dans la «délimitation maritime» car, en effet, dans ce dernier domaine, à une exception près, je suis tout à fait en désaccord avec les décisions, et les motifs à l'appui, de la majorité, ce qui explique mes votes contre les alinéas 2) et 3) du dispositif de l'arrêt.

4. L'exception, dont je reconnais l'importance, concerne la délimitation de la mer territoriale effectuée par l'arrêt autour des îles, car cette délimitation est pleinement conforme aux prescriptions en la matière de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 applicable entre les Parties. S'il y avait eu un vote séparé sur ce segment du tracé de la frontière maritime unique, j'aurais voté en sa faveur. Ainsi, mon vote contre l'alinéa 3) dans son ensemble doit être compris comme comportant une réserve car j'approuve entièrement le parcours de la ligne de délimitation autour des îles.

5. Finalement, j'ai voté en faveur de l'alinéa 4) du dispositif car j'estime que, dans les circonstances de l'affaire, la meilleure solution est que les Parties conviennent du tracé de la ligne de délimitation dans la mer territoriale entre le point terminal de la frontière terrestre établi par la sentence arbitrale de 1906 et le point de départ de la frontière maritime unique fixé par le présent arrêt.

I. LE DIFFÉREND TERRITORIAL

A. Le droit applicable à la détermination de la souveraineté sur les îles en litige: l'uti possidetis juris, les effectivités postcoloniales et l'acquiescement

6. Face à des tentatives réitérées du demandeur de régler le différend insulaire moyennant l'application du droit de la mer, l'arrêt réaffirme, comme il se doit, que la question de la souveraineté sur les quatre îles en litige, situées au nord du 15° parallèle, doit être résolue en conformité avec le droit international relatif à l'acquisition de territoires terrestres. Or, dans ce domaine, aucun doute n'est aujourd'hui permis sur le rôle du principe de *l'uti possidetis juris*, car à l'origine de ce différend insulaire, on trouve un événement de décolonisation qui a eu lieu en 1821 en Amérique centrale lorsque la République du Nicaragua et la République du Honduras ont proclamé leur indépendance de l'Espagne. L'adjacence

of the two Parties inherited the Spanish title to the islands by operation of the principle of *uti possidetis juris*, and that there is no proof of any acquiescence by Nicaragua in Honduras's sovereignty over the islands. I disagree with the negative findings of the majority in these respects, whilst agreeing that Honduras *also* has sovereignty over the islands based on the post-colonial *effectivités*.

3. It follows that the discussion below concerning the "territorial dispute" is the statement of a separate, rather than a dissenting, opinion. The reason why the present opinion is a "dissenting opinion" lies elsewhere, namely in the "maritime delimitation", because on this latter subject I am in utter disagreement, save on one point, with the majority's decisions and supporting reasoning, and this explains my vote against subparagraphs (2) and (3) of the operative clause of the Judgment.

4. The point in question, and I acknowledge its importance, concerns the delimitation of the territorial sea surrounding the islands effected by the Judgment, as this delimitation is in full accord with the relevant provisions of the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea, in force between the Parties. Had there been a separate vote on that section of the single maritime boundary, I would have voted in favour of it. Thus my vote against subparagraph (3) as a whole must be understood as a qualified one, since I fully endorse the route of the delimitation line around the islands.

5. Finally, I voted in favour of subparagraph (4) of the operative clause, as I am of the opinion, given the circumstances of the case, that the best solution is for the Parties to agree on the course of the delimitation line in the territorial seas between the endpoint of the land boundary established by the 1906 Arbitral Award and the starting-point of the single maritime boundary determined by the present Judgment.

I. THE TERRITORIAL DISPUTE

A. The Applicable Law for Determining Sovereignty over the Disputed Islands: Uti Possidetis Juris, Post-colonial Effectivités and Acquiescence

6. Confronted with repeated attempts by the Applicant to have the island dispute settled through the application of the law of the sea, the Judgment rightly reaffirms that the question of sovereignty over the four islands in dispute, located north of the 15th parallel, must be resolved in accordance with international law on the acquisition of land territories. And, in that field, it is no longer possible to question the role of the principle of *uti possidetis juris*, as the dispute over the islands can be traced back to the decolonization which took place in 1821 in Central America, when the Republic of Nicaragua and the Republic of Honduras proclaimed their independence from Spain. Simple geographic adjacency,

géographique tout court, les effectivités postcoloniales et l'acquiescement ont été aussi invoqués par l'une ou l'autre Partie comme fondement d'un titre juridique sur les îles en litige.

B. *La décision de l'arrêt et les effectivités postcoloniales*

7. D'après l'arrêt, les effectivités postcoloniales produites par le Honduras démontrent l'intention et la volonté du défendeur d'agir en qualité de souverain et constituant, en l'espèce, une manifestation effective suffisante d'autorité étatique sur les quatre îles. En revanche, la Cour n'a trouvé aucune preuve de l'intention ou de la volonté du Nicaragua d'agir à titre de souverain pour ce qui est des îles en litige, ni aucune preuve d'un exercice effectif ou d'une manifestation de son autorité sur l'une quelconque des quatre îles en cause.

8. Cette conclusion de l'arrêt s'appuie sur les principes généralement admis dégagés par la jurisprudence de la Cour permanente dans l'affaire du *Statut juridique du Groënland oriental*, ainsi que sur la jurisprudence récente de la Cour actuelle relative aux petites îles habitées de façon non permanente, inhabitées ou ayant une importance économique modeste (Qit'at Jaradah; Pulau Ligitan et Pulau Sipadan).

9. Je partage entièrement cette conclusion de l'arrêt, car les éléments de preuve d'effectivités postcoloniales concernant les îles présentés à la Cour font pencher résolument la balance du côté du Honduras. Leur nombre et leur valeur probante sont certes variables, mais l'ensemble est largement suffisant pour prouver l'intention et la volonté du Honduras d'agir à titre de souverain, ainsi que l'exercice et la manifestation effectifs par celui-ci de son autorité sur les îles en litige et dans les eaux adjacentes. Face à ces effectivités postcoloniales du défendeur, le demandeur n'a pas été en mesure de prouver l'existence d'une seule effectivité postcoloniale nicaraguayenne à l'égard des îles en litige.

10. Par ailleurs, *dans les circonstances de l'espèce*, l'acquisition par le Honduras d'un titre sur les îles par le biais d'un mode d'acquisition basé sur les effectivités postcoloniales — c'est-à-dire autonome par rapport à la situation qui découle de l'*uti possidetis juris* de 1821 — ne saurait guère susciter de conflit entre le tenant du titre basé sur les effectivités postcoloniales et le tenant d'un titre né de l'*uti possidetis juris*, le Nicaragua étant, dans les îles, aussi dépourvu d'effectivités postcoloniales qu'il l'est d'un *uti possidetis juris*.

C. *L'uti possidetis juris du Honduras dans les îles en litige*

11. Dès leur indépendance, les Parties acceptèrent librement le principe de l'*uti possidetis juris* qui avait été énoncé quelques années auparavant à la suite d'une initiative politique de Bolivar. Il devait servir de critère objectif pour faciliter le règlement pacifique des questions territoriales qui se posaient alors, ou pourraient à l'avenir se poser, aux nouvelles républiques. La République du Honduras et la République du

post-colonial *effectivités* and acquiescence were also relied upon by one or other of the Parties as a basis for legal title to the islands in dispute.

B. The Decision in the Judgment and Post-colonial Effectivités

7. According to the Judgment, the post-colonial *effectivités* demonstrated by Honduras attest to the intent and will of the Respondent to act *à titre de souverain* and constitute in the present case a sufficient and effective manifestation of State authority over the four islands. In contrast, the Court found no evidence of any intent or will on the part of Nicaragua to act *à titre de souverain* with regard to the disputed islands, nor any evidence of the effective exercise or demonstration of its authority over any one of the four islands concerned.

8. The Judgment's finding is based on generally accepted principles articulated in the Permanent Court's decision in the case concerning the *Legal Status of Eastern Greenland*, and on the present Court's recent jurisprudence on the subject of small islands that are intermittently inhabited, uninhabited or of slight economic importance (Qit'at Jaradah; Pulau Ligitan and Pulau Sipadan).

9. I subscribe wholeheartedly to that finding, since the evidence presented to the Court of post-colonial *effectivités* concerning the islands weighs heavily in favour of Honduras. While the various evidentiary offerings are variable in number and probative value, as a whole they provide ample proof of Honduras's intent and will to act *à titre de souverain* and of the effective exercise and manifestation of its authority over the islands and in the adjacent waters. Confronted with the Respondent's post-colonial *effectivités*, the Applicant was unable to prove the existence of a single Nicaraguan post-colonial *effectivité* in respect of the contested islands.

10. Moreover, *in the circumstances of the present case*, the fact that Honduras obtained title to the islands by a process of acquisition based on post-colonial *effectivités* — in other words, separately from the situation arising from the *uti possidetis juris* of 1821 — can hardly give rise to any conflict with the holder of a title based on *uti possidetis juris*, since Nicaragua is just as lacking in post-colonial *effectivités* in the islands as it is in title by way of *uti possidetis juris*.

C. Honduras's Uti Possidetis Juris in the Disputed Islands

11. Upon independence, the Parties freely accepted the *uti possidetis juris* principle, which had been formulated a few years earlier following a political initiative by Simon Bolivar. It was supposed to act as an objective criterion to facilitate the peaceful settlement of the territorial issues already outstanding at the time or which could arise in the future for the new Republics. Both the Republic of Honduras and the Republic of

Nicaragua se proclamèrent, l'une et l'autre, Etats successeurs de la Couronne espagnole pour ce qui était de l'ancienne unité administrative coloniale espagnole en Amérique centrale sur le territoire de laquelle elles s'étaient respectivement établies — à savoir l'ancienne province du Honduras pour la République du Honduras et l'ancienne province du Nicaragua pour la République du Nicaragua — initialement en tant qu'Etats constitutifs de la République fédérale d'Amérique centrale. La dissolution de la fédération en 1838-1840 n'entraîna de modifications territoriales pour aucune des Parties à la présente instance.

12. La province du Honduras et la province du Nicaragua faisaient toutes les deux partie, avant 1821, d'une même unité administrative coloniale plus vaste, la capitainerie générale de Guatemala, laquelle, à son tour, faisait partie de la vice-royauté de la Nouvelle-Espagne (Mexique). Comme il est dit dans la sentence arbitrale rendue le 23 décembre 1906 par Alphonse XIII, roi d'Espagne, dans l'affaire du différend frontalier entre le Honduras et le Nicaragua :

«les provinces espagnoles du Honduras et du Nicaragua ont été formées par une évolution historique, jusqu'à leur constitution en deux Intendances distinctes de la capitainerie générale du Guatemala, en vertu des dispositions de l'Ordonnance royale des Intendants de Province de la Nouvelle-Espagne de 1786, appliquée au Guatemala, et sous le régime de laquelle se trouvaient ces dites provinces-intendances jusqu'à leur affranchissement de l'Espagne en 1821» (*Recueil international des traités du XX^e siècle*, Descamps et Renault, 1906, p. 1030).

13. Lors de leur accession à l'indépendance, la République du Honduras et la République du Nicaragua ont incorporé le principe de l'*uti possidetis juris* dans leurs constitutions respectives et dans leurs traités. Ainsi, l'article II, paragraphe 3, du traité Gámez-Bonilla du 7 octobre 1894 — base de la délimitation effectuée en 1900-1904 par la commission mixte créée par l'article I du traité et, plus tard, de celle établie par la sentence arbitrale du roi d'Espagne du 23 décembre 1906 — énonce de manière lapidaire l'essence même du principe de l'*uti possidetis juris* dans les termes suivants :

«Il sera entendu que chaque république est maîtresse des territoires qui, à la date de l'indépendance, constituaient respectivement les provinces du Honduras et du Nicaragua.» (*Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906 (Honduras c. Nicaragua)*, arrêt, C.I.J. Recueil 1960, p. 199.)

*

14. Durant le XIX^e siècle et la première moitié du XX^e, l'*uti possidetis juris* fut traité par la doctrine européenne comme une doctrine ou un principe régional propre aux rapports entre les seules républiques hispano-américaines, en même temps que se manifestaient de ce côté-

Nicaragua declared themselves to be successor States to the Spanish Crown with regard to the former Spanish colonial administrative unit on whose territory they were respectively established — namely the former province of Honduras for the Republic of Honduras and the former province of Nicaragua for the Republic of Nicaragua — initially as constituent Republics of the Federal Republic of Central America. The dissolution of the Federation in 1838-1840 did not lead to any territorial changes for either of the Parties to the present case.

12. The province of Honduras and the province of Nicaragua were both, prior to 1821, part of the same, broader colonial administrative unit, the Captaincy-General of Guatemala, which in turn was part of the Vice-Royalty of New Spain (Mexico). As was observed in the Arbitral Award made on 23 December 1906 by Alfonso XIII, the King of Spain, in the border dispute between Honduras and Nicaragua:

“the Spanish provinces of Honduras and Nicaragua were gradually developing by historical evolution in such a manner as to be finally formed into two distinct administrations (*intendencias*) under the Captaincy-General of Guatemala by virtue of the prescriptions of the Royal Regulations of Provincial Intendants of New Spain of 1786, which were applied to Guatemala and under whose régime they came as administered provinces till their emancipation from Spain in 1821” (United Nations, *Reports of International Arbitral Awards (RIAA)*, Vol. XI, p. 112).

13. On succeeding to independence, the Republic of Honduras and the Republic of Nicaragua incorporated the *uti possidetis juris* principle into their respective constitutions and into their treaties. Thus, for example, Article II, paragraph 3, of the Gámez-Bonilla Treaty of 7 October 1894 — the basis of the delimitation carried out in 1900-1904 by the Mixed Commission established by Article I of that Treaty and, later, of that established by the Arbitral Award made by the King of Spain on 23 December 1906 — pithily expresses the very core of the *uti possidetis juris* principle as follows:

“It is to be understood that each Republic is owner of the territory which at the date of independence constituted, respectively, the provinces of Honduras and Nicaragua.” (*Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua)*, *Judgment, I.C.J. Reports 1960*, p. 199.)

*

14. During the nineteenth century and the first half of the twentieth century, *uti possidetis juris* was viewed by European legal scholars as a regional doctrine or principle specific to relations between the Latin American republics alone, with, in Europe, considerable resistance to

ci de l'Atlantique de fortes résistances à une application généralisée du principe en tant que norme positive de droit international général. Certaines critiques doctrinales exprimées à l'époque de la sentence du 30 juin 1865 par Isabelle II, reine d'Espagne, en l'affaire de l'île d'Aves entre les Pays-Bas et le Venezuela traduisent bien ce sentiment (voir P. Lapradelle et Politis, *Recueil des arbitrages internationaux*, vol. 2, p. 404-421).

15. Par ailleurs, un certain nombre de sentences arbitrales écartèrent des arguments s'appuyant, en dernière analyse, sur le principe de l'*uti possidetis juris*, au profit de prétendues effectivités aussi fictives que modestes, comme celle consistant à déclarer la souveraineté sur une île à bord d'un navire de commerce croisant à environ un demi-mille de l'île en question et sans laisser sur l'île aucun signe de souveraineté (voir la sentence arbitrale du 28 janvier 1931 au sujet du différend entre la France et le Mexique relatif à la souveraineté sur l'île de Clipperton, *Revue générale de droit international public*, 1932, vol. 39, p. 129-132). Même à une date beaucoup plus récente, dans l'affaire du *Canal de Beagle* entre l'Argentine et le Chili (1977), un tribunal arbitral composé de membres de la Cour internationale de Justice qualifiait encore l'*uti possidetis juris* de «doctrine» et non de «principe» (Nations Unies, *Recueil des sentences arbitrales*, vol. XXI, p. 81, par. 9).

16. Mais c'est à partir de l'acceptation généralisée par les Etats africains de l'intangibilité des frontières héritées de la décolonisation que le principe de l'*uti possidetis juris* s'est universalisé à tel point qu'en 1986 une Chambre de la Cour internationale de Justice a pu déclarer que

«l'*uti possidetis* [était] ... un principe d'ordre général nécessairement lié à la décolonisation où qu'elle se produise» (*Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)*, arrêt, C.I.J. Recueil 1986, p. 566, par. 23).

En 1992, une autre chambre de la Cour a été appelée à appliquer le principe de l'*uti possidetis juris* au *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))*, clarifiant par là même différentes questions d'intérêt relatives, notamment, à la portée territoriale, insulaire et maritime du principe et aux conséquences inhérentes à son application par des cours et des tribunaux internationaux (arrêt, C.I.J. Recueil 1992, p. 351). En 1994, dans l'affaire du *Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad)*, les deux Parties étaient d'accord pour estimer qu'en vertu du principe de l'*uti possidetis juris* le Tchad et la Libye ont hérité de frontières résultant des colonisations française et italienne.

17. Plus récemment, en 2005, le principe a été appliqué par une autre chambre de la Cour en l'affaire du *Différend frontalier (Bénin/Niger)* (arrêt, C.I.J. Recueil 2005, p. 90). Par ailleurs, dans l'affaire de la *Délimitation maritime et des questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)*, fond, arrêt (C.I.J. Recueil 2001, p. 40), Bahreïn a aussi invoqué l'*uti possidetis juris* en rapport avec l'aspect insulaire du

universal application of the principle as a positive norm of general international law. Certain scholarly criticisms made at the time of the Award of 30 June 1865 by Isabella II, the Queen of Spain, in the Aves Island case between the Netherlands and Venezuela reflect very accurately such sentiment (see P. Lapradelle et Politis, *Recueil des arbitrages internationaux*, Vol. 2, pp. 404-421).

15. At the same time, a number of arbitral awards rejected arguments which, in the final analysis, were based on the *uti possidetis juris* principle, in favour of alleged *effectivités* as far-fetched as they were limited, such as declaring sovereignty over an island from aboard a merchant ship cruising some half a mile off the island in question, without leaving any sign of sovereignty on the island (see the Arbitral Award of 28 January 1931 concerning the dispute between France and Mexico regarding sovereignty over Clipperton Island, *Revue générale de droit international public*, 1932, Vol. 39, pp. 129-132). Even much more recently, in the *Beagle Channel* case between Argentina and Chile (1977), an arbitral tribunal composed of Members of the International Court of Justice characterized *uti possidetis juris* as a “doctrine” and not a “principle” (United Nations, *RIAA*, Vol. XXI, p. 81, para. 9).

16. However, once the intangibility of boundaries inherited upon decolonization had gained general acceptance among African States, recognition of the principle of *uti possidetis juris* became so widespread that in 1986 a Chamber of the International Court of Justice was able to state:

“*Uti possidetis* . . . is therefore a principle of a general kind which is logically connected with this form of decolonization wherever it occurs.” (*Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)*, Judgment, *I.C.J. Reports 1986*, p. 566, para. 23.)

In 1992, another Chamber of the Court was prompted to apply the *uti possidetis juris* principle in the *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)*, at the same time clarifying a number of questions of interest, in particular regarding the territorial, island and maritime scope of the principle and the inherent consequences of its application by international courts and tribunals (*Judgment, I.C.J. Reports 1992*, p. 351). In 1994, in the *Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad)* case, the two Parties were in agreement that, by virtue of the *uti possidetis juris* principle, Chad and Libya inherited the frontiers resulting from colonization by France and Italy respectively.

17. More recently, in 2005, the principle was applied by another Chamber of the Court in the case concerning the *Frontier Dispute (Benin/Niger)* (*Judgment, I.C.J. Reports 2005*, p. 90). Elsewhere, in the case concerning *Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar v. Bahrain)* (*Merits, Judgment, I.C.J. Reports 2001*, p. 40), Bahrain also raised the *uti possidetis juris* principle

différend, mais la Cour n'a pas eu à l'appliquer, l'affaire n'étant pas liée à une succession d'Etats. En outre, au cours de ces dernières décennies, l'utilité pratique du principe a donné lieu à des prises de position doctrinales favorables à une extension de son application à des cas de succession d'Etats autres que la décolonisation (par exemple, à des situations résultant de la dissolution d'un Etat fédéral).

18. Toutefois, cette sorte de question ne se pose pas dans la présente affaire, laquelle est liée à un événement précis de décolonisation: la succession d'Etats qui eut lieu le 15 septembre 1821 lorsque les anciennes provinces espagnoles du Honduras et du Nicaragua devinrent des Etats indépendants et souverains.

*

19. L'arrêt confirme que l'*uti possidetis juris* n'est plus l'une de ces normes régionales dont l'existence et le contenu doivent être prouvés par la partie qui l'invoque. Si la Cour reconnaît ainsi (*juris novit curiae*) l'*uti possidetis juris* en tant que principe de droit international général, le présent arrêt confirme aussi les difficultés que l'application de ce principe peut rencontrer dans une espèce donnée lorsque le droit interne auquel renvoie le génitif latin *juris* est un *jus* historique comme celui appliqué par la Couronne espagnole en Amérique pendant plus de trois siècles.

20. L'arrêt confirme aussi que le principe de l'*uti possidetis juris* renvoie à une notion de possession comprise comme la possession d'un droit ou titre juridique établi dans l'ordre juridique de l'Etat prédécesseur, indépendamment du fait de l'occupation ou non du territoire en question. En outre, d'après l'arrêt, le principe de l'*uti possidetis juris* est pertinent aussi bien pour rechercher le titre sur un territoire que pour déterminer l'emplacement de frontières, ce qui est conforme à la pratique. En d'autres termes, il concerne tant les différends relatifs à une délimitation proprement dite que ceux relatifs à la détermination du titulaire du titre sur un espace territorial, insulaire ou maritime donné (différends d'attribution).

21. Le principe de l'*uti possidetis juris* est donc parfaitement applicable à la détermination de la souveraineté sur les îles en litige dans la présente affaire, ce que l'arrêt énonce dans les termes suivants:

«Si les îles ne sont pas *terra nullius*, ainsi que le reconnaissent les deux Parties et qu'il est communément admis, l'on ne peut que présumer qu'elles relevaient de la Couronne espagnole. Toutefois, cela ne signifie pas nécessairement que le successeur en ce qui concerne les îles en litige ne pourrait être que le Honduras du fait que celui-ci est le seul Etat à avoir formellement revendiqué un tel statut.» (Arrêt, par. 158.)

*

in respect of the island part of the dispute, but there was no need for the Court to apply it because the case did not involve State succession. Furthermore, over recent decades, the practical usefulness of the principle has given rise to legal writings in favour of extending its application to cases of State succession other than those resulting from decolonization (for example, situations arising from the dissolution of a federal State).

18. However, that kind of problem does not arise in the present case, which concerns a precise instance of decolonization: the succession of States which took place on 15 September 1821, when the former Spanish provinces of Honduras and Nicaragua became independent sovereign States.

*

19. The Judgment confirms that *uti possidetis juris* is no longer one of those regional norms whose substance and existence must be demonstrated by the party relying on it. While the Court thus recognizes (*juris novit curiae*) *uti possidetis juris* as a principle of general international law, the present Judgment also confirms the difficulties still encountered in applying that principle to a particular area when the internal law referred to by the Latin genitive *juris* is an historical *jus* such as that which the Spanish Crown applied in America over more than three centuries.

20. The Judgment also confirms that the *uti possidetis juris* principle refers to a notion of possession understood as possession of a right or legal title established within the legal order of the predecessor State, regardless of whether the territory in question was occupied or not. Furthermore, according to the Judgment, the *uti possidetis juris* principle is just as relevant to seeking title to a territory as it is to determining the position of boundaries, which is in accordance with practice. In other words, it covers disputes over delimitation in the strict sense as well as those as to the holder of title to a particular land, island or maritime area (disputes over attribution).

21. The *uti possidetis juris* principle is thus perfectly applicable to determining sovereignty over the disputed islands in the present case, as expressed in the Judgment as follows:

“If the islands are not *terra nullius*, as both Parties acknowledge and as is generally recognized, it must be assumed that they had been under the rule of the Spanish Crown. However, it does not necessarily follow that the successor to the disputed islands could only be Honduras, being the only State formally to have claimed such status.” (Judgment, para. 158.)

*

22. C'est à partir d'ici — c'est-à-dire de la question de savoir si l'Espagne aurait attribué les îles en litige à la province du Honduras ou à celle du Nicaragua — que les vues de la majorité et les miennes prennent des chemins différents. Ce qui nous sépare se situe donc dans le champ de l'administration de la preuve d'une telle attribution et, en particulier, de la méthode permettant de mieux l'apprécier à la lumière de la nature du titre originaire de la Couronne espagnole dans ses territoires américains et des caractéristiques et finalités de sa législation américaine.

23. A ce propos, il convient d'avoir présent à l'esprit ce que disait une chambre de la Cour en 1992 :

«[I]l faut se rappeler qu'aucune question de frontières internationales n'a jamais pu venir à l'esprit des serviteurs de la Couronne espagnole qui ont établi les limites administratives; l'*uti possidetis juris* est par essence un principe rétroactif, qui transforme en frontières internationales des limites administratives conçues à l'origine à de tout autres fins.» (*Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))*, arrêt, C.I.J. Recueil 1992, p. 388, par. 43.)

24. S'agissant de prouver rétroactivement l'*uti possidetis juris*, il n'est pas toujours possible de disposer de documents à caractère législatif ou analogue indiquant de manière précise l'appartenance ou l'étendue des territoires en cause ou l'emplacement des limites des provinces. Il faut alors, dans un effort de reconstitution, reprendre l'ensemble des éléments de preuve et d'information disponibles au travers de critères d'interprétation historiques et logiques. Ajoutons que les éléments de preuve concernant l'*aspect territorial* de l'*uti possidetis juris* sont souvent très utiles aux fins d'en préciser l'*aspect délimitatif* et vice versa.

25. Cependant, dans la présente espèce, la recherche et la preuve du titre sur les îles en litige en vertu de l'*uti possidetis juris* se trouvent grandement facilitées du fait, notamment, que, dans les motifs de la sentence arbitrale du 23 décembre 1906 rendue par le roi d'Espagne Alphonse XIII sur la base du principe de l'*uti possidetis juris* tel qu'énoncé dans le traité Gámez-Bonilla de 1894, l'arbitre définit le territoire de la province du Nicaragua et celui de la province du Honduras à la veille de leur indépendance comme suit :

Province du Nicaragua

«[L]ors de l'organisation du gouvernement et de l'intendance du Nicaragua en conformité de l'ordonnance royale des intendants de 1786, ce gouvernement a été composé des cinq *partidos* de León, Matagalpa, El Realejo, Suptiaga et Nicoya, et que l'on n'a pas compris dans cette division, pas plus qu'ils n'étaient compris dans la proposition faite en 1788 par le gouverneur intendant Don Juan de Ayssa, les territoires maintenant réclamés par la République du Nicaragua au nord et à l'ouest du cap de Gracias a Dios, ni constaté que la juridiction de l'Evêché du Nicaragua arrivât jusqu'à ce cap;

22. It is from this point — i.e., the issue of whether Spain had attributed the disputed islands to the province of Honduras or to that of Nicaragua — that my views part company with those of the majority. Our differences thus concern the production of evidence of such attribution and, in particular, how such evidence can be better appreciated in the light of the nature of the original title of the Spanish Crown in its American territories and the characteristics and goals of its American legislation.

23. In this respect, it is appropriate to bear in mind what was said by a Chamber of the Court in 1992:

“it has to be remembered that no question of international boundaries could ever have occurred to the minds of those servants of the Spanish Crown who established administrative boundaries; *uti possidetis juris* is essentially a retrospective principle, investing as international boundaries administrative limits intended originally for quite other purposes” (*Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras; Nicaragua intervening)*, Judgment, I.C.J. Reports 1992, p. 388, para. 43).

24. Where the *uti possidetis juris* position must be proved retroactively, it is not always possible to obtain legislative or like documents specifying the ownership or extent of the territories in question or showing the exact location of provincial boundaries. It then becomes necessary, in attempting to reconstruct the position, to take into consideration all the evidence and additional information made available through historical and logical interpretation. I would add that evidence in respect of the *territorial facet* of *uti possidetis juris* is often very useful in clarifying the delimitation aspect and vice versa.

25. However, in the present case, identifying and proving title to the disputed islands pursuant to *uti possidetis juris* is greatly facilitated by the fact, in particular, that the King of Spain defined as follows the territories of the provinces of Nicaragua and Honduras on the eve of independence in the reasoning supporting his Arbitral Award of 23 December 1906, made on the basis of the principle of *uti possidetis juris* as set out in the Gámez-Bonilla Treaty of 1894:

Province of Nicaragua

“[O]n the organization of the Government and Administration of Nicaragua in accordance with the Royal Administrative Statutes of 1786 it consisted of the five districts of Leon, Matagalpa, El Realejo, Subtiaga, and Nicoya, not comprising in this division nor in that proposed in 1788 by the Governor and Intendant Don Juan de Ayssa territories to the north and west of Cape Gracias a Dios, which are at the present day claimed by the Republic of Nicaragua, there being no record either that the jurisdiction of the diocese of Nicaragua reached to that Cape, and whereas it is worthy of note that the last

qu'il y a lieu de remarquer que le dernier gouverneur intendant du Nicaragua, D. Miguel González Saravia, en décrivant la province qu'il administra, dans son livre *Bosquejo político estadístico de Nicaragua*, publié en 1824, disait que la ligne séparative de cette province au nord va du golfe de Fonseca, sur le Pacifique, au Río Perlas, sur la mer du Nord (Atlantique).

[L]a Commission d'examen n'a pas constaté que l'action expansive du Nicaragua se fût étendue au nord du cap de Gracias a Dios, ni eût atteint par conséquent le cap Camarón; que sur aucune carte, description géographique et documents étudiés par ladite commission, il n'est mentionné que le Nicaragua ait atteint ledit cap Camarón, et que, par conséquent, il n'y a pas lieu de choisir ledit cap comme limite de la frontière avec le Honduras sur la côte de l'Atlantique, ainsi que le prétend le Nicaragua.» (*Recueil international des traités du XIX^e siècle*, Descamps et Renault, 1906, p. 1033-1034.)

Province du Honduras

«[L]a démarcation établie pour la province ou intendance de Comayagua ou du Honduras par la cédula royale susvisée du 24 juillet 1791 est demeurée la même jusqu'à la proclamation de l'indépendance des provinces du Honduras et du Nicaragua; qu'en outre, lorsque par décret royal du 24 janvier 1818 le roi approuva le rétablissement de l'*Alcaldía Mayor* de Tegucigalpa, avec une certaine autonomie au point de vue économique, cette *Alcaldía Mayor* continua à former un *partido* de la province de Comayagua ou Honduras, dépendant du chef politique de la province; que ce *partido* prit part à l'élection, le 5 novembre 1820, d'un député suppléant pour la province de Comayagua, et qu'il prit part également avec les autres *partidos* de Gracias, Choluteca, Olancho, Yoro réuni à Olancho et Trujillo, Tencoa et Comayagua à l'élection de la députation provinciale du Honduras, élection qui eut lieu le 6 novembre de la même année 1820.» (*Ibid.*, p. 1032-1033.)

«[Q]u'à une certaine époque on aurait cru que la juridiction du Honduras s'étendait au sud du cap de Gracias a Dios, la commission d'examen a découvert que cette extension de souveraineté n'a jamais été bien déterminée, et qu'en tout cas elle a été éphémère au-dessous du village et du port du cap de Gracias a Dios, et qu'au contraire l'action du Nicaragua a été en s'étendant et en s'exerçant d'une manière positive et permanente jusqu'au dit cap de Gracias a Dios, et que, par conséquent, il ne convient pas que la limite commune sur le littoral de l'Atlantique soit Sandy Bay, comme le prétend le Honduras.» (*Ibid.*, p. 1034.)

Governor and Intendant of Nicaragua, Don Miguel González Saravia, in describing the province which had been under his rule in his book *Bosquejo Político Estadístico de Nicaragua*, published in 1824 stated that the divisionary line of said Province on the north runs from the Gulf of Fonseca on the Pacific to the River Perlas on the Northern Sea (Atlantic).

[T]he Commission of investigation has not found that the expanding influence of Nicaragua has extended to the north of Cape Gracias a Dios, and therefore not reached Cape Camarón; and that in no map, geographical description or other document of those examined by said Commission is there any mention that Nicaragua had extended to said Cape Camarón, and there is no reason therefore to select said Cape as a frontier boundary with Honduras on the Atlantic Coast, as is claimed by Nicaragua.” (*Recueil international des traités du XX^e siècle*, Descamps et Renault, 1906, pp. 1033-1034; English translation of the Award Made by the King of Spain, as appeared in *British and Foreign State Papers, Vol. 100, 1906-1907*, quoted in *I.C.J. Pleadings, Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906*, Vol. I, p. 22.)

Province of Honduras

“[T]he demarcation fixed for the Province or District of Comayagua or Honduras, by virtue of the Royal Decree of the 24 July 1791 continued to be the same at the time when the Provinces of Honduras and Nicaragua achieved independence, because though by Royal Decree of the 24 January 1818 the King sanctioned the re-establishment of the chief municipality of Tegucigalpa with a certain degree of autonomy as to its administration, said chief municipality continued to form a district of the Province of Comayagua or Honduras, subject to the political chief of the province; and in that capacity took part in the election, 5 November 1820, of a Deputy to the Spanish Cortes and a substitute Deputy for the Province of Comayagua, and likewise took part together with the other districts of Gracias, Choluteca, Olancho, Yoro with Olanchito and Trujillo, Tencoa and Comayagua, in the election of the Provincial Council of Honduras, said election having taken place on the 6 November of the same year, 1820.” (*Ibid.*, pp. 21-22.)

“[T]hough at some time it may have been believed that the jurisdiction of Honduras reached to the south of Cape Gracias a Dios, the Commission of investigation finds that said expansion of territory was never clearly defined, and in any case was only ephemeral below the township and port of Cape Gracias a Dios, whilst on the other hand the influence of Nicaragua has been extended and exercised in a real and permanent manner towards the afore-mentioned Cape Gracias a Dios, and therefore it is not equitable that the common boundary on the Atlantic Coast should be Sandy Bay as claimed by Honduras.” (*Ibid.*, p. 22.)

26. La validité et le caractère obligatoire pour les Parties de la sentence arbitrale du 23 décembre 1906 du roi d'Espagne ont été confirmés par l'arrêt de la Cour internationale de Justice du 18 novembre 1960. Dans la présente instance, le Honduras invoque ces deux décisions comme éléments de preuve à l'appui de sa thèse selon laquelle il est en possession d'un titre de souveraineté sur les îles en litige en vertu de l'*uti possidetis juris*, ce qui est aisément compréhensible si l'on se rappelle que, dans les motifs de son arrêt de 1960, la Cour dit :

«Le Nicaragua soutient que l'arbitre a fixé une frontière qu'il considérait comme naturelle sans tenir compte des lois et brevets royaux de l'Etat espagnol qui établissaient les divisions administratives espagnoles avant la date de l'indépendance. *De l'avis de la Cour*, ce grief n'est pas fondé, la décision de l'arbitre reposant sur des considérations historiques et juridiques (*derecho histórico*) en conformité avec les paragraphes 3 et 4 de l'article II [du traité Gámez-Bonilla].» (*Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906 (Honduras c. Nicaragua)*, arrêt, C.I.J. Recueil 1960, p. 215; les italiques sont de moi.)

27. En outre, les éléments de preuve et d'information sur lesquels s'appuient ces deux décisions, à la fois nombreux et d'une qualité et d'une autorité indéniables, sont à mon avis essentiels de par leur contenu aux fins d'une détermination judiciaire de la situation de l'*uti possidetis juris* dans les îles en litige entre les Parties. Je ne peux donc que les prendre dûment en considération dans cette opinion. Ce choix, d'ailleurs, s'impose, car, comme le signale la jurisprudence de l'affaire du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))*,

«dans le cas des précédents arbitrages latino-américains relatifs à des frontières, c'est maintenant la sentence arbitrale qui est déterminante, bien qu'elle soit fondée sur une certaine appréciation de la situation découlant de l'*uti possidetis juris*. L'appréciation que fait la sentence de la situation résultant de l'*uti possidetis juris* prévaut, et elle ne peut maintenant être remise en question du point de vue juridique, même si elle peut l'être du point de vue historique.» (*Arrêt*, C.I.J. Recueil 1992, p. 401, par. 67.)

28. Le Honduras invoque aussi les brevets royaux du 23 août 1745 et du 30 novembre 1803 ainsi que la documentation relative à l'arbitrage de 1906 publiée dans C.I.J. *Mémoires*, *Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906*, notamment les éléments d'information contenus dans le «rapport de la commission d'examen de la question des limites entre les Républiques du Honduras et du Nicaragua, soumis à S. M. Alphonse XIII, arbitre, le 22 juillet 1906», rapport qui fut annexé

26. The validity and binding nature for the Parties of the Arbitral Award made by the King of Spain on 23 December 1906 were confirmed by the Judgment of the International Court of Justice of 18 November 1960. In the present case, Honduras relied upon both those decisions as evidence to support its argument that it possesses sovereign title to the disputed islands pursuant to *uti possidetis juris*, which can be readily understood by recalling what the Court said in its reasoning in the 1960 Judgment:

“Nicaragua contends that the arbitrator fixed what he regarded as a natural boundary line without taking into account the Laws and Royal Warrants of the Spanish State which established the Spanish administrative divisions before the date of Independence. *In the judgment of the Court* this complaint is without foundation inasmuch as the decision of the arbitrator is based on the historical and legal considerations (*derecho histórico*) in accordance with paragraphs 3 and 4 of Article II [of the Gámez-Bonilla Treaty].” (*Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua)*, *Judgment, I.C.J. Reports 1960*, p. 215; emphasis added.)

27. Further, the substance of the evidence and information supporting those two decisions is both considerable in quantity and unassailable in quality and authoritativeness, making it an essential element, in my view, in a judicial determination of the *uti possidetis juris* situation of the islands disputed by the Parties. I must therefore give it due consideration in this opinion. Such a choice is a necessary one, moreover, as indicated by the jurisprudence in the case concerning the *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras; Nicaragua intervening)*:

“in the previous Latin American boundary arbitrations it is the award that is now determinative, even though it be based upon a view of the *uti possidetis juris* position. The award’s view of the *uti possidetis juris* position prevails and cannot now be questioned juridically, even if it could be questioned historically”. (*Judgment, I.C.J. Reports 1992*, p. 401, para. 67.)

28. Honduras also relies on the Royal Warrants of 23 August 1745 and 30 November 1803, as well as the documentation relating to the 1906 Arbitration published in *I.C.J. Pleadings, Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906*, for example the information contained in the “Report of the Commission of Investigation of the Question of the Boundary between the Republics of Honduras and Nicaragua submitted to His Majesty Alfonso XIII, Arbitrator, on 22 July 1906”, which

à la réplique du Honduras dans l'affaire soumise à la Cour en 1960 (vol. I, annexe XI, p. 621).

*

29. Ainsi, pour déterminer si la souveraineté sur les îles en litige appartient au Honduras ou au Nicaragua, la Cour doit partir de l'appréciation de la situation de *l'uti possidetis juris* de 1821 donnée par la sentence arbitrale de 1906. Les îles en question ne sont pas mentionnées dans le dispositif de la sentence, mais la délimitation de la frontière terrestre entre les Parties établie par la sentence permet de savoir avec précision quelles sont, dans la zone pertinente, les côtes appartenant au Honduras et celles appartenant au Nicaragua. Il y est en effet indiqué que

«[L]e point extrême limitrophe commun sur la côte atlantique sera l'embouchure du fleuve Coco, Segovia ou Wanks dans la mer, près du cap Gracias a Dios, en considérant comme embouchure du fleuve celle de son bras principal entre Hara et l'île de San Pío où se trouve ledit cap, les îlots ou *cayos* qui existent dans ledit bras principal avant d'atteindre la barre restant au Honduras et le Nicaragua conservant la rive sud de ladite embouchure principale, l'île de San Pío y comprise, ainsi que la baie et le village de Cabo de Gracias a Dios et le bras ou *estero* appelé Gracias qui aboutit à la baie de Gracias a Dios entre le continent et l'île de San Pío susnommée» (*Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906 (Honduras c. Nicaragua)*, arrêt, C.I.J. Recueil 1960, p. 202).

En outre, l'arrêt de la Cour de 1960 précise que,

«[a]insi qu'il a été indiqué ci-dessus, le dispositif de la sentence énonce qu'«à partir de l'embouchure du Segovia ou Coco, la ligne frontière suivra la *vaguada* ou thalweg de ce fleuve vers l'amont». Il est évident que, dans ce contexte de la sentence, on a entendu indiquer que le thalweg constitue la frontière entre les deux Etats même à l'«embouchure du fleuve». De l'avis de la Cour, la détermination de la frontière à cet endroit ne saurait entraîner aucune difficulté.» (*Ibid.*, p. 216.)

30. Il est donc clair que, d'après *l'uti possidetis juris* tel qu'il se dégage de la sentence arbitrale avec force de *res judicata*, le littoral du Honduras s'étend au nord du point extrême limitrophe commun sur la côte atlantique de la frontière terrestre, situé dans l'embouchure du bras principal du fleuve Coco dans la mer près du cap Gracias a Dios, jusqu'à la frontière avec le Guatemala, et le littoral du Nicaragua au sud de ce point extrême limitrophe commun jusqu'à la frontière avec le Costa Rica.

31. L'établissement du point terminal de la frontière terrestre à l'embouchure du bras principal du fleuve Coco dans la mer près du cap

was appended to Honduras's Reply in the case judged by the Court in 1960 (Vol. I, Ann. XI, p. 621).

*

29. Thus, to determine whether sovereignty over the disputed islands belongs to Honduras or Nicaragua, the Court must begin with the assessment of the *uti possidetis juris* position of 1821 made by the 1906 Arbitral Award. The islands concerned are not mentioned in the operative part of the Award, but the delimitation of the land boundary between the Parties established by the Award makes it possible to identify precisely which, in the relevant area, are the coasts belonging to Honduras and which to Nicaragua. The Award states that:

“The extreme common boundary point on the coast of the Atlantic will be the mouth of the River Coco, Segovia or Wanks, where it flows out in the sea close to Cape Gracias a Dios, taking as the mouth of the river that of its principal arm between Hara and the Island of San Pío where said Cape is situated, leaving to Honduras the islets and shoals existing within said principal arm before reaching the harbour bar, and retaining for Nicaragua the southern shore of the said principal mouth with the said Island of San Pío, and also the bay and the town of Cape Gracias a Dios and the arm or estuary called Gracias which flows to Gracias a Dios Bay, between the mainland and the said Island of San Pío.” (*Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua), Judgment, I.C.J. Reports 1960, p. 202.*)

Further, the Court's Judgment of 1960 stipulated that:

“The operative clause of the Award, as already indicated, directs that ‘starting from the mouth of the Segovia or Coco the frontier line will follow the *vaguada* or thalweg of this river upstream’. It is obvious that in this context the thalweg was contemplated in the Award as constituting the boundary between the two States even at the ‘mouth of the river’. In the opinion of the Court, the determination of the boundary in this section should give rise to no difficulty.” (*Ibid.*, p. 216.)

30. It is therefore clear that, according to the *uti possidetis juris* position as established by the Arbitral Award with the force of *res judicata*, the coast of Honduras stretches northwards from the extreme common point of the land boundary on the Atlantic coast, situated in the mouth of the principal arm of the River Coco where it flows out in the sea close to Cape Gracias a Dios, up to the boundary with Guatemala, and the coast of Nicaragua extends to the south of the same extreme common boundary point up to the boundary with Costa Rica.

31. The establishment of the endpoint of the land boundary in the mouth of the principal arm of the River Coco where it flows into the sea

Gracias a Dios détermine avec précision la côte ayant appartenu en 1821 à l'une ou l'autre Partie et, par voie de conséquence, le point de repère permettant d'appliquer sans difficulté la notion d'«île adjacente» du droit historique espagnol. Une telle situation de fait ne se présentait pas avec la même clarté pour les îles en litige entre El Salvador et le Honduras situées dans les eaux de la baie historique de Fonseca citées dans l'arrêt. La relation entre les côtes des trois Etats riverains de la baie de Fonseca n'était pas aussi claire et nette que celle qui existe entre les côtes du Honduras et du Nicaragua en la présente affaire.

32. En revanche, ce qui est intéressant dans la citation pertinente donnée par l'arrêt, c'est la confirmation que

«lorsque le principe de l'*uti possidetis juris* est en jeu, le *jus* en question n'est pas le droit international mais le droit constitutionnel ou administratif du souverain avant l'indépendance» (*Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant), arrêt, C.I.J. Recueil 1992, p. 559, par. 333*).

Or, le *jus* appliqué par la Couronne espagnole dans ses territoires américains recourait à une notion d'«îles adjacentes» comme critère général d'attribution des îles, à l'une ou l'autre circonscription ou province coloniale, qui n'a pas la même portée que la notion d'«île adjacente» du droit international contemporain.

*

33. Dans le droit historique appliqué par la Couronne espagnole à ses territoires américains, la notion d'«îles adjacentes» était une notion beaucoup plus large et flexible que celle d'«îles côtières» en droit international contemporain. La sentence arbitrale de 1865 dans l'affaire de l'île d'Aves (Pays-Bas/Venezuela) prouve que la notion d'«île adjacente» du droit colonial espagnol englobait aussi de petites îles fort éloignées de la côte, qu'elles se prêtassent ou non à l'habitation humaine ou fussent ou non dotées d'une activité économique ou d'une importance stratégique. L'île d'Aves (île des oiseaux) était un petit rocher peu élevé, situé au milieu de la mer des Caraïbes, non susceptible d'habitation permanente et qui n'avait jamais été véritablement occupé. Lors de sa découverte par les Espagnols, l'île fut tout d'abord comprise dans les territoires de l'ancienne *Audiencia* de Saint-Domingue, puis rattachée à l'*Audiencia* de Caracas (ordonnance royale du 13 juin 1786), en dépit de sa distance d'avec les côtes de la capitainerie générale du Venezuela (voir P. Lapradelle et Politis, *Recueil des arbitrages internationaux*, vol. 2, p. 404-406). L'île de Clipperton, elle aussi découverte par les Espagnols, est une île fort distante de la côte mexicaine; elle n'en fut pas moins réclamée par le Mexique en tant que successeur de l'Espagne (*Revue générale de droit international public*, 1932, vol. 39, p. 130).

34. Les îles de San Andrés sont également situées à une distance considérable du continent. L'île du Cygne, que le Nicaragua réclama expres-

close to Cape Gracias a Dios determines precisely what were the Parties' coastlines in 1821 and, accordingly, the reference point allowing for unproblematic application of the notion of "adjacent island" under historical Spanish law. Such a clear situation did not exist for the islands in dispute between El Salvador and Honduras in the waters of the historic Bay of Fonseca referred to in the Judgment. The relationship between the coasts of the three riparian States in the Bay of Fonseca was not as apparent and clear-cut as that existing between the coast of Honduras and Nicaragua in the present case.

32. However, what is of interest in the relevant quotation given by the Judgment is the confirmation that

"when the principle of the *uti possidetis juris* is involved, the *jus* referred to is not international law but the constitutional or administrative law of the pre-independence sovereign" (*Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras; Nicaragua intervening)*, Judgment, I.C.J. Reports 1992, p. 559, para. 333).

And the *jus* applied by the Spanish Crown in its American territories made use of a notion of "adjacent islands", as a general criterion for attributing islands to one or other colonial district or province, whose scope is different from that of the notion of "adjacent island" in contemporary international law.

*

33. Under historical Spanish law as applied by the Spanish Crown to its American territories, the notion of "adjacent island" was considerably broader and more flexible than that of "coastal island" in contemporary international law. The 1865 Arbitral Award in the Aves Island (Netherlands/Venezuela) case demonstrates that the notion of "adjacent island" in Spanish colonial law also covered small islands a long way from the coast, whether or not they were suitable for human habitation or possessed an economic activity or strategic importance. Aves Island (Bird Island) was a small, low-lying rock, located in the middle of the Caribbean Sea, incapable of sustaining permanent habitation and which had never really been occupied. When it was discovered by the Spanish, it was initially included in the territories of the former *Audiencia* of Santo Domingo and then transferred to the *Audiencia* of Caracas (Royal Order of 13 June 1786), despite its distance from the coast of the Captaincy-General of Venezuela (see P. Lapradelle et Politis, *Recueil des arbitrages internationaux*, Vol. 2, pp. 404-406). Clipperton Island, which was also discovered by the Spanish, lies a very long way from the Mexican coast; nevertheless, it was claimed by Mexico as the successor to Spain (*Revue générale de droit international public*, 1932, Vol. 39, p. 130).

34. The San Andrés Islands are also situated a considerable distance from the mainland. Swan Island, which Nicaragua expressly claimed

sément à l'arbitre en 1906, se trouve à environ 200 kilomètres (110 milles marins) du cap Camarón. Ainsi, le fait que les îles en litige en la présente affaire soient situées à une distance comprise entre 27 et 32 milles de la côte hondurienne située au nord du cap Gracias a Dios n'empêche pas de les considérer comme des «îles adjacentes» de la province du Honduras, au sens du droit historique appliqué par la Couronne espagnole. Voir, par exemple, la carte hydrographique officielle de la côte des Mosquito et *des îles adjacentes* de Juan de Azaos de 1793 présentée par le Honduras (contre-mémoire du Honduras (CMH), vol. 3, deuxième partie, carte 26). Je ne peux donc faire mienne la conclusion du paragraphe 163 du présent arrêt.

*

35. Il va de soi que le critère général d'attribution des îles mentionné ci-dessus n'était qu'une sorte de règle résiduelle en ce sens qu'il pouvait, à tout moment, y être dérogé moyennant une disposition spécifique normative contraire émanant du roi. Ainsi, par exemple, celle du brevet royal de 1803 concernant les îles de San Andrés, ou de l'ordonnance royale du 13 juin 1786 relative à l'île d'Aves. Mais le Nicaragua n'a présenté aucune preuve d'une décision spécifique du roi en faveur de la province du Nicaragua dérogeant au critère général pour ce qui est des îles en litige dans la présente affaire. Ce que le Nicaragua a plaidé est l'impossibilité en l'espèce de trancher la question de la souveraineté sur ces cayes sur la base de l'*uti possidetis juris* de 1821.

36. La Couronne espagnole avait des raisons pratiques et de principe pour recourir à une notion particulièrement large et souple d'«île adjacente», expression que l'on trouve très souvent dans les textes de sa législation d'outre-mer. S'agissant en premier lieu de protéger l'intégrité de son titre original sur les vastes espaces — définis par des parallèles et des méridiens — qui lui avaient été réservés par les bulles papales et les traités conclus avec le Portugal, à savoir toutes «les terres découvertes et à découvrir» à l'intérieur de ces espaces. En deuxième lieu, l'exploration de l'immense espace américain ne pouvait se faire que par étapes et l'entreprise a duré des siècles. Finalement, il fallait éviter le danger que d'autres puissances puissent s'emparer de territoires non explorés, inconnus, peu peuplés ou difficiles à défendre. Or, à cet égard, les «îles» étaient certainement les territoires les plus exposés, surtout celles éloignées des côtes ou des eaux juridictionnelles espagnoles.

37. En tout cas, le rôle et l'importance normative de ce concept large et souple d'«île adjacente» dans le droit colonial espagnol ne sauraient être mis en doute. Les traités conclus par l'Espagne au XIX^e siècle avec les nouvelles républiques, y compris avec la République du Nicaragua (1856) et avec la République du Honduras (1860), en témoignent: ils confirment en effet l'abandon par l'Espagne de son ancien titre non seulement sur le territoire continental de la province du Nicaragua et sur celui de la province du Honduras, mais aussi sur le territoire insulaire de

from the Arbitrator in 1906, lies around 200 kilometres (110 nautical miles) from Cape Camarón. Thus, the fact that the islands in dispute in the present case lie from 27 to 32 miles from the Honduran coast north of Cape Gracias a Dios does not preclude their characterization as “adjacent islands” of the province of Honduras under historical law as applied by the Spanish Crown. Reference can be made, for example, to the 1793 official hydrographical chart of the Mosquito Coast and *adjacent islands* by Juan de Azoaz submitted by Honduras (Counter-Memorial of Honduras, (CMH), Vol. 3, second part, Map 26). I therefore cannot agree with the finding in paragraph 163 of the present Judgment.

*

35. It goes without saying that the general criterion for the attribution of the islands mentioned above was merely a kind of residual rule in that it could be set aside at any time by a specific normative provision to the contrary enacted by the King. By way of example, there was the Royal Warrant of 1803 on the islands of San Andrés or the Royal Order of 13 June 1786 on Aves Island. But Nicaragua has offered no evidence of any specific decision by the King departing from that general criterion in favour of the province of Nicaragua in respect of the islands involved in the present case. What Nicaragua has argued in this case is that it was impossible to settle the issue of sovereignty over the cays on the basis of the *uti possidetis juris* of 1821.

36. The Spanish Crown used a particularly broad and flexible notion of “adjacent island”, an expression which occurs very often in its overseas legislative texts, both for practical reasons and as a matter of principle. In the first place, it sought to protect the integrity of its original title to vast areas — defined by parallels and meridians — which had been set aside for it by Papal Bulls and treaties with Portugal, i.e., “all lands discovered and yet to be discovered” within those areas. Secondly, exploration of the huge expanse of the Americas could only be carried out by stages, and the undertaking lasted for centuries. Finally, the risk had to be avoided of other Powers taking control of territories that were unexplored, unknown, sparsely populated or difficult to defend. And in that respect, the “islands” were certainly the most exposed territories, especially those a long way from the coasts or from Spanish jurisdictional waters.

37. In any event, the role and rule-making importance of the broad and flexible concept of “adjacent island” in Spanish colonial law cannot be doubted. The treaties concluded by Spain in the nineteenth century with the new Republics, including the Republic of Nicaragua (1856) and the Republic of Honduras (1860), attest to that: indeed, they confirm the relinquishment by Spain of its previous title not only to the mainland territories of the province of Nicaragua and the province of Honduras, but also to the island territory of both provinces as it existed in 1821. Fur-

l'une et de l'autre province tel qu'il se présentait en 1821. Par ailleurs, les constitutions de la République du Honduras et de la République du Nicaragua recourent également à l'expression «îles adjacentes» dans leurs définitions respectives du territoire national.

38. La sentence arbitrale du roi d'Espagne de 1906 délimite un secteur de la frontière terrestre entre les Parties, mais la décision détermine inévitablement, sauf preuve contraire, la souveraineté sur les possessions insulaires et les eaux juridictionnelles espagnoles adjacentes au continent. Pourquoi? Parce que, en délimitant la frontière terrestre, la sentence définit les côtes continentales du Honduras dans la zone concernée comme étant celles situées au nord de l'embouchure du fleuve Coco, près du cap Gracias a Dios, c'est-à-dire au nord du 15^e parallèle environ, et celles du Nicaragua comme étant celles situées au sud de ladite embouchure et dudit parallèle.

39. De ce fait, la décision arbitrale de 1906 permet de donner une réponse judiciaire, sur la base de *l'uti possidetis juris* de 1821, à la question de la souveraineté sur les îles en litige entre les Parties, car les quatre cayes en question sont situées au nord du 15^e parallèle au large et dans les parages de la côte continentale hondurienne, et plus près de celle-ci que de la côte continentale nicaraguayenne située au sud du 15^e parallèle. Or, dans une situation pareille, si l'on tient compte, comme il se doit, du critère général d'attribution des «îles adjacentes» en droit historique espagnol, la souveraineté sur les cayes appartient sans aucun doute possible au Honduras. La conduite des Parties au cours de la procédure arbitrale confirme cette conclusion. Il s'ensuit que je ne peux pas accepter la conclusion contraire de la majorité de la Cour énoncée au paragraphe 167 de l'arrêt.

*

40. Lors de l'arbitrage du roi d'Espagne, le Nicaragua avait cherché à obtenir de l'arbitre une ligne frontière le long du 85^e méridien de longitude ouest, faisant de celui-ci une sorte de limite terrestre, insulaire et maritime avec le Honduras. En effet, dans ses conclusions concernant la dernière partie du tracé de la frontière, le Nicaragua avait demandé à l'arbitre que

«[la ligne de division] continue par le centre du cours d'eau jusqu'à sa rencontre avec le méridien qui passe au-dessus du cap Camarón et suit ce méridien jusqu'à la mer, laissant au Nicaragua Swan Island»
(*C.I.J. Mémoires, Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906*, vol. I, p. 624).

L'origine de cette conclusion se trouve dans une proposition faite par le Nicaragua à la commission mixte instituée en vertu du traité Gámez-Bonilla. Pour les motifs invoqués alors par le Nicaragua et la réponse du Honduras au sein de la commission mixte (voir *ibid.*, p. 246 et 248; voir aussi le contre-mémoire du Honduras, vol. I, planche n° 9).

41. Si l'arbitre avait accepté cette conclusion du Nicaragua, les îles en litige dans la présente affaire auraient été des «îles adjacentes» à la côte

thermore, the Constitutions of the Republic of Honduras and the Republic of Nicaragua also include the expression “adjacent islands” in their respective definitions of national territory.

38. The 1906 Arbitral Award made by the King of Spain delimited a section of the land boundary between the two Parties, but the decision also, barring evidence to the contrary, inevitably determined sovereignty over the island possessions and the Spanish jurisdictional waters adjacent to the mainland. Why? Because in delimiting the land boundary, the Award defined the mainland coast of Honduras in the area concerned as being situated north of the mouth of the River Coco, close to Cape Gracias a Dios, i.e., north of approximately the 15th parallel, and that of Nicaragua as being located south of the said river mouth and the 15th parallel.

39. Consequently, the Arbitral Award of 1906 makes it possible to give a legal answer, on the basis of the *uti possidetis juris* of 1821, to the question of sovereignty over the islands in dispute between the Parties, since the four cays concerned lie offshore north of the 15th parallel and in the vicinity of Honduras’s mainland coast, and closer to that coast than to the Nicaraguan mainland coast south of the 15th parallel. In such a situation, if the general criterion for the attribution of “adjacent islands” in historical Spanish law is taken into consideration, as it should be, there can be no possible doubt that the cays belong to Honduras. The conduct of the Parties during the arbitration proceedings bears out such a conclusion. It therefore follows that I cannot accept the finding to the contrary by the majority of the Court set out in paragraph 167 of the Judgment.

*

40. In the arbitration by the King of Spain, Nicaragua sought to obtain from the Arbitrator a boundary line running along the 85th meridian west, making it into a sort of land, island and maritime boundary with Honduras. Indeed, in its submissions concerning the last part of the boundary line, Nicaragua asked the Arbitrator for the frontier line to continue

“along the middle of the river until it meets the meridian which passes through Cape Camarón and from that meridian until it loses itself in the sea, leaving to Nicaragua Swan Island” (*I.C.J. Pleadings, Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906*, Vol. I, p. 624).

The origin of that submission can be traced back to a proposal made by Nicaragua to the Mixed Commission established pursuant to the Gámez-Bonilla Treaty (for the reasoning advanced by Nicaragua at the time and Honduras’s reply within the Mixed Commission, see *ibid.*, pp. 246 and 248; see also in the present case CMH, Vol. 1, Plate 9).

41. If the Arbitrator had accepted Nicaragua’s submission, the disputed islands in the present case would have been “adjacent islands” to the main-

continentale de la province du Nicaragua et, en conséquence, dès 1821, des îles de la République du Nicaragua en vertu de *l'uti possidetis juris*. Mais le roi d'Espagne rejeta cette conclusion nicaraguayenne. La décision de l'arbitre fut, comme on vient de le dire, de placer le point extrême limitrophe commun aux deux républiques dans l'embouchure du bras principal du fleuve Coco en mer, à proximité du cap Gracias a Dios — c'est-à-dire pratiquement au 15^e parallèle de latitude nord, et non pas au nord ou au sud de ce parallèle —, car comme il est dit dans la sentence arbitrale de 1906 les « documents » signalaient le cap Gracias a Dios comme point limitrophe des « juridictions » concédées aux gouverneurs de la province du Honduras (Juan de Vera) et de la province du Nicaragua (Alonso Fernández de Heredia) par les décrets royaux de 1745 (*Recueil international des traités du XX^e siècle*, Descamps et Renault, 1906, p. 1031).

42. Il est surprenant que la majorité ne tire aucune conclusion aux fins de l'administration des preuves de l'effet combiné *a)* de l'adoption par la sentence arbitrale de 1906 comme limite, sur la base de *l'uti possidetis juris*, du parallèle du cap Gracias a Dios et *b)* du rejet du méridien du cap Camarón proposé par le Nicaragua. Bien au contraire, d'après l'arrêt, il semblerait que la province du Honduras et la province du Nicaragua n'avaient, en réalité, ni côtes, ni mer territoriale, ni îles adjacentes propres, lesquelles auraient relevé de l'entité administrative coloniale commune supérieure, à savoir la capitainerie générale de Guatemala. Cet argument — répété fréquemment faute de mieux dans les procédures judiciaires et arbitrales relatives à l'Amérique centrale — trouve aussi une réponse dans les motifs de la sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne en 1906 lorsqu'il est déclaré que,

« lors de l'évacuation du pays des Mosquito par les Anglais, en vertu du traité de 1786 avec l'Angleterre, en même temps que l'on réglementait à nouveau le port de Trujillo, on ordonnait la création de quatre villages espagnols sur la côte des Mosquito, à Río Tinto, Cabo de Gracias a Dios, Blewfields et à l'embouchure du Río San Juan, et bien que ces établissements fussent placés sous l'autorité militaire directe de la capitainerie générale de Guatemala, les deux Parties ont convenu de reconnaître que cette circonstance ne modifia en rien les territoires des provinces du Nicaragua et du Honduras, car cette République a démontré au moyen de nombreux certificats d'expédients et de comptes que, avant comme après 1791, le gouvernement de l'Intendance de Comayagua intervenait dans toutes les affaires de sa compétence à Trujillo, Río Tinto et Cabo de Gracias a Dios » (*Recueil international des traités du XX^e siècle*, Descamps et Renault, 1906, p. 1031).

*

land coast of the province of Nicaragua and, consequently, islands of the Republic of Nicaragua from 1821 by virtue of the *uti possidetis juris*. However, the King of Spain rejected Nicaragua's submission. The Arbitrator's decision was, as we have just said, to fix the extreme common boundary point of the two Republics in the mouth of the principal arm of the River Coco, where it flows into the sea, close to Cape Gracias a Dios — that is to say practically on the 15th parallel North, and not to the north or the south of that parallel — because, as observed in the Arbitral Award of 1906, the “documents” described Cape Gracias a Dios as the boundary point of the “jurisdictions” which the Royal Decrees of 1745 assigned to the Governors of the provinces of Honduras (Juan de Vera) and Nicaragua (Alonso Fernández de Heredia) (*Recueil international des traités du XX^e siècle*, Descamps et Renault, 1906, p. 1031).

42. It is surprising that the majority does not draw any conclusions in terms of the production of evidence from the combined effect of (a) the 1906 Arbitral Award's adoption as a limit, on the basis of the *uti possidetis juris*, of the parallel at Cape Gracias a Dios, and (b) its rejection of the Cape Camarón meridian advanced by Nicaragua. On the contrary, according to the Judgment, the provinces of Honduras and Nicaragua appear to have had, in reality, neither coastlines, nor territorial seas, nor their own adjacent islands, which are said to have been under the control of the joint higher colonial administrative unit, namely the Captaincy-General of Guatemala. This argument — often repeated in legal and arbitral proceedings relating to Central America, for want of anything better — may also be answered by the reasoning of the Arbitral Award made by the King of Spain in 1906, where it is observed that:

“when by virtue of the Treaty with Great Britain in 1786 the British evacuated the country of the Mosquitos, at the same time that new Regulations were made for the port of Trujillo, it was likewise ordained to raise four new Spanish settlements on the Mosquito Coast in Rio Tinto, Cape Gracias á Dios, Blewfields and the mouth of the River San Juan, although it is nevertheless true that these settlements remained directly subject to the Captain-General's command of Guatemala, both parties agreed to recognize that this fact in no way altered the territories of the provinces of Nicaragua and Honduras, the latter Republic having shown by means of certified copies of despatches and accounts both before and after 1791 the Intendant Governorship of Comayagua superintended everything appertaining to its competence in Trujillo, Rio Tinto and Cape Gracias á Dios” (*Recueil international des traités du XX^e siècle*, Descamps et Renault, 1906, p. 1031; English translation of the Award Made by the King of Spain, as appeared in *British and Foreign State Papers, Vol. 100, 1906-1907*, quoted in the *Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua)*, Application Instituting Proceedings, Ann. II).

*

43. Il résulte donc de la sentence arbitrale du roi d'Espagne que, au nord du 15^e parallèle, le littoral et, par voie de conséquence, les îles adjacentes à ce littoral appartiennent d'après le principe de l'*uti possidetis juris* de 1821 au Honduras et que, au sud de ce parallèle, le littoral et, par voie de conséquence, les îles adjacentes à celui-ci appartiennent au Nicaragua, car aucune des Parties n'a présenté à la Cour de décision royale contraire.

44. Ainsi, en vertu du principe de l'*uti possidetis juris*, la souveraineté sur les formations insulaires au sud du 15^e parallèle nord, comme Edinburg Cay, Morrison Dennis Cays et Cayo Miskitos, appartient au Nicaragua de la même façon que la souveraineté sur les formations insulaires au nord du 15^e parallèle, y compris les cayes en litige dans la présente instance, appartient au Honduras. D'ailleurs, cette conclusion correspond à la description donnée par la sentence arbitrale de 1906 de la province du Nicaragua lorsqu'elle dit, notamment, que «la commission d'examen n'a pas constaté que l'action expansive du Nicaragua se fût étendue au nord du cap Gracias a Dios» (*op. cit.*, p. 1033) (voir le paragraphe 25 ci-dessus).

45. Les brevets royaux invoqués par le Honduras dans la présente instance confirment la conclusion de la sentence arbitrale. Ceux du 23 août 1745 ont créé, pour des raisons de surveillance et de défense des côtes, deux juridictions militaires relevant de la capitainerie générale de Guatemala, allant l'une du Yucatan jusqu'au cap Gracias a Dios et l'autre du cap Gracias a Dios jusqu'au río Chagres, cette rivière non comprise. Juan de Vera, gouverneur de la province du Honduras, fut nommé commandant général des armées royales dans la province du Honduras et Alonso Fernández de Heredia, commandement général de la province du Nicaragua, commandant général des armées royales au Nicaragua et au Costa Rica (voir CMH, p. 74-76).

46. Par ailleurs, le brevet royal du 30 novembre 1803 confirme aussi le rôle du cap Gracias a Dios comme limite de juridictions de la province du Honduras et de celle du Nicaragua lorsqu'il déclare que

«le roi a décidé que les îles de San Andrés et la partie de la côte des Mosquito depuis le cap Gracias a Dios inclus jusqu'au fleuve Chagres doivent être séparées («*queden segregados*») de la capitainerie générale du Guatemala et placées sous la dépendance de la vice-royauté de Santa Fé» (CMH, p. 77).

47. Le Honduras a également présenté une note diplomatique datée du 23 novembre 1844, adressée à Sa Majesté britannique par le ministre représentant à la fois le Honduras et le Nicaragua, laquelle reconnaît le droit souverain du Nicaragua le long de la côte atlantique, mais seulement «depuis le cap Gracias a Dios au nord jusqu'à la ligne frontière qui le sépare du Costa Rica» (CMH, p. 31).

48. J'accepte cette note comme un élément de preuve de la période républicaine concernant l'interprétation de l'*uti possidetis juris* de 1821 par les Parties étant donné la date de la note, son caractère officiel et

43. It thus transpires from the King of Spain's Arbitral Award that, north of the 15th parallel, the coastline and, consequently, the islands adjacent to it belong to Honduras, according to the principle of the *uti possidetis juris* of 1821; and that south of that parallel, the coastline and, consequently, the islands adjacent to it belong to Nicaragua, since neither of the Parties has produced before the Court a royal decision to the contrary.

44. Therefore, in application of the *uti possidetis juris* principle, sovereignty over the island features south of the 15th parallel North, such as Edinburgh Cay, Morrison Dennis Cays and Cayos Miskitos, appertains to Nicaragua in the same way that sovereignty over the island formations north of the 15th parallel, including the cays in dispute in the present case, appertains to Honduras. Moreover, this conclusion corresponds to the description of the province of Nicaragua provided by the Arbitral Award of 1906, when it noted *inter alia* that "the Commission of investigation has not found that the expanding influence of Nicaragua has extended to the north of Cape Gracias a Dios" (*op. cit.*, p. 1033; see para. 25 above).

45. The Royal Warrants relied on by Honduras in the present case endorse the Arbitral Award's finding. The Warrants of 23 August 1745 established, for the purpose of observing and defending the coast, two military jurisdictions answering to the Captaincy-General of Guatemala, one stretching from the Yucatan to Cape Gracias a Dios and the other from Cape Gracias a Dios down to but not including the River Chagres. Juan de Vera, Governor of the province of Honduras, was appointed Commander-General of the royal forces in the province of Honduras, and Alonso Fernández de Heredia, Governor of the province of Nicaragua, was appointed Commander-General of the royal forces in Nicaragua and Costa Rica (see CMH, pp. 74-76).

46. Further, the Royal Warrant of 30 November 1803 also confirms the role played by Cape Gracias a Dios as the jurisdictional boundary between the provinces of Honduras and Nicaragua by declaring that:

"The King has resolved that the Islands of San Andrés and the part of the Mosquito Coast from Cape Gracias a Dios inclusive to the Chagres River shall be segregated from the Captaincy-General of Guatemala and become dependent on the Viceroyalty of Santa Fé." (CMH, pp. 76-77.)

47. Honduras also produced a diplomatic Note dated 23 November 1844 to Her Britannic Majesty from the Minister representing both Honduras and Nicaragua in which he acknowledged the sovereign right of Nicaragua along the Atlantic coast, but only "from Cape Gracias a Dios in the North to the dividing line which separates it from Costa Rica" (CMH, p. 31).

48. I accept that Note as evidence from the Republican period concerning the interpretation by the Parties of the *uti possidetis juris* of 1821, given the date of the Note, its official nature and the authority of its sig-

l'autorité de son signataire. Il est évident d'après ce document que c'est la République du Honduras, et non pas celle du Nicaragua, l'Etat qui a la souveraineté le long de la côte atlantique au nord du cap Gracias a Dios en vertu de l'*uti possidetis juris* et, en conséquence, sur les îles en litige dans la présente instance qui sont des «îles adjacentes» à ce littoral hondurien d'après le droit historique espagnol.

D. L'«adjacence» invoquée par le Nicaragua

49. Le Nicaragua a déclaré à l'audience accepter en principe l'application du principe de l'*uti possidetis juris* aux «différends insulaires» tout en l'écartant en l'espèce. Il en a déjà invoqué ce principe par le passé, notamment dans le différend relatif à la pêche à la tortue. La Grande-Bretagne estima alors que le décret du 4 octobre 1864 du Gouvernement du Nicaragua déclarant que les îles et îlots adjacents à sa côte atlantique lui appartenaient, et réglementant les importations et exportations, contrevenait au traité Zeledón-Wyke conclu entre les deux pays. Mais le Nicaragua répliqua que le traité lui reconnaissait une souveraineté sur la Mosquitia et que, partant de cela, les îles et îlots adjacents en question lui appartenaient en toute souveraineté (Réplique du Nicaragua (RN), p. 62). Le Nicaragua défend à présent une thèse *mutatis mutandis* similaire à propos des îles de San Andrés et de Providencia dans son différend avec la Colombie relatif au traité Bárcenas Meneses-Esguerra de 1928 (CMH, p. 77).

50. Alors, sur quoi s'appuie le Nicaragua pour écarter en l'espèce le principe considéré? Sur l'argument selon lequel il n'existe aucune preuve *documentaire* démontrant l'existence d'un titre du Nicaragua ou du Honduras sur les îles en vertu de l'*uti possidetis juris* de 1821. Je ne saurais suivre le demandeur dans une telle limitation des moyens de preuve relatifs à ce principe, car elle est contraire à la pratique et à la jurisprudence internationales, y compris à celle de la Cour (*Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua intervenant)*), arrêt, C.I.J. Recueil 1992, p. 388, par. 44 et suiv.). En outre, l'argument méconnaît le système de gouvernement par la Couronne espagnole de ses territoires en Amérique et les caractéristiques du droit historique espagnol appliqué.

51. Le fait que les îles en litige se trouvent situées au nord et non au sud du 15^e parallèle est sans nul doute source de difficultés pour le Nicaragua. Je le comprends. Quelle est alors la solution proposée par le Nicaragua dans sa recherche d'un titre juridique sur les îles en litige? Au second tour des plaidoiries, ses conseils ont invoqué l'«adjacence» tout court, à savoir une adjacence autonome. Or, en dehors de l'application du principe de l'*uti possidetis juris* ou d'une autre règle pertinente de droit international qui incorporerait le critère, la simple adjacence géographique ne constitue pas, en droit international, un titre territorial (affaire de l'*Ile de Palmas*).

52. Par ailleurs, les îles en litige sont voisines et géographiquement plus proches du littoral continental hondurien que du littoral continental

natory. It is clear from the Note that it is the Republic of Honduras, and not the Republic of Nicaragua, which has sovereignty along the Atlantic coast north of Cape Gracias a Dios by virtue of the *uti possidetis juris* and, consequently, over the islands in dispute in the present case, which are “adjacent islands” with respect to that Honduran coastline according to historical Spanish law.

D. “Adjacency” Relied on by Nicaragua

49. At the hearings, Nicaragua affirmed that it accepted in principle the application of the *uti possidetis juris* principle to “island disputes”, whilst ruling it out in the present case. It has relied on this principle in the past, for example in the turtle fisheries dispute. There, Great Britain contended that the decree of 4 October 1864 by the Government of Nicaragua declaring that the islands and islets adjacent to its Atlantic Coast belonged to it and regulating their imports and exports contravened the Zeledón-Wyke Treaty between the two countries. However, Nicaragua replied that the Treaty acknowledged its sovereignty over Mosquitia and, on that basis, it held full sovereignty over the adjacent islands and islets (Reply of Nicaragua, hereinafter referred to as RN, p. 62). Nicaragua is currently advancing a similar argument *mutatis mutandis* with regard to the islands of San Andrés and Providencia in its dispute with Colombia concerning the Bárcenas Meneses-Esguerra Treaty of 1928 (CMH, p. 77).

50. So, on what basis does Nicaragua exclude the principle in question in the present dispute? It uses the argument that there is no *documentary* evidence demonstrating the existence of either Nicaraguan or Honduran title to the islands by virtue of the *uti possidetis juris* of 1821. I cannot agree with the Applicant in limiting the evidence regarding the principle in this way, as it runs counter to international practice and jurisprudence, including that of the Court (*Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras; Nicaragua intervening), Judgment, I.C.J. Reports 1992*, p. 388, paras. 44 *et seq.*). Further, that argument overlooks the system of government used by the Spanish Crown for its American territories and the features of the Spanish historical law that was applied.

51. The fact that the islands in dispute are located north and not south of the 15th parallel makes things decidedly difficult for Nicaragua. I can appreciate that. What then is the solution suggested by Nicaragua in its quest for legal title to the disputed islands? In the second round of oral argument, its counsel invoked “adjacency” without further qualification, that is to say adjacency standing alone. But mere geographical adjacency by itself, without operation of the *uti possidetis juris* principle or another relevant rule of international law incorporating the criterion, does not constitute territorial title under international law (*Island of Palmas* case).

52. Moreover, the disputed islands are in the vicinity of and geographically closer to the mainland coast of Honduras than to the coast of

nicaraguayen. Il va sans dire qu'il n'y a pas non plus de fondement en droit international pour l'argument nicaraguayen selon lequel les îles seraient nicaraguayennes parce qu'elles se trouvent au sud du soi-disant « *Main Cape Channel* ».

53. Je réaffirme donc ma conclusion selon laquelle la République du Honduras a souveraineté sur Bobel Cay, Savanna Cay, Port Royal Cay et South Cay en vertu tant de l'*uti possidetis juris* que des effectivités qu'il a prouvées à la satisfaction de la Cour dans la présente instance. Il ne reste donc à traiter que la question de l'acquiescement.

E. L'acquiescement du Nicaragua

54. Le Honduras affirme qu'il y a eu acquiescement du Nicaragua à la souveraineté hondurienne sur les cayes en litige; il s'appuie pour cela sur le silence total du Nicaragua face aux actes de souveraineté honduriens concernant les îles. Le Nicaragua, pour sa part, nie avoir acquiescé à ou accepté tacitement la souveraineté du Honduras sur les cayes. Le Nicaragua, pour sa part, explique son silence par le fait que le Honduras a revendiqué les cayes au mieux en 1982, c'est-à-dire après 1977, date que le Nicaragua considère comme la date critique. Or, s'agissant du différend sur les îles, l'arrêt de la Cour retient pour date critique l'année 2001 (arrêt, par. 129).

55. Si après l'arrêt de la Cour de 1960 sur la sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le Nicaragua croyait encore avoir des droits sur les îles au nord du 15^e parallèle, c'est-à-dire sur les îles en litige dans la présente instance, il aurait dû le manifester plus tôt. Mais le Nicaragua ne l'a fait ni avant ni après la cristallisation du différend sur la délimitation maritime en 1982. Lorsque le président du Nicaragua signa le texte original de l'accord de libre-échange de 1998, le Nicaragua n'avait pas encore manifesté des revendications sur les îles en litige dans la présente instance (arrêt, par. 226). Il a fallu attendre le 21 mars 2001 pour que le Nicaragua exprime enfin des revendications à l'égard de ces îles. Or, en gardant le silence pendant des années, le Nicaragua a adopté une conduite qui a pu faire croire au Honduras qu'il acceptait, pour les îles en litige, la situation de l'*uti possidetis juris* telle que, à mon avis, elle s'imposait aux Parties depuis que la sentence arbitrale de 1906 avait fixé le point terminal de la frontière terrestre à l'embouchure du fleuve Coco dans la mer près du cap Gracias a Dios.

56. L'absence totale d'effectivités du Nicaragua dans les îles en litige et de toute protestation de sa part contre les manifestations de souveraineté du Honduras concernant les îles confirme une telle conclusion. De ce fait, et compte tenu des éléments soumis à la Cour, l'acquiescement du Nicaragua à la souveraineté du Honduras sur les îles en litige est pour moi établi. Pour protéger les droits qu'il revendique dans la présente instance, le Nicaragua aurait dû, conformément au droit international, manifester une vigilance plus intense et une opposition plus nette vis-à-vis des actes du Honduras concernant les îles en question (voir *Temple de Préah*

the Nicaraguan mainland. It goes without saying that there is equally no ground in international law for Nicaragua's argument that the islands are Nicaraguan because they are located south of the so-called "*Main Cape Channel*".

53. I therefore reiterate my conclusion that the Republic of Honduras has sovereignty over Bobel Cay, Savanna Cay, Port Royal Cay and South Cay by virtue of both *uti possidetis juris* and the *effectivités* which it has demonstrated to the Court's satisfaction in the present case. Thus the only issue left outstanding is that of acquiescence.

E. Acquiescence by Nicaragua

54. Honduras contends that there was acquiescence by Nicaragua to Honduran sovereignty over the disputed cays; in that respect, it bases itself on the complete silence of Nicaragua in response to Honduran acts of sovereignty concerning the islands. Nicaragua, on the other hand, denies having acquiesced in or tacitly accepted Honduran sovereignty over the cays. Nicaragua explains its silence by the fact that Honduras did not claim the cays until 1982 at the earliest, i.e., after 1977, which Nicaragua regards as the critical date. In its Judgment, however, the Court has identified the critical date with regard to the dispute over the islands as the year 2001 (Judgment, para. 129).

55. If Nicaragua still believed after the Court's 1960 Judgment regarding the Arbitral Award made by the King of Spain that it was entitled to the islands north of the 15th parallel, that is to say the islands in dispute in the present case, it should have said so earlier. But Nicaragua failed to make that clear either before or after the maritime delimitation dispute crystallized in 1982. When the President of Nicaragua signed the original text of the 1998 Free Trade Agreement, Nicaragua had not yet expressed any claims to the islands in dispute in the present proceedings (Judgment, para. 226). It was not until 21 March 2001 that Nicaragua finally asserted claims to these islands. Yet, in remaining silent over the years, Nicaragua engaged in conduct which could have led Honduras to believe that it accepted the *uti possidetis juris* position vis-à-vis the disputed islands, as that position had, in my opinion, been binding on the Parties ever since the 1906 Arbitral Award fixed the endpoint of the land boundary at the mouth of the River Coco in the sea close to Cape Gracias a Dios.

56. The total lack of Nicaraguan *effectivités* on the disputed islands and of any protest by it against the demonstrations of sovereignty by Honduras concerning the islands bears out such a conclusion. In view of this and of the evidence produced before the Court, Nicaragua's acquiescence to Honduras's sovereignty over the disputed islands has, in my view, been established. To safeguard the rights claimed in the present proceedings, Nicaragua should, in accordance with international law, have exercised greater vigilance and expressed clearer opposition in respect of Honduras's acts concerning the islands in question (see *Temple*

Vihéar (Cambodge c. Thaïlande), fond, arrêt, C.I.J. Recueil 1962, opinion individuelle du juge Alfaro, p. 39).

57. Se trouve ainsi confirmée la souveraineté que le Honduras a sur les îles en litige en vertu de l'*uti possidetis juris* et des effectivités post-coloniales.

F. Conclusion

58. Les considérations précédentes expliquent pourquoi j'estime que la souveraineté du Honduras sur Bobel Cay, Savanna Cay, Port Royal Cay et South Cay bénéficie d'une triple assise juridique, les effectivités post-coloniales et l'acquiescement du Nicaragua venant conforter le titre juridique sur les îles détenu par la République du Honduras depuis 1821 en vertu du principe de l'*uti possidetis juris*.

II. LA DÉLIMITATION DE ZONES MARITIMES PAR UNE FRONTIÈRE MARITIME UNIQUE

A. Le rejet de la «frontière maritime traditionnelle» revendiquée par le Honduras

59. Le Honduras a défendu l'existence d'une frontière maritime dite «traditionnelle» le long du 15° parallèle de latitude nord, à travers la mer territoriale et au-delà, basée initialement sur le principe de l'*uti possidetis juris* (jusqu'aux 6 milles marins des anciennes eaux territoriales de la période coloniale) et, par la suite, sur un *accord tacite* entre les Parties concernant l'ensemble des zones maritimes à délimiter par la Cour en la présente instance. En revanche, le Nicaragua a affirmé l'inexistence d'une telle «frontière maritime traditionnelle», a accusé le Honduras d'invoquer ladite ligne pour éviter une délimitation maritime équitable et a demandé à la Cour une délimitation *ex novo* moyennant l'application de la méthode dite de la «bissectrice».

60. Il va de soi que, dans la mesure où un principe de droit international comme l'*uti possidetis juris* est applicable ou s'il existe un accord, exprès ou tacite, entre les Parties, une délimitation maritime effectuée d'après ce principe ou cet accord ne saurait être considérée comme inéquitable en droit. A cet égard, il convient de rappeler ici que, tant pour la mer territoriale que pour la zone économique exclusive et le plateau continental visés par la convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, les délimitations maritimes se font, au premier chef, par voie d'accord entre les Etats intéressés.

61. C'est en effet l'accord que privilégie la convention pour la délimitation maritime de chacune des zones maritimes reconnues par le droit international et, par voie de conséquence, pour une délimitation des trois zones (mer territoriale, zone économique exclusive et plateau continental) par une ligne unique telle que celle demandée à la Cour par les Parties. Les autres éléments normatifs des articles pertinents de la convention sur

of *Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)*, *Merits, Judgment*, I.C.J. Reports 1962, separate opinion of Judge Alfaro, p. 39).

57. The sovereignty of Honduras over the disputed islands by virtue of the *uti possidetis juris* and the post-colonial *effectivités* is thus confirmed.

F. Conclusion

58. The foregoing considerations explain why I am of the opinion that the legal basis for Honduras's sovereignty over Bobel Cay, Savanna Cay, Port Royal Cay and South Cay is threefold, the post-colonial *effectivités* and Nicaragua's acquiescence reinforcing the legal title to the islands held by the Republic of Honduras since 1821 by virtue of the principle of *uti possidetis juris*.

II. DELIMITATION OF THE MARITIME AREAS BY A SINGLE MARITIME BOUNDARY

A. Rejection of the "Traditional Maritime Boundary" Claimed by Honduras

59. Honduras defended the existence of a so-called "traditional" maritime boundary running along the 15th parallel North, through the territorial sea and beyond, based initially on the principle of *uti possidetis juris* (for the 6 nautical miles of territorial waters from the colonial period) and, subsequently, on a *tacit agreement* between the Parties concerning all the areas to be delimited by the Court in the present case. Nicaragua, however, contended that no such "traditional maritime boundary" existed, accused Honduras of invoking the said line to avoid an equitable maritime delimitation and requested the Court to proceed with an *ex novo* delimitation by application of the so-called "bisector" method.

60. Inasmuch as a principle of international law such as *uti possidetis juris* is applicable or in the presence of an explicit or tacit agreement between the Parties, it is self-evident that a maritime delimitation carried out according to that principle or within the terms of the agreement cannot be regarded as inequitable in law. In this respect, it is appropriate to recall here that maritime delimitations are primarily effected by means of agreements between the States in question, on the issues of territorial seas, exclusive economic zones and continental shelves that fall under the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea.

61. Agreements are in fact the method most favoured by the Convention for delimiting the maritime areas recognized in international law and, consequently, for a delimitation of the three areas (territorial sea, exclusive economic zone and continental shelf) by means of a single line, as was requested of the Court by the Parties. The other rule-making parts of the relevant articles of the Convention on the Law of the Sea are only

le droit de la mer ne sont destinés à être appliqués qu'à défaut d'accord entre les Etats concernés.

62. Le Honduras était par conséquent dans son droit lorsqu'il a soulevé, comme un préalable à la délimitation *ex novo* demandée par le Nicaragua, la question de l'existence d'une «frontière maritime traditionnelle» entre les Parties le long du 15^e parallèle de latitude nord et a demandé à la Cour d'en tenir compte lors de sa délimitation. Mais, tacite ou non, l'accord invoqué doit évidemment avoir existé à la date critique. C'est à ce niveau que la «frontière maritime traditionnelle» invoquée par le Honduras a rencontré des difficultés.

63. En effet, la Cour, après avoir considéré l'ensemble des arguments et les nombreux éléments de preuve du Honduras (concessions pétrolières; activités et réglementation de la pêche; patrouilles navales; reconnaissance par des Etats tiers; dépositions de témoins produites sous la forme de déclarations sous serment; traités bilatéraux conclus par la Colombie avec le Nicaragua (1928), le Honduras (1986) et la Jamaïque (1993) et échanges de notes diplomatiques) ainsi que les arguments et les éléments de contre-preuve du Nicaragua, conclut «qu'il n'existait pas en 1982 — ni à fortiori à une quelconque date postérieure — d'accord tacite entre les Parties de nature à établir une frontière maritime juridiquement obligatoire» (arrêt, par. 258).

64. Comme il est dit au paragraphe 256 de l'arrêt :

«La Cour a constaté qu'à certaines périodes, comme le montrent les éléments de preuve, le 15^e parallèle semble avoir joué un certain rôle dans la conduite des Parties. Ces éléments de preuve concernent la période comprise entre 1961, date à laquelle le Nicaragua se retira des zones situées au nord du cap Gracias a Dios à la suite de l'arrêt rendu par la Cour sur la validité de la sentence arbitrale de 1906, et 1977, date à laquelle le Nicaragua proposa d'engager des négociations avec le Honduras aux fins de la délimitation de leurs zones maritimes dans la mer des Caraïbes. La Cour relève que, pendant cette période, les Parties octroyèrent plusieurs concessions pétrolières indiquant que leurs limites septentrionale et méridionale se trouvaient respectivement à 14° 59,8'. De plus, la réglementation de la pêche dans la zone semblait parfois indiquer qu'il était entendu que le 15^e parallèle divisait les zones de pêche respectives des deux Etats. Enfin, le 15^e parallèle était aussi considéré par certains pêcheurs comme une ligne divisant les zones maritimes sous juridictions nicaraguayenne et hondurienne. Toutefois, ces événements, survenus sur une courte période, ne permettent pas à la Cour de conclure qu'il existait une frontière maritime internationale juridiquement établie entre les deux Etats.»

65. A cet égard, il faut souligner que la période en question fut bien plus longue que celle de l'affaire du *Golfe du Maine*. En tout cas, en ce qui me concerne, j'estime que les éléments de preuve présentés par le Honduras, notamment ceux concernant les concessions pétrolières et

intended to be applied in the event of a lack of agreement between the States concerned.

62. Honduras was therefore within its rights when it raised, as a preliminary to the *ex novo* delimitation requested by Nicaragua, the issue of the existence of a “traditional maritime boundary” between the Parties along the 15th parallel of latitude north and asked the Court to take this into account in its delimitation. However, tacit or otherwise, the agreement invoked must evidently have existed at the critical date. It was in this respect that problems arose with the “traditional maritime boundary” on which Honduras relied.

63. Indeed, having considered all the arguments and the numerous items of evidence produced by Honduras (oil and gas concessions; fisheries activities and regulation; naval patrols; recognition by third States; witness statements in the form of sworn affidavits; bilateral treaties between Colombia and Nicaragua (1928), Honduras (1986) and Jamaica (1993) and exchanges of diplomatic Notes), as well as all the arguments and evidence to the contrary from Nicaragua, the Court concludes that “there was no tacit agreement in effect between the Parties in 1982 — nor *a fortiori* at any subsequent date — of a nature to establish a legally binding maritime boundary” (Judgment, para. 258).

64. As is indicated in paragraph 256 of the Judgment:

“The Court has noted that at periods in time, as the evidence shows, the 15th parallel appears to have had some relevance in the conduct of the Parties. This evidence relates to the period after 1961 when Nicaragua left areas to the north of Cape Gracias a Dios following the rendering of the Court’s Judgment on the validity of the 1906 Arbitral Award and until 1977 when Nicaragua proposed negotiations with Honduras with the purpose of delimiting maritime areas in the Caribbean Sea. The Court observes that during this period several oil concessions were granted by the Parties which indicated that their northern and southern limits lay respectively at 14° 59.8’. Furthermore, regulation of fishing in the area at times seemed to suggest an understanding that the 15th parallel divided the respective fishing areas of the two States; and in addition the 15th parallel was also perceived by some fishermen as a line dividing maritime areas under the jurisdiction of Nicaragua and Honduras. However, these events, spanning a short period of time, are not sufficient for the Court to conclude that there was a legally established international maritime boundary between the two States.”

65. On this point, it should be emphasized that the period in question is considerably longer than that in the *Gulf of Maine* case. In any event, as far as I am concerned, I believe that the evidence submitted by Honduras, notably that concerning the oil and gas concessions and fisheries

gazières et la réglementation de la pêche et des activités y relatives, militent de manière décisive en faveur de la thèse de l'existence d'un accord tacite entre les Parties sur la frontière maritime dite «traditionnelle». La majorité de la Cour est d'un avis différent, que je respecte tout en ne le partageant pas. C'est le privilège du juge de pondérer et de prendre position sur la preuve soumise par les parties. Deux remarques seulement sur des questions ponctuelles. La première concerne la note du ministre Paz Barnica du 3 mai 1982. Je ne suis pas d'accord avec l'interprétation que fait l'arrêt du texte de la note. La seconde a trait à la réponse du Nicaragua à la note hondurienne du 21 septembre 1979 soulignant que la capture en mer, le 18 septembre 1979, d'un navire hondurien par la marine nicaraguayenne s'était produite «8 milles au nord du 15^e parallèle, *qui sert de limite entre le Honduras et le Nicaragua*» (CMH, p. 48; les italiques sont de moi). Or, l'arrêt n'attribue aucun effet juridique au fait que dans sa réponse le Nicaragua ne réfuta ni réserva cette affirmation du Honduras.

B. La non-application par l'arrêt de la succession aux eaux territoriales de la période coloniale en vertu de l'uti possidetis juris

66. La conclusion de la Cour concernant l'absence, en 1982, d'une «frontière maritime traditionnelle» juridiquement obligatoire ne règle pas cependant toutes les questions relatives au 15^e parallèle de latitude nord posées par le Honduras. Reste celle de la succession ou non des Parties aux 6 milles des eaux territoriales de la période coloniale en vertu du principe de droit international de l'*uti possidetis juris* de 1821.

67. Il s'agit aussi, logiquement, d'un préalable à la construction par la Cour d'une ligne de délimitation maritime *ex novo*, car l'article 15 de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 fait une place aux «titres historiques» dans la délimitation de la mer territoriale, c'est-à-dire de la première zone pour laquelle les Parties ont demandé à la Cour de délimiter une frontière maritime unique.

68. L'arrêt de la Cour résume comme suit la position d'ensemble à cet égard du Honduras telle qu'elle est exposée dans le contre-mémoire :

«[L]e Honduras soutient que le principe de l'*uti possidetis juris* auquel se réfèrent le traité Gámez-Bonilla et la sentence rendue en 1906 par le roi d'Espagne est applicable à la zone maritime au large des côtes du Honduras et du Nicaragua, et que le 15^e parallèle constitue la ligne de délimitation maritime résultant de l'application de ce principe. Il affirme que, en 1821, le Nicaragua et le Honduras ont succédé, notamment, à un espace maritime de 6 milles ... et que l'*uti possidetis juris* «engendre une présomption de titre du Honduras sur le plateau continental et la zone économique exclusive au nord du 15^e parallèle».» (Arrêt, par. 229).

69. Dans la duplique, le Honduras est encore plus précis sur la question de la succession des Parties à l'espace maritime de 6 milles considéré :

regulation and related activities, argues decisively in favour of the idea of the existence of a tacit agreement between the Parties on the “traditional” maritime boundary. The majority of the Court holds a different opinion, which I respect although I do not subscribe to it. It is a judge’s prerogative to weigh and take a position on the evidence presented by the Parties. I shall make just two comments on particular points. The first concerns the Note from the Minister Dr. Paz Barnica of 3 May 1982. I disagree with the interpretation made by the Judgment of that Note. The second relates to Nicaragua’s reaction to the Honduran Note of 21 September 1979 which stated that the seizure at sea of a Honduran vessel by the Nicaraguan navy on 18 September 1979 took place “eight miles to the north of the fifteenth parallel *that serves as the limit between Honduras and Nicaragua*” (CMH, p. 48, para. 3.38; emphasis added). The Judgment, however, attributes no legal effect to the fact that, in its reply, Nicaragua neither contested nor qualified Honduras’s assertion.

B. Non-application by the Judgment of Succession to the Territorial Waters from the Colonial Period under Uti Possidetis Juris

66. The Court’s conclusion on the non-existence in 1982 of a legally binding “traditional maritime boundary” does not, however, settle all the questions raised by Honduras regarding the 15th parallel of latitude north. There remains that of the succession or otherwise of the Parties to the 6 miles of territorial waters of the colonial period by virtue of the *uti possidetis juris* of 1821, as a principle of international law.

67. That is also a logical preliminary to the plotting by the Court of an *ex novo* maritime delimitation line, since Article 15 of the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea attributes a role to “historical titles” in the delimitation of territorial seas, i.e., the first of the areas for which the Parties have requested the Court to establish a single maritime boundary.

68. The Court’s Judgment summarizes as follows the overall position of Honduras in this respect, as set out in the Counter-Memorial:

“Honduras maintains that the *uti possidetis juris* principle referred to in the Gámez-Bonilla Treaty and the 1906 Award of the King of Spain is applicable to the maritime area off the coasts of Honduras and Nicaragua, and that the line of 15th parallel constitutes the line of maritime delimitation resulting from that application. It asserts that Nicaragua and Honduras succeeded in 1821, *inter alia*, to a maritime area extending 6 miles . . . and that *uti possidetis juris* ‘gives rise to a presumption of Honduran title to the continental shelf and EEZ north of the 15th parallel.’” (Judgment, para. 229.)

69. In the Rejoinder, Honduras was even more precise about the issue of the Parties’ succession to the 6-mile maritime area in question:

«Le principe de l'*uti possidetis juris* fournit un titre juridique pour déterminer que le Honduras détient la souveraineté maritime (jusqu'à 6 milles marins aux époques coloniales et de l'indépendance) et insulaire au nord du 15^e parallèle qui traverse le cap Gracias a Dios, ainsi qu'il est confirmé dans l'ordonnance royale de 1803. Le paragraphe 17 de la sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne en 1906 est donc exact, lorsqu'il indique: «En lesquels documents [les brevets royaux de 1745 et 1791] on signale donc le cap Gracias a Dios comme *point limitrophe des juridictions* concédées auxdits gouverneurs du Honduras et du Nicaragua, en caractère de quoi ils furent nommés.»» (Duplique du Honduras (DH), p. 51, par. 3.60; les italiques sont dans l'original.)

70. Le Honduras a donc posé clairement la question de l'application de l'*uti possidetis juris* de 1821 aux espaces maritimes concernés par la présente affaire en tant que question autonome, c'est-à-dire indépendamment de celle de la formation de la «frontière maritime traditionnelle» par accord tacite. A ce propos, l'arrêt déclare que, «dans certaines circonstances, comme celles qui ont trait à des baies et mers territoriales historiques, le principe de l'*uti possidetis juris* pourrait jouer un rôle dans la délimitation maritime» (arrêt, par. 232). Face aux hésitations du demandeur en la matière, cette conclusion de la Cour confirme la jurisprudence pertinente de l'arrêt de 1992 en l'affaire du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))*. Je partage entièrement ce point de droit explicité par l'arrêt.

71. Toutefois, la Cour rejette ensuite la succession aux 6 milles des eaux territoriales de la période coloniale («eaux juridictionnelles» dans la terminologie espagnole de l'époque) parce que, d'après l'arrêt, le Honduras n'aurait avancé aucune raison convaincante pour expliquer pourquoi la frontière maritime devrait suivre le 15^e parallèle à partir du cap Gracias a Dios, se bornant «à affirmer que la Couronne espagnole avait tendance à utiliser les parallèles et les méridiens pour délimiter les juridictions, sans apporter la moindre preuve que la puissance coloniale ait agi ainsi dans ce cas particulier» (arrêt, par. 232). Ainsi, pour la Cour, le Honduras n'aurait pas démontré que le principe de l'*uti possidetis juris* a conduit à une répartition maritime le long de la ligne horizontale du 15^e parallèle des 6 milles marins des eaux territoriales de la province du Honduras et de la province du Nicaragua à l'époque coloniale. Comme il est déclaré dans l'arrêt: «Dans les circonstances de la présente affaire, il ne peut être dit que le principe de l'*uti possidetis juris* a servi de base à une ligne de partage maritime le long du 15^e parallèle.» (Par. 234.)

*

72. Les conclusions ci-dessus trouvent leur fondement ultime dans une interprétation restrictive de la majorité concernant la portée de la sentence arbitrale de 1906, et sa *res judicata*, que je ne partage point. Pour la majorité, le fait que l'arbitre ait déterminé, sur la base du principe de l'*uti*

“The principle of *uti possidetis juris* provides a legal title to determine maritime (up to six nautical miles during colonial times and independence) and insular sovereignty of Honduras to the north of parallel 15° that passes through Cape Gracias a Dios as confirmed by the Royal Order of 1803. Paragraph 17 of the King of Spain Arbitral Award of 1906 was, therefore, correct when it stated that: ‘In said documents [the Royal Decrees of 1745 and 1791] Cape Gracias a Dios is fixed as the *boundary point of the jurisdiction* assigned to the above mentioned Governors of Honduras and Nicaragua in the respective capacities in which they were appointed’”. (Rejoinder from Honduras, hereinafter referred to as RH, p. 51, para. 3.60; emphasis in the original.)

70. Honduras thus clearly raised the question of the application of the *uti possidetis juris* of 1821 to the maritime areas concerned by the present proceedings as an independent issue, i.e., separately from that of the constitution of the “traditional maritime boundary” by tacit agreement. In this respect, the Judgment declares that “the *uti possidetis juris* principle might in certain circumstances, such as in connection with historic bays and territorial seas, play a role in a maritime delimitation” (Judgment, para. 232). In view of the Applicant’s hesitancy on the subject, the Court’s finding confirms the relevant jurisprudence of the 1992 Judgment in the case concerning *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras; Nicaragua intervening)*. I fully endorse this point of law which is clarified by the Judgment.

71. However, the Court then dismisses succession to the 6-mile territorial waters of the colonial period (“jurisdictional waters”, to use the Spanish terminology of the time) because, according to the Judgment, Honduras made no persuasive case as to why the maritime boundary should extend along the 15th parallel from Cape Gracias a Dios, but merely asserted “that the Spanish Crown tended to use parallels and meridians to draw jurisdictional divisions, without presenting any evidence that the colonial Power did so in this particular case” (Judgment, para. 232). Thus, in the Court’s view, Honduras did not show that the principle of *uti possidetis juris* led to a maritime division along the 15th parallel between the 6 nautical miles of territorial waters of the province of Honduras and those of the province of Nicaragua in the colonial era. As is stated in the Judgment (para. 234): “In the circumstances of the present case, the *uti possidetis juris* principle cannot be said to have provided a basis for a maritime division along the 15th parallel.”

*

72. The above findings are ultimately based on a restrictive interpretation by the majority of the scope of the Arbitral Award of 1906 and its *res judicata* to which I do not subscribe at all. For the majority, the fact that the Arbitrator fixed, on the basis of the *uti possidetis juris* of 1821,

possidetis juris de 1821, que «le point extrême limitrophe commun sur la côte atlantique» est l'embouchure du fleuve Coco près du cap Gracias a Dios ne confirmerait pas l'existence d'une frontière maritime entre les parties le long du 15^e parallèle pour ce qui est des eaux territoriales de l'époque coloniale. Pourtant, les Parties semblent avoir eu une interprétation, non concordante certes, mais beaucoup plus large aussi bien de la portée de la sentence arbitrale de 1906 que de l'*uti possidetis juris* du traité Gámez-Bonilla de 1894.

73. Par exemple, dans la note du 19 mars 1912 envoyée par le ministre des affaires étrangères du Nicaragua au ministre des affaires étrangères du Honduras, dans laquelle il indique les raisons sur lesquelles se fonde le Nicaragua pour considérer nulle la sentence du roi d'Espagne, il est dit que

«[L]e désaccord se trouvant ainsi défini, toute la partie de la ligne frontière depuis le point de la cordillère appelé Teotecacinte jusqu'à sa fin sur la côte atlantique *et jusqu'où doit finir dans la mer la juridiction des deux Etats* ne fut pas démarquée. Pour décider de quelle façon l'on devait tracer la partie de la ligne litigieuse, l'on se décida à exécuter les dispositions prévues à l'article III du traité déjà cité.» (C.I.J. *Mémoires, Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906*, vol. I, p. 292; les italiques sont de moi.)

Et plus loin :

«C'est également un principe universel que les sentences contradictoires sont dépourvues de valeur et inapplicables, et la contradiction dans laquelle tombe la sentence est patente lorsqu'elle traite du tronçon *de ligne qui doit séparer la juridiction des deux pays dans la mer territoriale*, parce que, après avoir établi la règle selon laquelle la direction de la ligne est le thalweg ou ligne de plus grande pente du lit du cours du bras principal du fleuve Coco, elle déclare que les îlots situés sur ledit bras appartiennent au Honduras, ce qui conduit à cette inconséquence de laisser du territoire hondurien enclavé dans des eaux nicaraguayennes, ce qui, au surplus, laisse sans effet la ligne du thalweg indiquée; *en dehors du fait de ne rien décider sur la direction de la ligne qui, suivant le droit des gens, indique ce qui revient en mer à chaque république comme faisant partie de son territoire respectif.*» (*Ibid.*, p. 294; les italiques sont de moi.)

*

74. Dans la présente affaire, la position du Honduras sur la question considérée peut se résumer ainsi: 1) le principe de l'*uti possidetis juris* invoqué dans le traité Gámez-Bonilla, ainsi que dans la sentence rendue par le roi d'Espagne en 1906, est applicable à la zone maritime au large

“the extreme common boundary point on the coast of the Atlantic” at the mouth of the River Coco close to Cape Gracias a Dios does not confirm the existence of a maritime boundary between the Parties along the 15th parallel in respect of the territorial waters of the colonial period. The Parties, however, appear to have followed much broader interpretations, which admittedly do not correspond, both of the scope of the 1906 Arbitral Award and of the *uti possidetis juris* of the Gámez-Bonilla Treaty of 1894.

73. For example, in the Note of 19 March 1912 sent by the Minister for Foreign Affairs of Nicaragua to the Minister for Foreign Affairs of Honduras, whereby he indicated the reasons for which Nicaragua regarded the King of Spain’s Arbitral Award as null and void, it was stated that:

“[t]he disagreement having been thus defined, the entire portion of the frontier line was left undemarcated from the point on the Cordillera called Teotecacinte to its endpoint on the Atlantic Coast *and to the boundary in the sea marking the end of the jurisdiction of the two States*. In respect of determining how to draw the disputed portion of the line, it was decided to carry out the provisions of Article III of the treaty cited above.” (*I.C.J. Pleadings, Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua)*, Vol. I, p. 292; emphasis added.) [*Translation by the Registry.*]

And further:

“It is also a universal principle that awards which are inconsistent in themselves (*contradictorias*) are without value and inapplicable, and there is an evident inconsistency in this Award when it deals with that section of *the frontier line which should separate the jurisdiction of the two countries in the territorial sea*, in that, after having laid down that the direction of the frontier is the thalweg or main watercourse of the principal arm of the Coco River, it then declares that the islets situated in that arm of the River belong to Honduras, thus leading to the impossible result of leaving Honduran territory enclaved within Nicaraguan waters, and thus also leaving without effect the line of the *thalweg* referred to — *quite apart from the fact of deciding nothing as regards the direction of the frontier line which, according to international law, should show the territorial waters of each Republic as forming part of its respective territories.*” (*Ibid.*, p. 294; emphasis added.)

*

74. In the present case, Honduras’s position on the question concerned can be summarized as follows: (1) the principle of *uti possidetis juris* referred to in the Gámez-Bonilla Treaty, as well as in the 1906 Award of the King of Spain, is applicable to the maritime area off the coasts of

des côtes du Honduras et du Nicaragua; 2) le 15^e parallèle constitue la ligne de délimitation maritime résultant de l'application du principe; 3) le Honduras et le Nicaragua ont, en 1821, succédé à un espace maritime de mer territoriale de 6 milles; 4) l'*uti possidetis juris* engendre une présomption de titre du Honduras sur le plateau continental et la zone économique exclusive au nord du 15^e parallèle.

75. Ma position sur chacune de ces composantes de la position du Honduras est la suivante:

Réponse au point 1): Sans doute. Aujourd'hui, comme principe de droit international général, l'*uti possidetis juris* est applicable tant aux délimitations terrestres qu'aux délimitations maritimes, ce qui est confirmé par l'arrêt. Par ailleurs, le traité Gámez-Bonilla vaut pour la résolution amiable de «tous les doutes et tous les différends pendants» et aux fins de «démarquer sur le terrain la ligne de division indiquant la limite entre les deux républiques» (article premier du traité). Le terme «limite» n'est donc pas qualifié par l'adjectif «terrestre». La pratique des Parties confirme d'ailleurs cette interprétation, car le procès-verbal II de la commission mixte du 12 juin 1900 effectua une démarcation entre les deux républiques dans la partie du golfe ou baie de Fonseca «adjacente à leurs côtes, celles-ci étant séparées par une distance inférieure à 6 lieues marines.» (C.I.J. *Mémoires, Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne (Honduras c. Nicaragua)*, vol. I, p. 235.). Voir aussi la note nicaraguayenne du 19 mars 1912 citée au paragraphe 73 ci-dessus de cette opinion.

Réponse au point 2): Oui, si l'affirmation est comprise comme s'appliquant à l'espace maritime de 6 milles marins de la mer territoriale à l'époque coloniale; mais non pour l'ensemble de la «frontière maritime traditionnelle», car je conviens avec le Nicaragua qu'un titre sur la zone économique exclusive ou sur le plateau continental correspond à des notions juridiques manifestement modernes qui n'existaient pas en 1821.

Réponse au point 3): Sans doute, en vertu du principe de l'*uti possidetis juris*.

Réponse au point 4): Je comprends ce point comme voulant dire que le principe de l'*uti possidetis juris* a servi à déterminer les côtes de chacune des Parties, lesquelles, à leur tour, constituent le fondement du titre qui commande la délimitation des zones maritimes du plateau continental et de la zone économique exclusive entre les Parties à la présente affaire.

*

76. L'arrêt de la Cour admet — tout comme les deux Parties — que la sentence arbitrale de 1906 fixe le point extrême limitrophe commun sur la côte atlantique de la frontière terrestre qu'elle établit. Alors, comment peut-on dire, lorsque l'on est dans le contexte de l'application du principe de l'*uti possidetis juris*, que rien dans la sentence arbitrale de 1906 n'indique que le 15^e parallèle de latitude nord a été considéré comme la ligne frontière? Nous avons au moins un point, le point extrême limitrophe

Honduras and Nicaragua; (2) the 15th parallel constitutes the line of maritime delimitation resulting from the application of that principle; (3) Honduras and Nicaragua succeeded, in 1821, to a maritime area consisting of a 6-mile territorial sea; and (4) the *uti possidetis juris* gives rise to a presumption of Honduran title to the continental shelf and exclusive economic zone north of the 15th parallel.

75. My position on each of these elements of the Honduran position is as follows:

Reaction to point (1): No doubt. At present, as a principle of general international law, *uti possidetis juris* is applicable to both land and maritime delimitations, as is upheld by the Judgment. Moreover, the Gámez-Bonilla Treaty constituted a friendly settlement of “all pending doubts and differences” in order to “demarcate on the spot the dividing line which is to constitute the boundary between the two Republics” (Article 1 of the Treaty). The word “boundary” is thus not qualified by the adjective “land”. The practice of the Parties bears out this interpretation, moreover, as the Minutes II of the Mixed Commission of 12 June 1900 effected a demarcation between the two Republics in the part of the Bay or Gulf of Fonseca “contiguous to the coastline of both States without there being a distance of 33 km between their coasts” (*I.C.J. Pleadings, Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua)*, Vol. I, p. 235). See also the Nicaraguan Note of 19 March 1912 referred to in paragraph 73 above.

Reaction to point (2): Yes, if the statement is understood to apply to the maritime area of the 6-nautical-mile territorial sea from the colonial period; no, however, as far as the whole of the “traditional maritime boundary” is concerned, as I agree with Nicaragua that title to the exclusive economic zone or the continental shelf is an obviously modern legal notion which did not exist in 1821.

Reaction to point (3): No doubt, under the principle of *uti possidetis juris*.

Reaction to point (4): I understand this point as meaning that the *uti possidetis juris* principle was used to determine the coasts of each Party, which in turn form the basis of the title governing the delimitation between the Parties to the present case of the maritime areas comprising the continental shelf and exclusive economic zones.

*

76. The Judgment of the Court acknowledges — as do both Parties — that the 1906 Arbitral Award fixed the extreme common point of the land boundary which it established on the Atlantic coast. In which case, how can it be said, in the context of application of the *uti possidetis juris* principle, that nothing in the 1906 Arbitral Award indicates that the 15th parallel of latitude north has been regarded as constituting the boundary line? We have at least one point, the extreme common boundary point on

commun sur la côte atlantique dégagé par la sentence arbitrale, qui est le « *starting uti possidetis juris point* » d'une ligne de délimitation de la mer territoriale entre les Parties et, à ce titre, il peut certainement être invoqué comme un élément de preuve d'une succession à une ligne de partage maritime le long de la ligne horizontale du 15° parallèle pour ce qui est des 6 milles marins ici considérés.

77. Le fait que ce point soit situé à proximité du 15° parallèle nord près du cap Gracias a Dios et non pas, par exemple, sur un parallèle ou un méridien passant près du cap Camarón, de Punta Patuca, du cap Falso ou de Sandy Bay, est un indice ou un élément, circonstanciel certes, mais sans doute très important, parmi d'autres, pour un juge ou un arbitre engagés dans l'application du principe de l'*uti possidetis juris*. La Chambre constituée en l'affaire du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))* l'a bien compris lorsqu'elle a dégagé des méthodes d'appréciation et d'interprétation des preuves en harmonie avec la nature essentiellement historique du principe en Amérique latine.

78. Dire que la sentence arbitrale de 1906, comme telle, n'a pas effectué une délimitation maritime dans l'Atlantique est exact, mais dire qu'elle « n'est pas applicable » à la présente délimitation maritime entre les Parties l'est beaucoup moins. Pour moi, en tout cas, ladite sentence est essentielle pour savoir quelles sont les îles appartenant à l'une et à l'autre Partie et connaître le fondement juridique, le titre, de leurs revendications respectives dans la délimitation maritime qui fait l'objet de la présente instance. Il faut se familiariser avec les motifs de la sentence arbitrale pour être à même de connaître la situation de l'*uti possidetis juris* de 1821 le long des côtes des Parties et dans leurs zones maritimes adjacentes respectives, car la terre domine la mer. Or, la terre, les façades maritimes des Parties sont définies par la sentence arbitrale de 1906 et non pas par les ressources de la zone économique exclusive située au large au-delà de la mer territoriale.

79. Quant à la question, différente, de la portée de la *res judicata* de la sentence arbitrale de 1906, il faudra, s'il y a lieu, appliquer la jurisprudence de la Cour concernant la relation entre dispositif et motifs, car la *res judicata* n'est pas seulement ce qui est écrit matériellement dans le dispositif d'une sentence ou d'un arrêt (voir, par exemple, l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)*, arrêt du 26 février 2007, par. 26).

*

80. Je ne peux suivre la majorité de la Cour lorsque l'arrêt ignore pratiquement les données de fait historiques, géographiques et juridiques développées dans les motifs de la sentence arbitrale de 1906. Je voudrais souligner toute l'importance de la documentation de cette affaire arbi-

the Atlantic coast resulting from the Arbitral Award, which is the “starting *uti possidetis juris* point” of a line delimiting the territorial seas between the Parties and, in that respect, it can definitely be invoked as evidence of succession to a maritime dividing line along the horizontal line of the 15th parallel North for the 6 nautical miles under consideration here.

77. The fact that this point is located in the vicinity of the 15th parallel North close to Cape Gracias a Dios and not, for example, on a parallel or a meridian passing close by Cape Camarón, Punta Patuca, Cape Falso or Sandy Bay is admittedly a circumstantial indication or piece of evidence, but undoubtedly a very significant one for a judge or arbitrator involved in applying the *uti possidetis juris* principle. The Chamber formed for the *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras; Nicaragua intervening)* case understood this point well when it adopted methods of assessing and interpreting the evidence that were in keeping with the essentially historical character of that principle in Latin America.

78. It is correct to say that the Arbitral Award of 1906 as such did not carry out any maritime delimitation in the Atlantic, but much less so to state that it “is not applicable” to the present maritime delimitation between the Parties. In my opinion, in any event, the Award is essential for identifying which of the islands belongs to which of the Parties and for examining the legal basis, the title, of their respective claims in the maritime delimitation exercise which forms the subject of these proceedings. It is necessary to examine the reasons for the Arbitral Award in order to gain a proper view of the *uti possidetis juris* position in 1821 along the Parties’ coasts and in their respective adjacent maritime areas, because the land dominates the sea. And the land — the coastal fronts of the Parties — was defined by the 1906 Arbitral Award and not by the resources of the exclusive economic zones located out beyond the territorial seas.

79. As to the different issue of the scope of the *res judicata* of the 1906 Arbitral Award, what is required is to apply, where appropriate, the jurisprudence of the Court concerning the relationship between the operative part and the reasoning of a judgment, since *res judicata* does not apply only to what is materially indicated in the operative part of an award or a judgment (see, for example, the case concerning *Application of the Convention for the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)*, Judgment of 26 February 2007, para. 26).

*

80. I cannot follow the majority when the Judgment practically ignores the historical, geographical and legal facts set out in the reasoning of the 1906 Arbitral Award. I would like to emphasize the importance of the documentation in that arbitral case for applying the principle of *uti pos-*

trale pour une application du principe de l'*uti possidetis juris* à la présente délimitation maritime, documentation fournie à la Cour en 1960 par les Parties qui sont les mêmes Parties que celles à la présente espèce (voir *C.I.J. Mémoires, Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906*, vol. I et II).

81. Si l'on consulte les motifs de la sentence arbitrale et la documentation en question — invoqués d'ailleurs par le défendeur —, on peut apprécier toute l'importance du rôle historique du cap Gracias a Dios en tant que point saillant séparant les côtes de la province du Honduras de celles de la province du Nicaragua, et avoir ainsi une vision de l'espace de mer territoriale de 6 milles qui correspondait avant le 15 septembre 1821 à l'une ou à l'autre en tant que provinces coloniales espagnoles.

82. Cette vision est d'ailleurs suffisamment précise — aux fins d'une application du principe de l'*uti possidetis juris* — pour pouvoir reconnaître et affirmer que c'était bien au niveau du parallèle passant par le cap Gracias a Dios (ou 15^e parallèle de latitude nord) que, le jour de l'indépendance, se terminait la zone de mer territoriale continentale de la République du Honduras et commençait la zone de mer territoriale continentale de la République du Nicaragua venant du nord et vice versa venant du sud. Nous parlons bien entendu d'une «délimitation» de 1821 et non pas d'une «démarcation» en mer de 2007. Car, comme il est dit dans la sentence arbitrale de 1906 :

«Considérant que, de tout cet exposé, il résulte que le point qui répond le mieux au point de vue du droit historique, de l'équité et du caractère géographique pour servir de limite commune entre les deux Etats limitrophes sur la côte de l'Atlantique est le cap Gracias a Dios, et que ce cap marque le point qui a été le point terminus de l'expansion ou de la conquête du Nicaragua au nord et du Honduras au sud.» (*Recueil international des traités du XX^e siècle*, Des-camps et Renault, 1906, p. 1035.)

83. J'ai parfois le sentiment, en lisant l'arrêt, que la Cour exige trop, pour la preuve de l'*uti possidetis juris* et pour la définition de ce qui était, au début du XIX^e siècle, une délimitation maritime des eaux territoriales entre côtes adjacentes de deux Etats. Il faut se demander si, à l'époque, même en Europe, il était d'usage d'effectuer une délimitation collatérale de la mer territoriale par des lignes précises définies dans des traités conclus en bonne et due forme. J'ai des doutes à cet égard. En outre, dans la présente instance, les preuves, les informations et la géographie étaient particulièrement claires pour une application de l'*uti possidetis juris* à la délimitation des premiers 6 milles de la mer territoriale entre les côtes continentales concernées des Parties.

*

sidetis juris to the present maritime delimitation, documentation submitted to the Court in 1960 by the Parties, who were the same as the Parties to the present proceedings (see *I.C.J. Pleadings, Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua)*, Vols. I and II).

81. An examination of the reasoning of the Arbitral Award and the documentation in question — to which the Respondent referred, moreover — makes it possible to appreciate the full importance of the historical role of Cape Gracias a Dios as the projection separating the coast of the province of Honduras from that of the province of Nicaragua, and thus to arrive at an image of the area of the 6-mile territorial sea appertaining to one or other of these Spanish colonial provinces prior to 15 September 1821.

82. Such an image is, moreover, sufficiently precise — for the purpose of applying the *uti possidetis juris* principle — to acknowledge and assert that it was indeed at the parallel running through Cape Gracias a Dios (i.e., the 15th parallel North) that, on the day of their independence, the area of the mainland territorial sea of the Republic of Honduras came to an end and the area of the mainland territorial sea of the Republic of Nicaragua began, to the north and south respectively. We are, of course, talking about a “delimitation” from 1821 and not a “demarcation” at sea in 2007. As was said in the 1906 Arbitral Award

“Whereas, from what is inferred from all the foregoing, the point which best answers the purpose by reason of historical right, of equity and of a geographical nature, to serve as a common boundary on the Atlantic Coast between the two contending States, is Cape Gracias a Dios for the Atlantic Coast, and further, as this Cape fixes what has practically been the limit of expansion or encroachment of Nicaragua towards the north and of Honduras towards the south.” (*Recueil international des traités du XX^e siècle*, Descamps et Renault, 1906, p. 115.)

83. I sometimes have the impression, reading the Judgment, that the Court demands too much as evidence of *uti possidetis juris* and as a definition of what constituted, at the beginning of the nineteenth century, a maritime delimitation of the territorial waters between the adjacent coasts of two States. One must ask whether it was customary at the time, even in Europe, to effect collateral delimitation of territorial seas by means of precisely defined lines in treaties concluded in due form. I have some doubts in that respect. Moreover, in the present case, the evidence, information and geography are particularly clear for *uti possidetis juris* to be applied to the delimitation of the first 6 miles of territorial sea between the Parties’ mainland coasts in question.

*

84. Le Honduras affirme que le 15^e parallèle est la ligne de partage entre les Parties de l'espace maritime des 6 milles des eaux territoriales hérité de l'Espagne. Il a notamment invoqué le fait que, conformément au décret royal du 23 août 1745, origine du partage de la juridiction dans l'espace maritime en cause entre le gouverneur du Honduras et le commandement général du Nicaragua, et au décret royal de 1803, le cap Gracias a Dios marquait la séparation entre les deux juridictions, ainsi que la propension de la Couronne espagnole à utiliser des parallèles et méridiens pour définir les divisions juridictionnelles.

85. En outre, le Honduras a soumis à la Cour, en tant qu'éléments de preuve, des cartes géographiques (en particulier un «Plan géographique du vice-royaume de Santa Fé de Bogotá, nouveau royaume de Granada, 1774» (duplicque du Honduras (DH), vol. 2, annexe 232)) et les avis de deux experts annexés à la duplicque, à savoir :

- 1) un «avis du professeur docteur José Manuel Pérez-Prendes Muñoz-Arraco sur les capitaineries générales et les Gouvernements espagnols dans le droit historique d'outre-mer. Compétences générales. Application dans les terres et mers qui appartiennent aujourd'hui à la République du Honduras» (*ibid.*, vol. 2, annexe 266); et
- 2) un «avis du professeur docteur Mariano Cuesta Domingo sur la question des droits honduriens dans les eaux de l'océan Atlantique. Les limites maritimes du Honduras dans l'océan Atlantique» (*ibid.*, annexe 267).

86. Les conclusions de l'avis du professeur Pérez-Prendes sont les suivantes :

«1. Les pouvoirs conférés par la législation d'outre-mer aux capitaineries générales incluaient, explicitement et de tout temps, les actions jugées opportunes par ces autorités dans l'ensemble des espaces maritimes adjacents à leurs côtes.

2. La capitainerie générale de Guatemala, dont relevait le Gouvernement du Honduras, exerçait les pouvoirs en question depuis des ports spécifiquement honduriens.

3. Cet exercice fut constant entre le XVI^e et le XIX^e siècle et se manifesta notamment par la reconnaissance, le contrôle et la défense de la zone atlantique baignant le littoral de ce qui est aujourd'hui la République du Honduras, surtout dans la région du cap Gracias a Dios.

4. Ces pouvoirs étaient définis comme s'exerçant dans une zone incluant des territoires et des espaces maritimes, et l'opinion générale considérait que les lignes de délimitation terrestres se prolongeaient en mer.

5. Nous avons également cité dans cet avis des témoignages attestant que les îles incluses dans les espaces maritimes cités dans la conclusion précédente relevaient de la juridiction et du pouvoir des autorités militaires stationnées sur la terre dont elles étaient perçues

84. Honduras asserts that the 15th parallel is the dividing line between the Parties of the maritime area represented by the 6-mile territorial waters inherited from Spain. It relied *inter alia* on the fact that, in accordance with the Royal Decree of 23 August 1745, which originally divided jurisdiction in the maritime area concerned between the Governor of Honduras and the military command of Nicaragua, and with the Royal Decree of 1803, Cape Gracias a Dios marked the limit between the two jurisdictions, and also on the tendency of the Spanish Crown to use parallels and meridians when drawing up jurisdictional divisions.

85. In addition, Honduras submitted geographical maps to the Court as evidence appended to its Rejoinder (in particular a “Geographical Plan of the Viceroyalty of Santa Fé de Bogotá, New Kingdom of Granada, 1774” (RH, Vol. 2, Ann. 232)), together with the opinions of two experts, namely:

- (1) an “Opinion by Professor Doctor José Manuel Pérez-Prendes Muñoz-Arraco on Spanish Captaincies-General and Governments in the Historical Overseas Law. General Competencies. Its Practice in Lands and Seas Belonging Today to the Republic of Honduras” (*ibid.*, Vol. 2, Ann. 266); and
- (2) an “Opinion by Professor Doctor Mariano Cuesta Domingo on the Question of the Honduran Rights in the Waters of the Atlantic Ocean. Maritime Limits of Honduras in the Atlantic Ocean” (*ibid.*, Ann. 267).

86. The conclusions of Professor Pérez-Prendes’s opinion are as follows:

“1. The powers granted by Overseas legislation to the Captaincies-General, included, unequivocally and at all times, the actions that were considered timely on the part of those authorities in the maritime areas, wherever those coasts and seas existed.

2. The Captaincy-General of Guatemala, to which the Government of Honduras belonged, exercised the cited competencies from specifically Honduran ports.

3. Such exercise was constant from the XVI century up to the XIX century, and especially fulfilled through the reconnaissance, control and defense of the area of the Atlantic Ocean which washes ashore the current Republic of Honduras and specifically also in the area of Cape Gracias a Dios.

4. The demarcations indicated for the cited exercise included both land and maritime spaces, and it was a common understanding that these border lines that separated the corresponding land surface areas, prolonged into the sea.

5. It has also been testified in this opinion how the islands included in the maritime spaces cited in the previous conclusion, fell under the authority and power of the military authorities that were quartered in the land that was considered prolonged (follow-

comme le prolongement (dans le cadre de l'extension des limites) dans l'espace maritime adjacent.» (DH, vol. 2, annexe 266.)

87. En ce qui concerne le deuxième avis, le professeur Mariano Cuesta Domingo conclut que

«[l]e parallèle traversant le cap Gracias a Dios (qui peut très bien être désigné comme le 15^e parallèle) est celui qui — sous une forme parfaitement géométrique, astronomique, géographique, historique et juridique (*Indiano*) — constitue la limite claire et indubitable des eaux honduriennes dans le Sud» (*ibid.*, annexe 267).

*

88. Au cours de la phase orale, le Nicaragua s'en est pris au premier des avis ci-dessus, prétendant qu'il souffrait de graves lacunes normatives et invoquant à ce propos les instruments suivants: 1) l'ordonnance royale sur les garde-côtes du 22 mai 1802; 2) l'instruction pour la gouverne des garde-côtes aux Indes de 1803; 3) l'ordonnance sur les navires corsaires de 1796, révisée en 1801; et 4) l'ordonnance relative au régime et au gouvernement militaire des immatriculations maritimes (*matricula del mar*) de 1802 (CR 2007/7). Je ne vois pas en quoi le texte de ces instruments, soumis aux juges lors des audiences, modifie les conclusions générales qui découlent des avis émis par les experts honduriens.

89. Mais le Nicaragua ne s'est pas limité à parler d'éléments de preuve. Il a soumis des arguments présentés sous la forme d'une thèse intitulée «La mer, un espace unitaire sous juridiction unique dans la monarchie espagnole», accompagnée d'une interprétation historique concernant «le régime de la mer adjacente aux côtes de la capitainerie générale du Guatemala» et affirmait d'une autre que «les établissements de la côte de Mosquitos ne furent jamais sous la juridiction de l'intendance de Comayagua (Honduras)». Pour l'interprétation de ces événements historiques, je m'en tiens à ce qui résulte de la sentence arbitrale de 1906 (voir par exemple le paragraphe 42 de la présente opinion).

*

90. Reste cependant à considérer l'argument principal de la thèse du Nicaragua lorsqu'il affirme que, sous l'ancienne monarchie espagnole, «toute la mer» était un espace unitaire sur lequel une juridiction spéciale et centralisée, celle de la marine royale, s'appliquait à titre exclusif. Une fois faite une affirmation aussi fracassante, l'argument se poursuit en indiquant que la juridiction sur la mer territoriale appartenait aux autorités espagnoles à Madrid et non pas aux autorités locales d'Amérique, y compris les capitaineries générales, pour, finalement, se terminer en affirmant que la revendication par la Couronne espagnole d'une mer territoriale de 6 milles ne permet de «rien ... inférer s'agissant de la *limite* de

ing its land limits) into the maritime space that washed its coasts.” (RH, Vol. 2, Ann. 266.)

87. As regards the second opinion, Professor Mariano Cuesta Domingo concluded that:

“[t]he parallel that goes through Cape Gracias a Dios (which can very well be designated as parallel 15) is the one that in a perfectly, geometrically, astronomically, geographically and historically and legal (*Indiano*) form, constitutes the limit of Honduran waters in the South in a clear and indubitable manner” (*ibid.*, Ann. 267).

*

88. During the oral arguments stage, Nicaragua attacked the first of these expert opinions, claiming that it showed serious methodological deficiencies and invoking in this respect the following instruments: (1) the Royal Order on coastguards of 22 May 1802; (2) the Instruction for the regulation of coastguard vessels in the Indies of 1803; (3) the Ordinance on privateering vessels of 1796, amended in 1801; and (4) the Ordinance concerning the régime and military governance of sailors’ registration (*matricula del mar*) of 1802. I do not see in what way the texts of these instruments, submitted to the judges during the hearings, alter the general conclusions resulting from the opinions delivered by the Honduran experts.

89. However, Nicaragua did not confine itself to discussing items of evidence. It presented arguments in the form of a proposition entitled “The sea, one area under one jurisdiction in the Spanish monarchy”, accompanied by a historical interpretation regarding “The régime of the sea adjacent to the coasts of the Captaincy-General of Guatemala” and another entitled “The settlements on the Mosquito Coast were never under the jurisdiction of the Intendancy of Comayagua (Honduras).” For the interpretation of these historical events, I stand by what emerged from the Arbitral Award of 1906 (see for example paragraph 42 above).

*

90. However, we have still to address the central thrust of Nicaragua’s argument, whereby it asserts that under the former Spanish monarchy “the whole sea” formed a single area, over which a special centralized jurisdiction — that of the navy — exclusively applied. Having made this thunderous assertion, the argument goes on to state that jurisdiction over the territorial sea belonged to the Spanish authorities in Madrid and not to the local authorities in the Americas, including the Captaincies-General, contending finally that the Spanish Crown’s claim to a 6-mile territorial sea “tells [us] nothing with regard to the *limit* of this territorial sea between the Provinces of Honduras and Nicaragua” (Judgment,

cette mer territoriale entre les provinces du Honduras et du Nicaragua» (arrêt, par. 231; les italiques sont dans l'original). Nous sommes donc devant une espèce de syllogisme.

91. Mais c'est un syllogisme qui ne tient pas. Disons, tout d'abord, que la prémisse majeure est inexacte dès lors que le droit historique espagnol — en tout cas au XVIII^e siècle (décret royal du 17 décembre 1760) — distinguait déjà les eaux juridictionnelles espagnoles adjacentes à la côte (les 6 milles) et le reste de la mer, sans préjudice de l'existence des eaux ou baies historiques espagnoles comme celles du golfe de Fonseca dont le Nicaragua est riverain. Dans ces conditions, comment peut-on affirmer que pour l'ancienne monarchie espagnole toute la mer était un «espace unitaire»?

92. Si la première prémisse est inexacte, la deuxième ne l'est pas moins, car les rois espagnols du siècle des Lumières étaient, comme ailleurs en Europe, à la tête de monarchies absolues où la source, modification et fin de toute compétence, n'était que la volonté du roi. Tout émanait de sa personne, avec l'assistance des ministres, des organes et des administrations d'un côté et de l'autre de l'Atlantique. Ainsi, toutes les juridictions, générales ou spéciales, territoriales ou de fonction, gouvernementales ou judiciaires, civiles, militaires ou de la marine, étaient organisées autour et en fonction de la personne du roi et, dans ce sens, toutes étaient centralisées en ce qui concerne tant l'Espagne que les territoires d'outre-mer de la monarchie. Toute compétence ou juridiction d'un organe, d'un représentant ou d'un fonctionnaire s'exerçait au nom du roi et n'était qu'une délégation de son pouvoir souverain.

93. Mais que veut en fait prouver le Nicaragua avec sa thèse? Tout simplement nier aux Républiques du Honduras et du Nicaragua le bénéfice de l'espace marin de 6 milles dont jouissaient à la fin de l'époque coloniale la province espagnole du Honduras et celle du Nicaragua. En d'autres termes, le Nicaragua nie aux républiques issues de ces anciennes «provinces coloniales» ledit espace maritime en tant que partie du legs territorial de l'Espagne, comme Etat prédécesseur, afin d'écarter l'application du principe de *l'uti possidetis juris* en l'espèce. Ainsi, les républiques établies sur le territoire d'une ancienne «province coloniale» espagnole en Amérique n'auraient reçu en vertu dudit principe que des «*dry coasts*» de même, éventuellement, que les «vice-royautés» et les «capitaineries générales», car la thèse de la mer, espace unitaire géré par une juridiction centralisée à Madrid, ne permet pas de faire de distinction entre les «provinces coloniales» et les autres entités administratives territoriales établies par la Couronne espagnole en Amérique.

94. Or, tout cela ne peut se produire du fait de l'organisation de juridictions ou compétences par le droit historique espagnol, car la définition des sujets actifs et de l'objet du principe de *l'uti possidetis juris* appartient au droit international et non au droit historique espagnol. Le rôle que joue le génitif «*juris*» dans le principe ne concerne que la preuve de l'existence d'une mer territoriale de 6 milles le long des côtes des territoires de

para. 231; emphasis in the original). We are thus confronted with a kind of syllogism.

91. But it is a syllogism which does not stand examination. Let us begin by pointing out that the major premise is incorrect, because historical Spanish law — in any case in the eighteenth century (Royal Decree of 17 December 1760) — already distinguished between the waters under Spanish jurisdiction adjacent to the coast (the 6 miles) and the rest of the sea, without prejudice to the existence of historic waters or bays such as those of the Gulf of Fonseca on which Nicaragua has a coast. In these circumstances, how can it be claimed that the sea formed a “single area” for the Spanish Crown at that time?

92. If the first premise is incorrect, the second is no more accurate, since the Spanish Kings of the age of enlightenment were, as elsewhere in Europe, at the head of an absolute monarchy in which the King’s will alone was the beginning, middle and end of all jurisdiction. Everything flowed from his person, with the assistance of ministers, organs and administrations on both sides of the Atlantic. Thus all jurisdictions, both general and specific, territorial and functional, governmental and judicial, civil, military and naval, were all organized around and as a function of the King’s person and, in that respect, were all centralized in the person of the King both for Spain and for the Crown’s overseas territories. All the powers or jurisdictions of an organ, a representative or an official were exercised on behalf of the King and were no more than the delegation of the sovereign’s power.

93. But what does Nicaragua seek to prove with this argument? Quite simply to deprive the Republics of Honduras and Nicaragua of the benefit of the 6-mile maritime area enjoyed by the Spanish provinces of Honduras and Nicaragua at the end of the colonial period. In other words, Nicaragua denies to the republics created from the former “colonial provinces” of Honduras and Nicaragua this maritime area as part of their territorial inheritance from Spain, as the predecessor State, in order to rule out the application of the principle of *uti possidetis juris* in the present case. Thus, the republics established on the territory of the former “colonial provinces” in the Americas received no more than “dry coasts” under the *uti possidetis juris* principle, in the same way, possibly, as the “Viceroyalties” and “Captaincy-Generals”, since the proposition that the sea was a single area administered by a centralized jurisdiction in Madrid does not make it possible to distinguish between the “colonial provinces” and the other administrative territorial entities established by the Spanish Crown in the Americas.

94. But no such thing could come out of the organization of jurisdictions and authority under historical Spanish law, as the definition of the active subjects and the object of the principle of *uti possidetis juris* belongs to international law and not to historical Spanish law. The role played by the genitive “*juris*” in the principle only concerns the evidence for the existence of a 6-mile territorial sea off the coasts of the territories

la Couronne espagnole en Amérique. Ce rôle ne va pas plus loin. Il s'ensuit que la gestion centralisée ou non de la mer par la Couronne espagnole est dépourvue de toute pertinence pour la détermination, par le droit international, des Etats successeurs de la monarchie espagnole pouvant bénéficier, dès la date de leur indépendance, desdits 6 milles de mer territoriale en tant que partie du «legs territorial» de l'Etat prédécesseur.

*

95. Ainsi, la thèse nicaraguayenne se fonde sur une confusion conceptuelle entre les rôles respectifs en la matière du principe de droit international de *l'uti possidetis juris* et du droit historique espagnol en Amérique. En outre, elle n'est pas non plus conforme aux réalités du droit historique espagnol. Le fait que, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la marine royale ait été réorganisée pour essayer de faire d'elle un instrument plus efficace dans l'exercice de ses propres compétences telles que définies par le roi ne change rien au fait que même la marine royale était représentée sur le sol américain par des chefs de départements de la marine, par exemple aux *Apostaderos* de La Havane et Cartagena de Indias. Comment la marine aurait-elle pu, autrement, contribuer d'une manière efficace, en tant que force complémentaire, à la défense et à la sécurité des territoires américains de la monarchie ainsi qu'à la prévention et à la répression de la contrebande dans la mer des Caraïbes au bénéfice du Trésor royal? Dans ces circonstances, parler de «titres exclusifs» ne veut pas dire grand-chose. Tout était du ressort du titre exclusif en possession du roi lui-même, c'est-à-dire de son titre sur la marine royale et sur tout le reste.

96. L'existence d'une juridiction spéciale de la marine n'excluait pas l'exercice dans la mer territoriale de 6 milles des compétences de caractère gouvernemental, militaire ou maritime d'une capitainerie générale ou d'un gouvernement provincial (ces derniers furent également renforcés avec l'introduction du système des intendants au XVIII^e siècle). Les compétences en mer d'un capitaine général ou d'un gouverneur ne furent pas entamées par celles de la marine royale. Elles étaient plus ou moins larges, selon ce que décidait le roi lors de leur désignation ou durant leur mandat.

97. Le brevet royal du 23 août 1745 nommant le colonel Juan de Vera

«gouverneur et commandant général de la province du Honduras et commandant général des armées de ladite province du Honduras et de celles comprises depuis l'endroit où prend fin la juridiction du gouverneur et capitaine général de la province du Yucatan jusqu'au cap Gracias a Dios» (*C.I.J. Mémoires, Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906*, vol. I, p. 382),

et celui nommant Alonso Fernández de Heredia «gouverneur et com-

of the Spanish Crown in the Americas. Its role does not go any further. It follows that the centralized administration or otherwise of the sea by the Spanish Crown is of no relevance whatsoever for the determination, in international law, of the ability of the successor States of the Spanish Crown to benefit, from the date of their independence, from the said 6-mile territorial seas as part of their “territorial inheritance” from Spain, as the predecessor State.

*

95. The Nicaraguan argument is therefore based on a conceptual confusion between the respective roles of the principle of *uti possidetis juris* in international law and the historical Spanish law of the Americas. Moreover, it does not correspond to the reality of historical Spanish law either. The fact that the Spanish royal navy was reorganized in the second half of the eighteenth century, in an attempt to turn it into a more effective instrument for the accomplishment of its own duties as defined by the King, does not in any way change the fact that even the royal navy was represented on land in the Americas by the heads of navy departments, for example at the *Apostaderos* of Havana and Cartagena de Indias. Otherwise, how could the navy have contributed effectively, as an additional force, to the defence and security of the Crown’s American territories and to the prevention and suppression of smuggling in the Caribbean Sea, to the benefit of the Royal Treasury? In these circumstances, to talk about “exclusive titles” makes little sense. Everything fell within the exclusive title held by the King himself, that is to say his title over the royal navy and over everything else.

96. The existence of a special jurisdiction of the navy did not in any way prevent the exercising of governmental, military or maritime powers within the 6-mile territorial sea by a Captaincy-General or a provincial Government (the latter were also strengthened by the introduction of the Intendant system in the eighteenth century). The jurisdiction at sea of a Captain-General or a Governor was not curbed by that of the Spanish royal navy. The scope of jurisdictions varied according to what the King decided when appointing office holders or during their mandates.

97. The Royal Warrant of 23 August 1745 appointing Colonel Juan de Vera

“Governor and Commander-General of the Province of Honduras and Commander-General for the command of the said Province of Honduras and of the territory comprised between the limit of jurisdiction of the Governor and Captain-General of the Province of Yucatan up to Cape Gracias a Dios” (*I.C.J. Pleadings, Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua)*, Vol. I, p. 382),

and that naming Alonso Fernández de Heredia “Governor and Com-

mandant général de la province de Nicaragua et commandant général des armées depuis le cap de Gracias a Dios jusqu'à la rivière Chagres» (*C.I.J. Mémoires, Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906*, p. 379) concernaient la guerre en cours, la sécurité et la défense des côtes ainsi que la répression du commerce illicite.

98. En outre, un capitaine général d'une capitainerie ou un gouverneur d'une province pouvaient être appelés, à tout moment, à exercer des activités de toutes sortes sur terre comme en mer. A ce propos, les instructions royales du 23 août 1745 au colonel Juan de Vera sont particulièrement instructives (*ibid.*, p. 385). En outre, les instructions pouvaient autoriser l'exercice de compétences au-delà de la zone des 6 milles, comme le Nicaragua lui-même le reconnaît implicitement dans le passage suivant de sa réplique :

«[L]es ordres donnés par le monarque à ces capitaines généraux et autres représentants de combattre les actes de piraterie, les corsaires et la contrebande dans une zone géographique plus ou moins définie ne sauraient en aucun cas être assimilés à des actes d'attribution d'une compétence territoriale sur la haute mer.» (RN, p. 66, par. 4.61.)

99. Ainsi, dans un même espace, qu'il soit terrestre ou maritime, coexistaient plusieurs juridictions, chaque titulaire exerçant l'activité ou la fonction qui lui était dévolue par la législation générale ou les instructions particulières du monarque. Les conflits de juridictions étaient fréquents. Ils étaient résolus par l'autorité supérieure et, en dernière instance, par le roi lui-même.

*

100. Finalement, le Nicaragua s'est rabattu sur l'indivision des eaux de l'espace maritime des 6 milles de la mer territoriale. Il l'a fait dans les termes suivants :

«[L]a seule chose que l'on puisse dire est que, à la date de l'indépendance, une souveraineté conjointe des républiques riveraines se produisit sur les eaux de la Couronne [espagnole] ... et perdue tant que l'on ne procédera pas à une délimitation des espaces correspondant à chacune d'elles.» (CR 2007/3, p. 35, par. 82.)

Cela équivaut à admettre qu'il y a bel et bien eu succession de la République du Nicaragua et de la République du Honduras aux 6 milles d'eaux territoriales de la période coloniale au large du cap Gracias a Dios en vertu du principe de *l'uti possidetis juris*, sans préjudice du partage entre les Parties de ces eaux qui, d'après le Nicaragua, restait à effectuer.

101. Disons à ce propos que, dans la zone de mer territoriale à délimiter entre les côtes continentales des Parties dans la présente affaire, les circonstances juridiques et de géographie physique et politique ne sont

mander-General of Nicaragua and Commander-General of the territory comprised from Cape Gracias a Dios until the River Chagres” (*I.C.J. Pleadings, Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua, Vol. I, p. 379)*) concerned the ongoing war situation, the security and defence of the coasts and the suppression of illicit trade.

98. Furthermore, a captain-general of a captaincy or a governor of a province could be called upon at any time to perform activities of all kinds both on land and at sea. In this respect, the royal directives of 23 August 1745 to Colonel Juan de Vera are particularly instructive (*ibid.*, p. 385). Moreover, the directives could authorize the exercise of power beyond the 6-mile area, as Nicaragua implicitly acknowledged in the following passage of its Reply:

“[T]he Monarch’s orders to his Captains General and other authorities to oppose piracy, the corsairs and trade in contraband in a more or less defined geographical area, by no means can be confused with acts of attribution of territorial jurisdiction on the high seas.” (RN, p. 66, para. 4.61.)

99. Thus within a given area, be it on land or at sea, several jurisdictions co-existed, with each such holder exercising the functions or activity that had been entrusted to him by general legislation or the specific instructions of the monarch. Conflicts of jurisdictions were frequent. They were settled by the higher authority and, in the last resort, by the monarch himself.

*

100. Nicaragua finally fell back on the non-division of the 6-mile maritime area of the territorial sea from the colonial period. It did so in the following terms:

“[t]he only thing that can be said is that, at the date of independence, a joint sovereignty of the riparian republics arose over the waters of the Spanish Crown . . . and persists until such time as the areas corresponding to each of them are delimited” (CR 2007/3, p. 35, para. 82).

This amounts to acknowledging that the Republic of Nicaragua and the Republic of Honduras did indeed succeed to the 6 miles of territorial waters from the colonial period off Cape Gracias a Dios under the principle of *uti possidetis juris*, without prejudice to the division between the Parties of those waters, which, according to Nicaragua, had yet to be made.

101. Let us point out, in this respect, that in the area of territorial sea to be delimited between the mainland coasts of the Parties to the present case, the legal circumstances and the circumstances of physical and politi-

pas celles du golfe de Fonseca. L'indivision, sans plus, ne signifie pas que l'on soit devant une situation de souveraineté conjointe. Pour cela, il faut encore que les eaux indivisées en question se trouvent placées *dans une situation ou une structure de communauté qui n'existe pas en l'espèce*. La Chambre de 1992 a été très claire à cet égard (*Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))*, arrêt, *C.I.J. Recueil 1992*, p. 599, par. 401).

*

102. Les conclusions des avis d'experts soumis par le Honduras m'ont conforté dans ma conviction — fondée sur l'ensemble de la documentation de l'affaire — que la ligne du 15° parallèle nord (c'est-à-dire la projection en mer du parallèle correspondant environ au cap Gracias a Dios) était — au moins au cours du XVIII^e siècle — la ligne de division entre les juridictions de l'une et de l'autre province coloniale considérée, y compris pour les 6 milles d'eaux territoriales de l'époque (décret royal du 17 décembre 1760).

103. L'état de choses qui existait sur place en 1821 correspondait à l'évidence, cela tombe sous le sens lorsqu'on lit le dossier judiciaire de l'affaire, à *une situation où d'après le principe de droit international de l'uti possidetis juris la ligne du parallèle passant par le cap Gracias a Dios faisait fonction de ligne de partage pour la zone des 6 milles des anciennes eaux territoriales de l'époque coloniale entre les nouvelles républiques dans la mer de Caraïbes*.

104. Les parties le savaient bien en 1821, comme le prouve la note diplomatique de 1844 (paragraphe 47 de la présente opinion), et la sentence arbitrale de 1906 le leur confirma. Il est vrai qu'aucune des Parties n'a soumis à la Cour des documents ou des cartes espagnoles concernant le tracé d'une ligne de division de la zone des 6 milles le long du 15° parallèle, mais les deux parties ont, dès le lendemain de l'indépendance, agi comme si une telle division maritime existait véritablement entre les deux provinces à l'époque coloniale.

105. Ce constat confirmé, il n'y a plus lieu de procéder à d'autres recherches. La conduite des Parties est désormais l'expression authentique de l'*uti possidetis juris* de 1821. Comme la Chambre de la Cour de 1992 l'a déclaré, si l'*uti possidetis juris* est susceptible d'être interprété par un traité ou par la décision d'un juge ou arbitre international, on voit mal pourquoi il ne pourrait pas l'être par le biais d'un acquiescement ou d'une reconnaissance des Parties (*C.I.J. Recueil 1992*, p. 401, par. 67).

106. Finalement, l'arrêt semble ne pas se soucier du tout du fait que l'*uti possidetis juris* est un principe d'application automatique (*C.I.J. Recueil 1992*, p. 565, par. 345). Lors de l'indépendance, les limites des divisions administratives coloniales, terrestres ou maritimes en cause sont transformées en frontières internationales «*by operation of the law*». Aucun acte de volonté complémentaire n'est nécessaire.

107. En outre, depuis la démarcation effectuée en 1962 par la commis-

cal geography are not those obtaining in the Gulf of Fonseca. “Non-division”, purely as such, does not mean that we are dealing with a situation of joint sovereignty. For that, the undivided waters would have to be *in a situation or state of community, which does not exist in the present case*. The Chamber was very clear on that point in 1992 (*Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)*, *Judgment, I.C.J. Reports 1992*, p. 599, para. 401).

*

102. The conclusions of the expert opinions submitted by Honduras have strengthened my conviction — based on all the documentation in the case — that the line of the 15th parallel North (i.e., the continuation out to sea of the parallel roughly corresponding to Cape Gracias a Dios) was — at least during the eighteenth century — the dividing line between the jurisdictions of the two Spanish colonial provinces in question, including the 6 miles of territorial waters of the period (Royal Decree of 17 December 1760).

103. If one examines all the points of law in the case, it stands to reason that the situation obtaining in 1821 was one in which, *according to the uti possidetis juris principle of international law, the line of the parallel running through Cape Gracias a Dios acted as a dividing line between the new republics as regards the 6-mile area of territorial waters in the Caribbean Sea from the former colonial period*.

104. The Parties knew this well in 1821, as is shown by the diplomatic Note of 1844 (paragraph 47 above), and it was confirmed for them by the 1906 Arbitral Award. It is true that neither of the Parties filed Spanish documents or maps with the Court concerning the path of a dividing line of the 6-mile area along the 15th parallel, but both Parties acted, immediately after independence, as if such a maritime division genuinely existed between the two provinces of the colonial era.

105. Having confirmed this conclusion, there is no reason to look any further. The conduct of the Parties from then on has constituted an authentic expression of the *uti possidetis juris* of 1821. As the Chamber of the Court declared in 1992, if the *uti possidetis juris* can be interpreted by international adjudication and by treaty, there seems no reason why it should not be by way of acquiescence or recognition by the Parties (*I.C.J. Reports 1992*, p. 401, para. 67).

106. Finally, the Judgment does not seem to take the slightest note of the fact that *uti possidetis juris* is a principle which automatically applies (*I.C.J. Reports 1992*, p. 565, para. 345). On independence, the colonial administrative divisions in question on land or at sea are transformed into international boundaries “by the operation of the law”. No additional deliberate act is required.

107. Furthermore, since the demarcation carried out in 1962 by the

sion mixte (OEA), les Parties savent aussi que le point terminal de la frontière terrestre résultant de l'*uti possidetis juris* se trouve dans le chenal principal de l'embouchure du fleuve Coco dans la mer, à proximité du cap Gracias a Dios, par exactement 14° 59,8' de latitude nord (14° 59' 48" de latitude nord) et 83° 08,9' de longitude ouest (83° 08' 54" de longitude ouest), ce chenal principal étant « *easterly oriented* » (voir rapport et carte de la commission mixte), c'est-à-dire dans la direction vers le large du 15° parallèle de latitude nord environ.

*

108. Mais l'arrêt est d'un avis différent de celui de l'auteur de la présente opinion. En effet, au paragraphe 232, la Cour exige davantage de la part du Honduras sur le plan de la preuve. Pour la Cour, le Honduras aurait dû démontrer que la frontière maritime devrait suivre le 15° parallèle à partir du cap Gracias a Dios et produire la preuve que la puissance coloniale avait utilisé *dans ce cas particulier* les parallèles et les méridiens.

109. Or, ce standard est trop strict s'agissant d'apprécier une situation d'*uti possidetis juris* concernant deux États qui, en 1821, avaient une même lecture de ce principe pour l'espace maritime concerné. Cela me confirme dans ma critique de l'arrêt pour avoir opté pour une méthode un peu trop mécanique et « ahistorique » dans l'appréciation de la preuve de faits relevant de l'application du principe de l'*uti possidetis juris*.

110. En conséquence de cette conclusion, l'arrêt considère que le Honduras n'est pas en possession d'un « titre historique » pouvant être invoqué en relation avec l'interprétation et l'application de l'article 15 de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer aux fins de la délimitation de la mer territoriale continentale dans la présente affaire. Il va sans dire que, sur la base des considérations qui précèdent, je suis d'un avis contraire à cette conclusion de la Cour. En fait, c'est la première raison de mon vote contre les alinéas 2) et 3) du dispositif de l'arrêt.

C. La délimitation ex novo des zones maritimes effectuée par l'arrêt

1. Les revendications maritimes des Parties et la question de la définition de la « zone en litige »

111. Dans la présente affaire, les Parties ont adopté des approches fondamentalement différentes quant à la délimitation de leur « frontière maritime unique » dans la mer des Caraïbes. Le Nicaragua affirme qu'il n'existe pas de frontière maritime et prie la Cour de tracer une ligne frontière. Le Honduras, pour sa part, soutient qu'il existe actuellement une ligne frontière maritime traditionnelle acceptée le long du 15° parallèle et prie la Cour de confirmer en conséquence ladite ligne frontière. Ces positions de principe inspirent les exposés écrits et les plaidoiries respectives de l'une et de l'autre Partie ainsi que les termes de leurs conclusions finales.

OAS Mixed Commission, the Parties have been aware that the endpoint of the land boundary resulting from the *uti possidetis juris* is situated in the main channel of the mouth of the River Coco where it meets the sea, in the vicinity of Cape Gracias a Dios, at exactly 14° 59.8' N (14° 59' 48" N) and 83° 08.9' W (83° 08' 54" W), this main channel being "easterly oriented" (see the Mixed Commission's report and map), i.e. running towards the sea at around the 15th parallel North.

*

108. However, the Judgment takes a different view from that of the author of this opinion. Indeed, in paragraph 232, the Court demands more in terms of evidence from Honduras. In the Court's view, Honduras ought to have shown that the maritime boundary should follow the 15th parallel from Cape Gracias a Dios, and produced evidence that the colonial Power had used parallels and meridians *in this particular case*.

109. But such a standard is too demanding in terms of assessing an *uti possidetis juris* situation concerning two States which, in 1821, had the same understanding of that principle as regards the maritime area concerned. This bears out my criticism of the Judgment for opting for a rather too mechanical and "unhistorical" approach in its assessment of the evidence regarding application of the *uti possidetis juris* principle.

110. As a consequence of this finding, the Judgment holds that Honduras does not possess a "historic title" which could be invoked in relation to the interpretation and application of Article 15 of the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea for the purposes of delimitation of the mainland territorial sea in the present case. It goes without saying, on the basis of the above considerations, that I hold a contrary view to this finding by the Court. Indeed, that is the first reason for my vote against subparagraphs (2) and (3) of the operative clause.

C. The Ex Novo Delimitation of Maritime Areas Effected by the Judgment

1. The Parties' maritime claims and the question of defining the "area in dispute"

111. In the present case, the Parties have adopted fundamentally different approaches towards the delimitation of their "single maritime boundary" in the Caribbean Sea. Nicaragua contends that there is no existing maritime boundary and requests the Court to draw a boundary line. As for Honduras, it maintains that an accepted traditional maritime boundary line already exists along the 15th parallel and asks the Court to confirm that boundary line accordingly. These positions of principle have governed the respective written and oral pleadings of the two Parties and also the terms of their final submissions.

112. Ainsi, le Nicaragua prie la Cour de dire et juger que

«[l]a bissectrice des lignes représentant les façades côtières des deux Parties, telle que présentée dans les écritures et à l'audience, et tracée à partir d'un point fixe situé à 3 milles environ de l'embouchure du fleuve par 15° 02' 00" de latitude nord et 83° 05' 26" de longitude ouest, constitue la frontière maritime unique aux fins de la délimitation des zones en litige de la mer territoriale, de la zone économique exclusive et du plateau continental dans la région du seuil nicaraguayen».

113. Le Honduras, pour sa part, prie la Cour de dire et juger que,

«[à] l'est du point situé par 14° 59,8' de latitude nord et 83° 05,8' de longitude ouest, la frontière maritime unique séparant les mers territoriales, zones économiques exclusives et plateaux continentaux respectifs du Honduras et du Nicaragua suit le parallèle 14° 59,8' de latitude nord, c'est-à-dire la frontière maritime actuelle, ou suit une ligne d'équidistance ajustée, jusqu'à atteindre la juridiction d'un Etat tiers».

114. Pour la délimitation, une première conséquence de ces revendications des Parties est que la «zone en litige» qu'elles définissent ne correspond pas avec l'«aire» où la délimitation maritime doit être effectuée compte tenu de la géographie côtière concernée par la délimitation. En effet, la ligne bissectrice revendiquée par le Nicaragua sur la base de la totalité des façades maritimes de l'une ou de l'autre Partie, la ligne du 15° parallèle de latitude nord revendiquée par le Honduras et par exemple aux fins de l'argument le 80° méridien de longitude ouest dessinent une «zone en litige» en forme de triangle qui est tout à fait artificielle en ce sens qu'elle se trouve déconnectée de la réalité des circonstances géographiques, juridiques ou historiques d'une affaire relative à la délimitation des espaces maritimes se trouvant situés au nord et au sud de l'embouchure dans la mer du fleuve Coco au cap Gracias a Dios.

115. La majorité de la Cour semble présupposer qu'un partage égal, ou presque, du triangle ci-dessus constituerait, dans les circonstances de l'espèce, un résultat équitable. Je ne le pense pas. Il est vrai que le ratio entre les zones du triangle ci-dessus attribuées au Nicaragua et celles attribuées au Honduras est d'environ 3:4 (1:1,3) en faveur du Honduras (dont une extension importante en qualité de mer territoriale à cause des îles). Mais l'on ne saurait négliger le fait que, si la bissectrice revendiquée par le Nicaragua visait, certes, à étayer son ambition politique relativement récente (1994-1995) d'aller au-delà du 82° méridien et d'atteindre le 17° parallèle au voisinage du banc de Rosalinda, il lui manquait la crédibilité juridique car la bissectrice en question était fondée 1) sur l'ensemble de façades maritimes de l'un et de l'autre Etat indépendamment de leur rapport avec l'aire de la délimitation et, en outre, 2) ces façades côtières étaient remplacées par des lignes droites sans relation avec la géographie physique de la côte.

112. Thus Nicaragua requests the Court to adjudge and declare that:

“[t]he bisector of the lines representing the coastal fronts of the two Parties as described in the pleadings, drawn from a fixed point approximately 3 miles from the river mouth in the position 15° 02' 00" N and 83° 05' 26" W, constitutes the single maritime boundary for the purposes of the delimitation of the disputed areas of the territorial sea, exclusive economic zone and continental shelf in the region of the Nicaraguan Rise”.

113. Honduras, for its part, requests the Court to adjudge and declare that:

“[east] of the point at 14° 59.8' N latitude, 83° 05.8' W longitude, the single maritime boundary which divides the respective territorial seas, exclusive economic zones and continental shelves of Honduras and Nicaragua follows 14° 59.8' N latitude, as the existing maritime boundary, or an adjusted equidistance line, until the jurisdiction of a third State is reached”.

114. For the delimitation, one initial consequence of these claims by the Parties is that the “area in dispute” as defined by them does not correspond to the “area” in which the maritime delimitation must be effected, taking account of the coastal geography concerned by the delimitation. The bisector line claimed by Nicaragua on the basis of the entire coastal fronts of both Parties, the line of the 15th parallel North claimed by Honduras and, for the purposes of the argument, the 80th meridian West form a triangular “area in dispute” which is an entirely artificial one in the sense that it is divorced from the reality of the geographical, legal and historical circumstances of a case which concerns the delimitation of maritime areas situated north and south of the mouth of the River Coco close to Cape Gracias a Dios.

115. The majority of the Court appears to presuppose that an equal or almost equal sharing of the above triangle would represent, in the present circumstances, an equitable outcome. I do not agree. It is true that the ratio between the areas of the triangle attributed to Nicaragua and those attributed to Honduras is approximately 3:4 (1: 1.3) in favour of Honduras (including a significant extension in terms of territorial sea because of the islands). However, we cannot ignore the fact that, while the bisector claimed by Nicaragua was certainly designed to back up its relatively recent political ambitions (1994-1995) to go beyond the 82nd meridian and reach the 17th parallel near Rosalinda Bank, it lacked any legal credibility, since the bisector in question was based on: (1) all the coastal fronts of both States regardless of their relationship with the area of delimitation and, moreover, (2) those fronts were replaced by straight lines which bore no relation to the physical geography of the coast.

116. Le demandeur, le Nicaragua, a procédé en invoquant en faveur de sa bissectrice l'équité ou des principes équitables en rapport avec la délimitation du plateau continental et de la zone économique exclusive, tout en laissant dans l'arrière-plan les singularités de la délimitation de la mer territoriale. Pour sa part, le Honduras a défendu la ligne maritime traditionnelle le long du 15^e parallèle comme frontière entre le cap Gracias a Dios et le 82^e méridien pour les trois zones maritimes en litige.

117. Pour la définition de la «zone en litige», la ligne bissectrice revendiquée par le demandeur constitue un artifice source en l'espèce d'une distorsion, d'un effet inéquitable. L'arrêt ne corrige pas cet effet. Il ne décourage donc pas cette sorte de revendications des Etats. Il convient d'ajouter que la position principale du défendeur n'a pas aidé non plus à rétablir dans un premier moment une définition plus équilibrée de la «zone en litige» en ce qui concerne la limite sud de ladite zone (la conclusion alternative hondurienne d'une ligne d'équidistance ajustée fut soumise à l'audience). Ainsi, les lignes demandées, au premier chef, par les Parties ont eu pour conséquence que la zone de chevauchement de leurs revendications respectives est située au nord du 15^e parallèle.

2. Le droit applicable à la délimitation maritime

118. Le Honduras (5 octobre 1993) et le Nicaragua (3 mai 2000) étant devenus parties à la convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, la convention est maintenant en vigueur entre les Parties. Les articles pertinents de la convention sont donc applicables en tant que droit conventionnel dans le présent différend tel que le déclare très correctement l'arrêt (par. 261). Cependant, le poids des traditions étant ce qu'il est, l'économie de l'arrêt dans son ensemble s'inspire davantage de la jurisprudence que du texte de la convention. Par exemple, il est difficilement explicable, en vue des problèmes géomorphologiques posés par l'embouchure du fleuve Coco, que l'arrêt garde le silence sur les articles 7, alinéa 2, et 9 de la convention. En revanche, les citations de la jurisprudence sont abondantes au détriment souvent de la singularité de la délimitation de la mer territoriale.

3. Zones à délimiter et méthodologie adoptée par l'arrêt: l'abandon de l'équidistance et de la délimitation par étapes en faveur de la méthode de la bissectrice

119. Dans le paragraphe 262, l'arrêt se penche sur les diverses zones maritimes à délimiter par la Cour par une frontière maritime unique et arrive à certaines conclusions sur la méthodologie à appliquer aux fins de la délimitation. L'arrêt reconnaît: 1) que, dans les parties occidentales de la zone à délimiter, les côtes continentales des Parties sont adjacentes et que sur une certaine distance la frontière délimitera *exclusivement leurs mers territoriales*; 2) que les quatre îles en litige au nord du 15^e parallèle attribuées par l'arrêt au Honduras ainsi qu'Edinburgh Cay, la caye nica-

116. To support its bisector line the Applicant, Nicaragua, chose to invoke equity or equitable principles relating to the delimitation of the continental shelf and the exclusive economic zone, while leaving the particularities of the delimitation of the territorial sea in the background. Honduras, for its part, defended the traditional maritime line along the 15th parallel between Cape Gracias a Dios and the 82nd meridian as the boundary for the three areas in dispute.

117. In defining the “area in dispute”, the bisector line claimed by the Applicant is a device that creates a distortion and an inequitable outcome in this case. The Judgment does not correct this effect. It therefore does not discourage this sort of claim by States. It should be added that the Respondent’s main position did not initially help to restore a more balanced definition of the “area in dispute” as regards its southern limit (Honduras’s alternative submission of an adjusted equidistance line was presented at the hearings). Consequently, the lines principally claimed by the Parties resulted in the area in which their respective claims overlap being situated north of the 15th parallel.

2. The law applicable to maritime delimitation

118. Honduras (5 October 1993) and Nicaragua (3 May 2000) having become parties to the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea, the Convention is now in force between the Parties. The relevant articles of the Convention are therefore applicable as treaty law in the present dispute, as is very rightly indicated by the Judgment (para. 261). However, the weight of tradition being what it is, the overall structure of the Judgment is based more on the case law than on the text of the Convention. For example, it is difficult to explain, given the geomorphological problems raised by the mouth of the River Coco, why there is no mention in the Judgment of Articles 7 (2) and 9 of the Convention. In contrast, the references to case law are numerous, often to the detriment of the particular nature of delimitation of the territorial sea.

3. Areas to be delimited and the methodology adopted by the Judgment: the abandonment of equidistance and delimitation in stages in favour of the bisector method

119. In paragraph 262, the Judgment addresses the various maritime areas to be delimited by the Court by means of a single maritime boundary and comes to certain conclusions on the methodology to be used in the delimitation. The Judgment acknowledges (1) that in the western part of the area to be delimited, the Parties’ mainland coasts are adjacent and that, for some distance, the boundary will *delimit exclusively their territorial seas*; (2) that the four islands in dispute north of the 15th parallel, attributed by the Judgment to Honduras, and Edinburgh Cay, the Nica-

raguayenne située au sud du 15° parallèle, peuvent engendrer leur propre mer territoriale pour l'Etat côtier. Il précise également que ni l'une ni l'autre Partie n'a revendiqué pour ces îles de zone maritime au-delà de la mer territoriale.

120. Je suis d'accord avec ces précisions, mais le suis beaucoup moins avec les conclusions de l'arrêt sur la méthodologie à suivre pour déterminer le tracé de la frontière maritime unique, certes non sur le plan des principes, mais sur leur application en l'espèce. Ainsi, j'admets parfaitement que, pour s'acquitter de sa tâche, la Cour doit appliquer d'abord et avant tout les règles qui ont trait à la délimitation de la mer territoriale, sans oublier que sa tâche ultime consiste à tracer une limite maritime unique qui soit valable aussi à d'autres fins.

121. Mais là n'est pas ce que fait l'arrêt. En effet, celui-ci va écarter d'emblée la méthode de l'équidistance spécifiquement et expressément mentionnée à l'article 15 (délimitation de la mer territoriale) de la convention sur le droit de la mer de 1982 en invoquant l'existence de «circonstances spéciales» pour se placer, ensuite, dans le cadre des règles de la convention relatives à la délimitation de la zone économique exclusive (art. 74) et du plateau continental (art. 83) — lesquelles n'imposent au juge, en l'absence d'accord entre les parties, que la condition de procéder «conformément au droit international tel qu'il est visé à l'article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice, afin d'aboutir à une solution équitable» —, voire même dans le cadre de la règle coutumière dite «des principes équitables et des circonstances pertinentes» (arrêt, par. 271).

122. Par conséquent, les efforts déployés ces dernières années pour rendre plus objectives les décisions judiciaires relatives à des délimitations maritimes moyennant le tracé, dans une première étape, d'une ligne d'équidistance provisoire, quitte, dans un deuxième temps, à l'ajuster à la lumière de «circonstances spéciales» ou de «circonstances pertinentes», se trouvent écartés. L'on revient donc à l'idée que chaque délimitation est un *unicum*, c'est-à-dire que l'on retombe dans le pragmatisme et la subjectivité.

123. Le moins que l'on puisse dire est que l'arrêt ne place pas la méthode de l'équidistance au cœur de la démarche qu'il convient de suivre dans la présente affaire pour le tracé d'une frontière maritime unique, sauf en ce qui concerne le segment délimitant la mer territoriale des îles. Selon l'arrêt, une série de difficultés empêchait la Cour de définir des points de base et de construire une ligne d'équidistance provisoire pour établir la frontière maritime unique délimitant les espaces maritimes au large des côtes continentales des Parties (arrêt, par. 280). Voyons quelles sont ces «difficultés».

124. En premier lieu, l'arrêt rappelle que ni l'une ni l'autre des Parties ne fait valoir à «titre principal» qu'une ligne d'équidistance provisoire constituerait la méthode de délimitation la plus indiquée, pour reconnaître ensuite qu'en effet le Honduras a présenté à l'issue de ses plaidoiries

raguan cay south of the 15th parallel, are entitled to generate their own territorial seas for the coastal States. It also indicates that, as regards these islands, no claim has been made by either Party for maritime areas other than the territorial sea.

120. I accept those clarifications, but what I find considerably less acceptable are the findings of the Judgment as regards the methodology to be used in order to determine the course of the single maritime boundary, not, it is true, in terms of the principles, but as regards their application in the present case. Thus I readily admit that the Court, in order to perform the task at hand, must first and foremost apply the rules on delimitation of the territorial sea, without forgetting that the ultimate task is to draw a single maritime boundary that will also be valid for other purposes.

121. However, the Judgment does not do this. In fact, what it does is to reject out of hand the equidistance method that is specifically and expressly referred to in Article 15 (Delimitation of the territorial sea) of the 1982 Convention on the Law of the Sea, relying on the existence of “special circumstances” in order to consider the issue thereafter in terms of the Convention’s rules on delimitation of the exclusive economic zone (Art. 74) and the continental shelf (Art. 83) — which, where no agreement exists between the Parties, only oblige the Court to apply such delimitation “on the basis of international law, as referred to in Article 38 of the Statute of the International Court of Justice, in order to achieve an equitable solution” — and indeed in terms of the customary rule which it calls the “equitable principles/relevant circumstances method” (para. 271 of the Judgment).

122. Consequently, the efforts of recent years to make judicial decisions on maritime delimitations more objective by firstly drawing a provisional equidistance line, even if this subsequently has to be adjusted in the light of “special” or “relevant” circumstances, have thus been set aside. There is thus a return to the idea of *sui generis* solutions for each delimitation, in other words a relapse into pragmatism and subjectivity.

123. The least that can be said is that the Judgment does not put the equidistance method at the centre of the approach to be followed in the present case for the course of the single maritime boundary, except for the segment delimiting the territorial seas of the islands. According to the Judgment, a series of difficulties made it impossible for the Court to identify base points and construct a provisional equidistance line for the single maritime boundary delimiting maritime areas off the Parties’ mainland coasts (para. 280). Let us see what these “difficulties” are.

124. First, the Judgment recalls that neither Party has as its main argument a call for a provisional equidistance line as the most suitable method of delimitation, before subsequently acknowledging that, at the end of its oral argument, Honduras presented a provisional equidistance

une ligne d'équidistance provisoire comme «solution de rechange» par rapport à sa ligne de prédilection qui est le 15^e parallèle. Il s'agit d'une ligne (d'azimut 78° 48' environ) tracée à partir de deux points de base situés sur la laisse de basse mer du point apparaissant, d'après une photographie satellite récente, comme le plus oriental des côtes continentales hondurienne et nicaraguayenne au cap Gracias a Dios. Cette ligne était ajustée par le Honduras pour tenir compte de la mer territoriale de 12 milles des cayes situées au nord et au sud du 15^e parallèle (voir arrêt, par. 276).

125. La position des Parties sur la méthode de l'équidistance est loin d'être la même. L'une des Parties, le Honduras, a présenté comme l'on vient de le dire une ligne d'équidistance provisoire tracée à partir de deux points de base situés sur les côtes continentales de l'une et de l'autre des Parties et a en outre demandé à la Cour dans ses conclusions finales, à titre alternatif à la ligne du 15^e parallèle, *une ligne d'équidistance ajustée*. Le Nicaragua en revanche a soutenu tout au long de la procédure, ainsi que dans ses conclusions finales, que la présente affaire n'était pas de celles dans lesquelles la méthode de l'équidistance et des circonstances spéciales ou pertinentes serait appropriée aux fins de la délimitation à effectuer, à cause, selon lui, de l'instabilité de l'embouchure du fleuve Coco. Pour le Nicaragua, la Cour doit construire *l'ensemble de la frontière maritime unique à partir de la bissectrice* de l'angle formé par deux lignes représentant l'ensemble de la façade côtière des Parties (d'azimut 52° 45' 21").

126. L'arrêt passe ensuite en revue les difficultés d'ordres géographique et géologique signalées par les Parties. A cet égard, il est souligné que le cap Gracias a Dios, où prend fin la frontière terrestre, est une projection territoriale très convexe touchant à un littoral concave de part et d'autre, au nord et au sud-ouest. Dans une telle configuration géographique, les deux points de base à situer sur l'une et l'autre rive du fleuve Coco auraient, d'après l'arrêt, une importance critique dans le tracé de la ligne d'équidistance et, étant très proches l'un de l'autre, une erreur quelconque dans leur emplacement s'amplifierait tout au long de la ligne d'équidistance, en particulier à mesure que celle-ci s'éloignerait vers le large. Par ailleurs, les sédiments charriés et déposés en mer par le fleuve Coco confèreraient un morphodynamisme marqué à son delta, *ainsi qu'au littoral au nord et au sud du cap*. Et l'arrêt de conclure que l'accrétion continue du cap risque de rendre arbitraire et déraisonnable, dans un avenir proche, toute ligne d'équidistance qui serait tracée aujourd'hui (arrêt, par. 277).

127. Enfin, l'arrêt ajoute que les Parties elles-mêmes n'ont revendiqué ou accepté aucun point de base viable au cap Gracias à Dios et qu'il subsiste, apparemment, encore entre les Parties des divergences quant à l'interprétation et à l'application de la sentence arbitrale rendue en 1906 par le roi d'Espagne au sujet de la souveraineté sur les îlots formés près de l'embouchure du fleuve Coco et de l'établissement du point extrême limitrophe commun sur la côte atlantique (arrêt, par. 278 et 279).

line as an “alternative solution” to its favoured one of using the 15th parallel. This line (with an azimuth of approximately $78^{\circ}48'$) is drawn from a pair of base points fixed at the low-water line of the apparent easternmost endpoint of the mainland Honduran and Nicaraguan coasts at Cape Gracias a Dios, as identified from a recent satellite photograph. The line was adjusted by Honduras to take account of the 12-mile territorial seas of the cays lying north and south of the 15th parallel (see para. 276 of the Judgment).

125. The Parties’ positions regarding the equidistance method differ considerably. One of the Parties, Honduras, as we have just indicated, put forward a provisional equidistance line drawn from two base points, situated on the mainland coasts of one and the other of the Parties, and also asked the Court in its final submissions, as an alternative to the line of the 15th parallel, for *an adjusted equidistance line*. Nicaragua, on the other hand, maintained throughout the proceedings and in its final submissions that the method of equidistance and special or relevant circumstances would not be appropriate for the purposes of delimitation in the present case because, it contended, of the instability of the mouth of the River Coco. For Nicaragua, the Court has to construct *the whole of the single maritime boundary on the basis of the bisector* of the angle formed by two straight lines representing the entire coastal front of both Parties (azimuth $52^{\circ}45'21''$).

126. The Judgment then considers the difficulties of a geographical and geological nature indicated by the Parties. In this respect, it is emphasized that Cape Gracias a Dios, where the land boundary ends, is a sharply convex territorial projection abutting a concave coastline on either side to the north and south-west. In such a geographical configuration, the pair of base points to be located on either bank of the River Coco would, according to the Judgment, assume considerable dominance in constructing an equidistance line and, given their close proximity to each other, any error in situating them would become disproportionately magnified in the resulting equidistance line, especially as it travelled out from the coast. Moreover, the sediment carried to and deposited at sea by the River Coco is said to have caused its delta, *as well as the coastline north and south of the Cape*, to exhibit a very active morpho-dynamism. And the Judgment concludes that continued accretion at the Cape might render any equidistance line so constructed today arbitrary and unreasonable in the near future (Judgment, para. 277).

127. The Judgment also adds that the Parties themselves have not claimed or accepted any viable base points at Cape Gracias a Dios, and that differences apparently still remain between the Parties as to the interpretation and application of the King of Spain’s 1906 Arbitral Award in respect of sovereignty over the islets formed near the mouth of the River Coco and the establishment of the extreme common boundary point on the coast of the Atlantic (Judgment, paras. 278 and 279).

128. De toutes ces considérations et difficultés signalées dans l'arrêt pour justifier que la Cour s'abstienne en l'espèce de recourir à la méthode de l'équidistance, même dans une première démarche provisoire, les seules qui me semblent éventuellement à retenir en tant que circonstances «spéciales» ou «pertinentes» sont celles qui concernent la configuration géographique du littoral de part et d'autre du cap Gracias a Dios et l'instabilité du delta du fleuve Coco à son embouchure. Il s'agit certainement de deux circonstances de géographie physique à prendre en considération dans l'opération de délimitation à effectuer par la Cour, mais aucune d'elles ne justifie à mon avis l'abandon de la méthode de l'équidistance en faveur d'une méthode comme celle de la bissectrice, laquelle crée des problèmes de droit et d'équité bien plus graves que l'équidistance.

129. Le remède préconisé par la convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 en présence de ce type de circonstances physiques est le recours à la méthode dite des «lignes de base droites» (art. 7 et 9) pour définir les points de base, et non pas une méthode comme celle de la bissectrice, incapable dans les circonstances de l'espèce de sauvegarder le principe de non-empiètement (*non-encroachment*). Lorsqu'en 1969 la Cour écarta la méthode de l'équidistance, elle le fit justement pour éviter que, en raison de la configuration côtière en cause, la ligne d'équidistance n'ampute des zones situées devant la façade maritime de l'autre Etat. Or, dans la présente affaire, c'est le contraire qui arrive. En effet, sur le premier segment de la ligne de délimitation, la méthode de l'équidistance permettrait de sauvegarder le non-empiètement ou la non-amputation de zones situées devant la façade maritime de l'une et l'autre des Parties, alors que, au contraire, la méthode de la bissectrice choisie par l'arrêt se révèle incapable de le faire pour ce qui est du Honduras.

130. Le fondement macrogéographique inhérent à la méthode de la bissectrice fait que cette méthode ne se prête pas à des délimitations à proximité des côtes et, partant, à la délimitation des mers territoriales. Or, dans la présente affaire, le tracé de la frontière maritime unique, *qui commence sur une certaine distance par délimiter exclusivement les mers territoriales des deux Etats*, passe, du fait de l'application de la méthode de la bissectrice, trop près de la côte continentale hondurienne. Ce tracé est par conséquent inéquitable, et il l'est dans une zone maritime où les intérêts de sécurité et de défense ne peuvent que prévaloir sur des considérations économiques. C'est une des raisons pour laquelle je rejette l'application de la méthode de la bissectrice au premier segment de la ligne de délimitation maritime établie par l'arrêt.

131. Et je le fais d'autant plus que je ne suis pas persuadé du tout de «l'impossibilité de construire une ligne d'équidistance à partir du continent» affirmée par l'arrêt (par. 283). Lors de la phase orale, les deux Parties ont présenté des croquis où étaient représentées diverses lignes provisoires d'équidistance. Aujourd'hui, les moyens techniques existent (par exemple, la photographie satellite) pour pouvoir le faire, de même qu'existent les moyens juridiques (lignes de base droites) pour surmonter, éventuellement, les difficultés qui pourraient résulter, pour les points de

128. Of all the considerations and difficulties mentioned in the Judgment in order to justify the Court's decision not to use the equidistance method in the present case, even as an initial provisional measure, the only ones which in my opinion might be upheld are those concerning the geographical configuration of the coastline on either side of Cape Gracias a Dios and the marked instability of the delta of the River Coco at its mouth. These are two elements of physical geography to be taken into account by the Court in the delimitation exercise, but, in my view, neither of them justifies abandoning the equidistance method in favour of one such as the bisector, which creates far more serious problems of law and equity than equidistance.

129. The solution advocated by the 1982 Convention on the Law of the Sea, where physical circumstances of this type are present, is to use the "straight baselines" method to identify the base points (Articles 7 and 9 of the Convention), rather than a method such as the bisector, which is unable in the present circumstances to safeguard the principle of non-encroachment. When the Court ruled out the equidistance method in 1969, it did so precisely in view of the coastal configuration concerned, to avoid the areas situated off the coastal front of the other State from being amputated by the equidistance line. In the present case, the opposite occurs. In fact, over the first segment of the delimitation line, the equidistance method would make it possible to safeguard non-encroachment or ensure non-amputation of the areas situated off the coastal fronts of both Parties, whereas the bisector method selected by the Judgment, on the contrary, proves incapable of doing this as far as Honduras is concerned.

130. The macro-geographic basis underlying the bisector method means that it is not suitable for delimitations in proximity to coastlines and, consequently, for the delimitation of territorial seas. However, in the present case, the line of the single maritime boundary, *which begins by delimiting only the territorial seas of the two States for a certain distance*, passes too close to the mainland coast of Honduras because of the use of the bisector method. This line is therefore inequitable and it is so in a maritime area in which security and defence interests are bound to prevail over economic considerations. That is one of the reasons why I reject the application of the bisector method to the first segment of the line of maritime delimitation established by the Judgment.

131. And I am all the more adamant in my rejection because I am by no means convinced that "*the construction of an equidistance line from the mainland is not feasible*", as asserted by the Judgment (para. 283). During the oral proceedings, both Parties presented sketch-maps which showed various provisional equidistance lines. Today, the technology exists to do this (satellite photography, for example), and the legal means are available (straight base lines) to overcome any difficulties that might arise, for the base points selected, from the instability of the mouth of the

base choisis, de l'instabilité de l'embouchure du fleuve Coco dans un avenir prévisible. Ainsi, je ne considère pas qu'il soit «nécessaire» de s'écarter de la méthode de l'équidistance, pour employer un terme qui figure à l'article 15 de la convention de 1982.

132. Finalement, je ne puis accepter l'argument selon lequel l'existence de seulement deux points de base sur la côte continentale concernée du Honduras et du Nicaragua doit être considérée comme une circonstance de nature à faire écarter la méthode de l'équidistance. Il s'agit de la traduction de la géographie côtière, et nullement d'un facteur d'inéquité. Autrement, la Cour, dans l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale (intervenant))*, n'aurait retenu seulement que deux points de base «comme points d'ancrage terrestre pour la construction de la ligne d'équidistance» (*arrêt, C.I.J. Recueil 2002*, p. 443, par. 292). Dans les espaces maritimes éloignés de la côte, les inéquités éventuelles résultant d'une application de la méthode de l'équidistance peuvent d'ailleurs être corrigées moyennant un ajustement équitable de la ligne provisoire d'équidistance.

4. La bissectrice de l'arrêt et sa construction (façades maritimes)

133. L'arrêt de la Cour n'a retenu aucune des lignes de délimitation demandées par l'une ou l'autre des Parties. En ce qui concerne le Honduras, il écarte la ligne le long du 15^e parallèle ainsi qu'une ligne d'équidistance ajustée. Mais l'arrêt rejette également la bissectrice de l'angle formé par deux lignes représentant l'ensemble de la façade côtière de chaque Etat (d'azimut 52°45'21") demandée par le Nicaragua, ces lignes étant des lignes droites construites par le demandeur moyennant une opération de «rabotage» et de «lissage» de la géographie côtière hondurienne.

134. Toutefois, l'arrêt a choisi de recourir à la méthode de la bissectrice pour définir le tracé de la frontière maritime unique établie par la Cour elle-même. A cet égard, la Cour commence par admettre que le recours à une bissectrice — ligne qui divise en deux parts égales l'angle formé par des lignes représentant la direction générale des côtes — s'est révélé être une méthode de remplacement valable dans certaines circonstances «où il n'est pas possible ou approprié d'utiliser la méthode de l'équidistance» (*arrêt*, par. 287). Il convient de noter que la jurisprudence de la Cour mentionnée à l'appui de cette première conclusion ne concerne pas des affaires où il était question de délimitation de la mer territoriale.

135. L'arrêt se penche ensuite sur les avantages de l'une et de l'autre méthode de délimitation ici considérées pour apprécier la «géographie côtière réelle», concluant que la méthode de la bissectrice tend elle aussi à exprimer les relations côtières pertinentes, mais qu'elle le fait sur la base de la macrogéographie d'un littoral représenté par une droite joignant deux points sur la côte, d'où la nécessité de veiller, en cas de recours à la méthode de la bissectrice, à ne pas «refaire la nature» (*arrêt*, par. 289).

River Coco for the foreseeable future. Thus I do not consider it “necessary”, to use the term included in Article 15 of the 1982 Convention, to abandon the equidistance method.

132. Lastly, I cannot accept the argument that the existence of only two base points on the mainland coasts in question of Honduras and Nicaragua has to be regarded as a circumstance that precludes the equidistance method. It is a reflection of the coastal geography, and not in any way a factor of inequity. Otherwise, in the case concerning the *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)*, the Court would not have selected only two base points as “land-based anchorage points to be used in the construction of the equidistance line” (*Judgment, I.C.J. Reports 2002*, p. 443, para. 292). In the maritime areas a long way from the coast, any possible inequities resulting from the application of the equidistance method could, moreover, be corrected by an equitable adjustment of the provisional equidistance line.

4. *The bisector in the Judgment and its construction (coastal fronts)*

133. The Judgment of the Court has not adopted the delimitation lines requested by either of the Parties. With regard to Honduras, it rejects the line of the 15th parallel as well as an adjusted equidistance line. But the Judgment also rejects the bisector of the angle formed by two lines representing the entire coastal front of each State (azimuth 52° 45' 21") requested by Nicaragua, those lines being straight lines constructed by the Applicant through a process of “planing” or “smoothing” the coastal geography of Honduras.

134. However, the Judgment has chosen to use the bisector method to determine the course of the single maritime boundary established by the Court itself. In this respect, the Court begins by acknowledging that the use of the bisector — the line formed by bisecting the angle created by the linear approximations of coastlines — has proved to be a viable substitute method in certain circumstances “where equidistance is not possible or appropriate” (*Judgment*, para. 287). It should, nevertheless, be noted that the Court’s jurisprudence referred to in support of this first finding does not concern cases in which delimitation of the territorial sea was at issue.

135. The Judgment then turns to the relative advantages of the two delimitation methods under consideration for assessing the “actual coastal geography”, concluding that the bisector method seeks to approximate the relevant coastal relationships, but does so on the basis of the macro-geography of a coastline as represented by a line drawn between two points on the coast, hence the need for care to be taken to avoid “completely refashioning nature” (*Judgment*, para. 289). This part of the Judg-

Ce passage de l'arrêt est un peu trop abstrait. La Cour aurait dû apprécier les vertus de la méthode de la bissectrice par rapport à la « configuration des côtes » réellement concernées dans la présente affaire parce qu'elles donnent sur l'aire où la délimitation doit être effectuée. Car, comme la doctrine n'a pas manqué de le souligner,

« [L]a méthode de la bissectrice n'est concevable que dans le cas où deux lignes côtières nettement dessinées forment entre elles un angle nettement déterminé; sinon elle repose sur des directions côtières reconstituées artificiellement » (Prosper Weil, *Perspectives du droit de la délimitation maritime*, 1988, p. 65).

136. Mais l'arrêt devient plus précis lorsque, après avoir examiné les diverses circonstances invoquées par le Nicaragua pour justifier en l'espèce le recours à la méthode de la bissectrice, y compris le caractère équitable de sa bissectrice, il déclare :

« En l'espèce, la Cour n'est pas convaincue de la pertinence des facteurs en question et ne les juge pas juridiquement décisifs du point de vue de la délimitation à effectuer. *Les éléments clefs à prendre en considération sont plutôt la configuration géographique de la côte et les caractéristiques géomorphologiques de la zone où se trouve le point terminal de la frontière terrestre.* » (Par. 292; les italiques sont de moi.)

137. Ainsi, il y a dans l'arrêt une symétrie totale entre les motifs qui ont conduit la majorité à écarter la méthode de l'équidistance et ceux qui l'ont amenée à adopter la méthode de la bissectrice. Pour ma part, je ne pense pas que doive nécessairement exister entre ces deux méthodes une relation de cause à effet ou qu'une bissectrice soit, en l'espèce, le seul moyen possible pour aboutir à une solution équitable.

138. J'observe plutôt le contraire, car, en termes d'espaces maritimes, la méthode de la bissectrice fait supporter à une seule Partie, le Honduras, la charge d'une situation géographique et morphologique *partagée par les deux Parties, car elle existe tout le long de la côte, aussi bien au nord qu'au sud de l'embouchure du fleuve Coco, ainsi que l'arrêt le reconnaît lui-même.* A cela s'ajoute que l'arrêt ne procède à aucun ajustement équitable de sa ligne bissectrice en faveur du Honduras pour compenser cette charge imposée à lui seul.

139. Les considérations de l'arrêt entourant le choix des *façades maritimes des Parties* aux fins de l'application par la Cour de la méthode de la bissectrice ne font ressortir la prise en compte d'aucun facteur d'équité en faveur du Honduras. Il est vrai que la Cour écarte, on l'a dit, la proposition du Nicaragua selon laquelle la façade côtière irait, pour le Honduras, du cap Gracias a Dios à sa frontière avec le Guatemala et, pour le Nicaragua, du cap Gracias a Dios à sa frontière avec le Costa Rica, parce que l'angle résultant de cette solution (d'azimut 52° 45' 21") « semble bien trop aigu pour qu'une bissectrice y soit tracée ». En fait, la ligne droite allant du cap Gracias a Dios à la frontière avec le Guatemala telle que

ment is a little too abstract. The Court should have assessed the virtues of the bisector method in relation to the actual “coastal configuration” in the present case in order to arrive at the area where the delimitation has to be made. Indeed, as scholarly opinion has not failed to emphasize:

“The bisector method is possible only where two clearly distinguished coastlines form a sharply defined angle; if not, it rests on artificially reconstructed coastal directions.” (Prosper Weil, *Perspectives du droit de la délimitation maritime*, 1988, p. 65; *The Law of Maritime Delimitation — Reflections*, 1989, p. 59.)

136. But the Judgment becomes more concrete when, having examined the various circumstances raised by Nicaragua to justify the use of the bisector method in the present case, including the equitable nature of its bisector, it declares:

“The Court is not persuaded in the present case as to the pertinence of these factors and does not find them legally determinative for the purposes of the delimitation to be effected. *Rather, the key elements are the geographical configuration of the coast, and the geomorphological features of the area where the endpoint of the land boundary is located.*” (Para. 292; emphasis added.)

137. Thus there is in the Judgment a total symmetry between the reasoning which has led the majority to reject the equidistance method and that which has persuaded it to adopt the bisector method. For my part, I do not think that there must necessarily be a cause and effect relationship between these two methods, or that a bisector is the only possible means of achieving an equitable solution in this case.

138. I see just the opposite, since in terms of maritime areas, the bisector method imposes on one Party alone, Honduras, the burden of a geographical and morphological situation *that is shared by both Parties, as it exists along the entire coastline, both north and south of the mouth of the River Coco, as the Judgment itself acknowledges.* Added to that, the Judgment does not make any equitable adjustment of the bisector line in favour of Honduras, to compensate for this burden which Honduras has to bear alone.

139. The considerations of the Judgment regarding the choice of the *Parties’ coastal fronts* for the purposes of the application of the bisector method by the Court do not suggest that any factor of equity in favour of Honduras was taken into account. It is true that the Court dismisses, as we have said, Nicaragua’s proposal that the coastal front should extend for Honduras from Cape Gracias a Dios to the border with Guatemala and for Nicaragua from Cape Gracias a Dios to its border with Costa Rica, because such a proposal would give rise to “an exaggeratedly acute angle to bisect” (azimuth 52° 45’ 21”). In fact, the straight line running from Cape Gracias a Dios to the border with Guatemala as pro-

proposée par le Nicaragua amputait le Honduras d'une portion importante de son territoire au nord de la ligne (arrêt, par. 295). Le rejet de cette ligne n'a donc rien à voir avec l'équité.

La Cour n'a fait que rétablir la géographie côtière réelle du Honduras rabotée dans la proposition du demandeur. En outre, le choix par la majorité de la méthode de la bissectrice a eu l'effet d'élargir les côtes pertinentes aux fins de la délimitation, car pour appliquer ladite méthode il faut utiliser des «façades maritimes» à la place des «points de base». Ainsi, la côte pertinente défendue par le Honduras, à savoir de Cabo Falso à Laguna Wano, a été écartée au profit des façades maritimes plus longues.

140. De même, une façade côtière allant du cap Camarón au Rio Grande créerait aussi, d'après l'arrêt, un déséquilibre, car la totalité de la ligne serait située sur le Honduras continental, empêchant ainsi l'importante masse terrestre hondurienne comprise entre la mer et cette ligne de produire le moindre effet sur la délimitation (par. 297). L'azimut de l'angle de la bissectrice Camarón-Rio Grande est de $64^{\circ} 92'$.

141. Mais la Cour écarte aussi la façade comprise entre Cabo Falso et Punta Gorda, et ce, bien qu'elle fasse incontestablement face, comme c'est admis dans l'arrêt, à la zone en litige. Elle le fait, d'après l'arrêt, parce que sa longueur (quelque 100 kilomètres) ne saurait être suffisante pour constituer la représentation d'une façade côtière à plus de 100 milles marins de la côte, surtout si l'on tient compte de la rapidité avec laquelle la côte hondurienne s'éloigne de la zone à délimiter à partir de Cabo Falso jusqu'à Punta Patuca et au cap Camarón, Cabo Falso marquant d'après le Honduras le point principal d'inflexion de la côte du continent (par. 296).

142. Il faut avoir présent à l'esprit que l'azimut de l'angle de la bissectrice Cabo Falso-Punta Gorda est, tout de même, de $70^{\circ} 54'$. Mais cela n'était pas encore suffisant pour la majorité. Finalement, la Cour s'est arrêtée à une façade côtière hondurienne allant du cap Gracias a Dios jusqu'à Punta Patuca et à une façade côtière nicaraguayenne allant du cap Gracias a Dios jusqu'à Wouhnta, que l'arrêt considère comme suffisamment longues «pour rendre compte correctement de la configuration côtière de la zone en litige» (arrêt, par. 298). La bissectrice de l'angle formé par ces deux façades côtières a un azimut de $70^{\circ} 14' 41,25''$. C'est l'azimut de la bissectrice de l'arrêt.

143. Or, si l'on compare cet azimut de l'arrêt avec celui ($78^{\circ} 48'$ environ) d'une ligne d'équidistance provisoire tracée à partir de points de base situés au nord et au sud de l'embouchure du fleuve Coco, l'on constate que la différence entre les deux azimuts est de plus de 8° . Cela explique beaucoup de choses, y compris mon rejet des deux segments du tracé de la frontière maritime unique basés sur la bissectrice de l'arrêt. Les difficultés géographiques et géomorphologiques invoquées par la Cour ne peuvent pas justifier le choix d'une méthode de délimitation aussi inéquitable pour l'une des Parties. Le résultat de l'application de la méthode de la bissectrice confirme en effet qu'il ne s'agit pas d'un moyen neutre

posed by Nicaragua would cut off a significant portion of Honduran territory falling north of this line (Judgment, para. 295). The rejection of this line therefore has nothing to do with equity.

All the Court has done is to restore the actual coastal geography of Honduras which had been “planed” in the Applicant’s proposal. Furthermore, the choice by the majority of the bisector method has had the effect of extending the relevant coasts for the purposes of the delimitation, since in order to apply that method, “coastal fronts” have to be used instead of “base points”. Hence the relevant coast from Cape Falso to Laguna Wano put forward by Honduras was rejected in favour of longer coastal fronts.

140. Similarly, a coastal front extending from Cape Camarón to the Río Grande would, according to the Judgment, lead to overcompensation because the line would run entirely over the Honduran mainland and thus would deprive the significant Honduran land mass lying between the sea and the line of any effect on the delimitation (para. 297). The azimuth of the angle of the Camarón-Río Grande bisector is $64^{\circ} 92'$.

141. But the Court also rejects the front from Cape Falso to Punta Gorda, even though it indisputably faces the disputed area, as the Judgment itself acknowledges. It does so, according to the Judgment, on the grounds that its length (some 100 kilometres) is not sufficient to reflect a coastal front more than 100 nautical miles out to sea, especially if account is taken of how quickly to the north-west the Honduran coast turns away from the area to be delimited after Cape Falso, as it continues past Punta Patuca and up to Cape Camarón. Cape Falso, according to Honduras, constitutes the major “turn” in its mainland coast (para. 296).

142. It must be borne in mind that the azimuth of the angle of the Cape Falso-Punta Gorda bisector is even so $70^{\circ} 54'$. But that was not yet enough for the majority. Finally, the Court has settled on a Honduran coastal front extending from Cape Gracias a Dios to Punta Patuca and a Nicaraguan front from Cape Gracias a Dios to Wouhnta, which the Judgment considers to be of sufficient length “to account properly for the coastal configuration in the disputed area” (Judgment, para. 298). The bisector of the angle formed by these two coastal fronts has an azimuth of $70^{\circ} 14' 41.25''$. This is the azimuth of the bisector in the Judgment.

143. Yet if we compare this azimuth in the Judgment with that of a provisional equidistance line (approximately $78^{\circ} 48'$) drawn from base points situated north and south of the mouth of the River Coco, we note that the difference between the two azimuths is more than 8° . That explains a great many things, including my rejection of the two segments of the single maritime boundary based on the Judgment’s bisector. The geographical and geomorphological difficulties referred to by the Court cannot justify the choice of a delimitation method that is so inequitable for one of the Parties. The result of the application of the bisector method in fact provides confirmation that it is not a neutral means made

nécessaire pour surmonter des difficultés d'ordre physique communes aux façades maritimes pertinentes de l'une et de l'autre des Parties.

144. Une différence de 8 degrés environ est une différence énorme. Je ne saurais l'accepter comme la solution équitable que préconise la convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, surtout lorsqu'elle vient s'ajouter aux manquements au principe de non-empiétement dans le premier secteur de la délimitation. Selon moi, après les îles, une solution équitable serait une ligne d'équidistance tracée à partir du continent (d'azimut 78° 48' environ) avec, éventuellement, quelques ajustements de cette ligne vers le nord, mais bien au sud de la ligne bissectrice de l'arrêt (70° 14' 41,25").

145. Disons, enfin, que la côte entre Cabo Falso et Punta Patuca est une côte hondurienne orientée vers le nord-est qui n'aboutit pas directement à l'aire ou à la zone à délimiter. J'avais toujours pensé que les côtes concernées par une délimitation constituaient une donnée géographique objective qui ne variait pas en fonction de la méthode de délimitation employée par le juge. Or, dans cet arrêt, ce postulat semble écarté, car les côtes concernées par la présente délimitation s'allongent ou se rétrécissent en fonction de la méthode choisie, voire, même, de l'azimut retenu.

5. Application de l'équidistance à la délimitation autour des îles

146. Ma critique du tracé de la frontière maritime unique par l'arrêt ne concerne que les segments qui suivent la bissectrice retenue par la Cour. Ainsi, elle ne s'applique pas au segment du tracé qui effectue la délimitation autour des îles. Dans ce tronçon de la frontière maritime, la Cour a procédé à une application parfaite des articles 3, 15 et 121 de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, qui constitue le droit en vigueur entre les Parties. La prétention du Nicaragua d'enclaver les îles attribuées au Honduras à l'intérieur d'une mer territoriale de 3 milles seulement est, en conséquence, rejetée par l'arrêt.

147. Chacune des îles concernées — Bobel Cay, Savanna Cay, Port Royal Cay et South Cay pour le Honduras et Edinburgh Cay pour le Nicaragua — se voit reconnaître une mer territoriale large de 12 milles, et la zone de chevauchement de ces mers territoriales du Honduras et du Nicaragua, tant au nord qu'au sud du 15° parallèle, est délimitée par application de la méthode de l'équidistance. La Cour a tracé d'abord une ligne d'équidistance provisoire prenant les coordonnées de ces îles comme points de base de leur mer territoriale, et puis a construit la ligne médiane dans les zones de chevauchement. Enfin, ayant constaté qu'il n'y avait pas de circonstances spéciales justifiant un ajustement, elle a adopté cette ligne provisoire comme ligne de délimitation (par. 304). Le tracé de la ligne se situe en partie au sud du 15° parallèle, car l'existence d'une limite maritime quelconque le long de ce parallèle basée sur l'accord tacite des Parties est écartée par l'arrêt (voir ci-dessus).

necessary in order to overcome the physical problems that are shared by both Parties' relevant coastal fronts.

144. A difference of 8° is a huge disparity. I cannot accept it as the equitable solution advocated by the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea, especially when it is combined with breaches of the principle of non-encroachment in the first sector of delimitation. In my view, beyond the islands, an equitable solution would be an equidistance line drawn from the mainland (azimuth approximately 78° 48'), with possibly some adjustments of the line towards the north, but well to the south of the Judgment's bisector line (70° 14' 41.25").

145. Let it also be noted that the coast between Cape Falso and Punta Patuca is a part of the Honduran coastline oriented towards the north-east, which does not directly adjoin the space or area for delimitation. I had always thought that the coasts concerned by a delimitation constituted an objective geographic fact which did not change according to the delimitation method used by the judge. In this Judgment, however, that assumption seems to have been abandoned, since the coasts concerned by the present delimitation expand and contract depending on the method chosen or even the azimuth selected.

5. Application of equidistance to the delimitation around the islands

146. My criticism of the single maritime boundary line in the Judgment only concerns the segments which follow the bisector selected by the Court. It thus does not apply to the segment of the line which effects the delimitation around the islands. In this section of the maritime boundary, the Court has fully applied Articles 3, 15 and 121 of the United Nations Convention on the Law of the Sea of 1982, which constitutes the law in force between the Parties. Nicaragua's claim that would have enclosed the islands attributed to Honduras within a territorial sea of 3 nautical miles was consequently rejected by the Judgment.

147. Each of the islands concerned — Bobel Cay, Savanna Cay, Port Royal Cay and South Cay for Honduras and Edinburgh Cay for Nicaragua — is accorded a 12-mile territorial sea, and the overlapping areas between these territorial seas of Honduras and Nicaragua, both north and south of the 15th parallel, are delimited by application of the equidistance method. The Court first drew a provisional equidistance line, using the co-ordinates for these islands as the base points for their territorial seas, and then constructed the median line in the overlapping areas. Lastly, having established that there were no special circumstances warranting an adjustment, it adopted this provisional line as the line of delimitation (para. 304). The course of the delimitation line lies partly south of the 15th parallel, as the existence of any kind of maritime boundary along that parallel, based on the tacit agreement of the Parties, is rejected by the Judgment (see above).

6. *La démarcation de la commission mixte de 1962 et le point de départ de la frontière maritime unique*

148. Les deux Parties ont convenu dans leurs écritures que, compte tenu du fait que le cap Gracias a Dios avance vers l'est en raison des dépôts sédimentaires du fleuve Coco, le point de départ de la frontière maritime à effectuer par la Cour doit être situé à 3 milles marins au large de l'embouchure du fleuve Coco. Mais subsistaient entre elles deux points de désaccord: 1) la question de savoir à partir de quel point du fleuve Coco ces 3 milles devaient être mesurés; et 2) celle de savoir dans quelle direction ils devaient l'être. En outre, au cours de la phase orale et dans ses conclusions finales, le Nicaragua a demandé à la Cour de dire et juger que, «[a]insi que l'a établi la sentence du roi d'Espagne de 1906, le point de départ de la délimitation est le thalweg de l'embouchure principale du fleuve Coco, où qu'elle se situe au moment considéré» (arrêt, par. 19).

149. Toutefois, les deux Parties ont laissé à la Cour la tâche de fixer le point de départ de la frontière maritime. Ce point de départ est fixé en mer par l'arrêt à 3 milles du point identifié dans le fleuve Coco par la commission mixte de 1962 comme le voulait le Honduras, mais il est placé dans la direction et l'azimut de la bissectrice comme le voulait le Nicaragua (arrêt, par. 311). Les coordonnées du point de départ ainsi décidé par la Cour sont 15° 00' 52" de latitude nord et 83° 05' 58" de longitude ouest (dispositif, al. 2)).

150. Je suis en désaccord quant à l'emplacement de ce point décidé par l'arrêt car, à mon avis, il aurait dû être un point équidistant des points de base situés au nord et au sud de l'embouchure du fleuve Coco. Le point choisi n'est pas un point neutre par rapport aux revendications principales des Parties. En outre, bien qu'il ne préjuge pas des négociations ci-dessous entre les Parties, il pourrait tout de même les rendre plus complexes.

151. En revanche, j'approuve la décision par laquelle la Cour charge les Parties de convenir du tracé de la ligne de délimitation dans la mer territoriale entre le point terminal de la frontière terrestre établie par la sentence arbitrale de 1906 et le point de départ de la délimitation maritime du présent arrêt, dans le cadre des négociations menées de bonne foi (dispositif, al. 4)).

7. *Le point terminal de la frontière maritime unique, les traités bilatéraux et les Etats tiers*

152. La solution donnée par l'arrêt à la question de la définition du point terminal de la frontière maritime pose des problèmes encore plus sérieux que ceux qui concernent le point de départ. Dans ses écritures, le Nicaragua explique qu'il trace sa bissectrice jusqu'à la zone de fonds marins où se trouve le banc de Rosalinda, là où les prétentions d'Etats tiers entrent en jeu (arrêt, par. 313). Par ailleurs, les conclusions finales du Nicaragua, tout en passant sous silence le point terminal, renvoient

6. *The demarcation by the Mixed Commission of 1962 and the starting-point of the single maritime boundary*

148. The two Parties agreed in their written pleadings that, in view of the continued eastward accretion of Cape Gracias a Dios as a result of alluvial deposits, the starting-point of the maritime boundary to be drawn by the Court should be located 3 nautical miles seaward from the mouth of the River Coco. However, two differences remained between them: (1) from where on the River Coco those 3 miles should be measured; and (2) in what direction. Moreover, during the oral proceedings and in its final submissions, Nicaragua requested the Court to adjudge and declare that “[t]he starting-point of the delimitation is the thalweg of the main mouth of the River Coco such as it may be at any given moment as determined by the Award of the King of Spain of 1906” (Judgment, para. 19).

149. However, the two Parties left the Court the task of establishing the starting-point of the single maritime boundary. This starting-point was set by the Judgment 3 miles out to sea from the point identified in the River Coco by the Mixed Commission in 1962, as Honduras wished, but it has been placed along the azimuth of the bisector, as proposed by Nicaragua (Judgment, para. 311). The co-ordinates of the starting-point thus decided by the Court are 15° 00' 52" of latitude north and 83° 05' 58" of longitude west (subparagraph (2) of the operative clause).

150. I disagree with the location of this point as decided by the Judgment because, in my view, it should have been a point equidistant from the base points situated north and south of the mouth of the River Coco. The point chosen by the majority is not a neutral one in relation to the principal claims of the Parties. Moreover, although it does not prejudice the negotiations between the Parties referred to below, it could nonetheless make these more difficult.

151. In contrast, I endorse the Court's finding that the Parties must negotiate in good faith with a view to agreeing on the course of the delimitation line in the territorial sea between the endpoint of the land boundary as established by the 1906 Arbitral Award and the starting-point of the maritime delimitation in the present Judgment (subparagraph (4) of the operative clause).

7. *The endpoint of the single maritime boundary, bilateral treaties and third States*

152. The solution provided by the Judgment to the question of defining the endpoint of the maritime boundary gives rise to even more serious problems than those concerning the starting-point. In its written pleadings, Nicaragua explains that it draws its bisector up to the area of the seabed occupied by the Rosalinda Bank, in which area the claims of third States come into play (Judgment, para. 313). Further, Nicaragua's final submissions refer to the delimitation of areas “in the region of the Nica-

à la délimitation des zones «dans la région du seuil nicaraguayen» (arrêt, par. 19).

153. Pour sa part, le Honduras indique dans ses écritures que la Colombie, en vertu de différents traités, a des intérêts auxquels une délimitation qui se poursuivrait au-delà du 82° méridien porterait atteinte. Toutes les cartes produites par le Honduras considèrent le 82° méridien comme le point terminal *implicite* de la délimitation, y compris celles qui présentent la ligne d'équidistance provisoire ajustée du Honduras (arrêt, par. 313). Dans sa troisième conclusion finale, le Honduras prie la Cour de tracer la frontière maritime «jusqu'à atteindre la juridiction d'un Etat tiers» (arrêt, par. 19). Or, à la lumière du texte de cette conclusion finale, ainsi que des écritures et des cartes du Honduras, cette expression ne saurait être interprétée comme modifiant la position selon laquelle le point terminal de la délimitation ne saurait se situer au-delà du 82° méridien.

154. Dans les paragraphes 314 à 319 de l'arrêt, la Cour considère les différentes possibilités qui s'offrent à elle en ce qui concerne la question du point terminal de la ligne et examine les éventuels intérêts d'Etats tiers au-delà du 82° méridien, à savoir ceux de la Colombie et de la Jamaïque. La Cour arrive à la conclusion qu'elle ne peut tracer une ligne de délimitation qui couperait la ligne établie par le traité conclu entre la Colombie et la Jamaïque en 1993 au sud du banc Rosalinda, mais peut déclarer que la délimitation maritime entre le Honduras et le Nicaragua s'étend au-delà du 82° méridien sans porter atteinte aux droits de la Colombie en vertu de son traité de 1928 avec le Nicaragua et celui de 1986 avec le Honduras.

155. Ainsi, l'arrêt affirme que

«la Cour peut donc, sans pour autant indiquer de point terminal précis, délimiter la frontière maritime et déclarer que celle-ci s'étend au-delà du 82° méridien sans porter atteinte aux droits d'Etats tiers» (arrêt, par. 319, et p. 761, croquis n° 7, arrêt).

A mon grand regret, je ne saurais être aussi certain que l'arrêt sur cette conclusion. Que la Cour puisse «délimiter la frontière maritime» dans la présente affaire est une chose, mais qu'elle puisse le faire au-delà du 82° méridien sans porter atteinte aux droits d'Etat tiers en est une autre.

156. Il est vrai que, dans ses motifs, l'arrêt ajoute la précision importante suivante: «l'examen auquel [la Cour] a procédé de ces divers intérêts est sans préjudice de tous autres intérêts légitimes d'Etats tiers dans la zone» (arrêt, par. 318). Ainsi, les intérêts légitimes d'Etats tiers «dans la zone» délimitée par l'arrêt sembleraient être dûment protégés. Mais il reste la question des droits et intérêts légitimes d'Etats tiers dans des espaces maritimes limitrophes de la zone délimitée. La présence du Nicaragua au nord du 15° parallèle et à l'est du 82° méridien ne peut que porter atteinte aux droits et intérêts de la Colombie, car cette dernière n'est plus protégée par la ligne de délimitation du traité de 1986 avec le Honduras et, en conséquence, est exposée à des revendications du Nicaragua au sud et à l'est de ladite ligne de délimitation. C'est la raison pour laquelle, à

raguan Rise”, without saying anything about the endpoint (Judgment, para. 19).

153. For its part, Honduras in its pleadings suggests that Colombia has interests under various treaties that would be affected by a delimitation continuing beyond the 82nd meridian. All the maps produced by Honduras seem to take the 82nd meridian as the *implied* endpoint to the delimitation, including that displaying Honduras’s adjusted equidistance line (Judgment, para. 313). In its third final submission, Honduras asks the Court to draw the maritime boundary “until the jurisdiction of a third State is reached” (Judgment, para. 19). In the light of the wording of this final submission, as well as the written pleadings and maps presented by Honduras, that expression cannot be interpreted as modifying the position that the endpoint for the delimitation cannot be located beyond the 82nd meridian.

154. In paragraphs 314 to 319 of the Judgment, the Court considers the various possibilities open to it as regards the question of the endpoint of the line and analyses the potential third-State interests beyond the 82nd meridian, namely those of Colombia and Jamaica. The Court arrives at the conclusion that it cannot draw a delimitation line that would intersect with the line established by the 1993 Treaty between Colombia and Jamaica, but that it can state that the maritime delimitation between Honduras and Nicaragua extends beyond the 82nd meridian without prejudicing Colombia’s rights under its treaty with Nicaragua of 1928 and with Honduras of 1986.

155. Hence the Judgment states that

“[t]he Court may accordingly, without specifying a precise endpoint, delimit the maritime boundary and state that it extends beyond the 82nd meridian without affecting third-State rights” (para. 319 of the Judgment and p. 761, sketch-map No. 7 of said Judgment).

To my great regret, I cannot be as certain as the Judgment with regard to this finding. That the Court can “delimit the maritime boundary” in the present case is one thing, but that it can do so beyond the 82nd meridian without affecting the rights of third States is quite another.

156. It is true that, in its reasoning, the Judgment adds the following important detail: “[the Court’s] consideration of these interests is without prejudice to any other legitimate third party interests which may also exist in the area” (para. 318). The legitimate interests of third States “in the area” delimited by the Judgment would thus seem duly protected. However, there remains the question of the rights and legitimate interests of third States in the maritime areas adjacent to the area that has been delimited. The presence of Nicaragua north of the 15th parallel and east of the 82nd meridian can only prejudice the rights and interests of Colombia, since the latter is no longer protected by the delimitation line of the 1986 Treaty with Honduras and is therefore exposed to claims from Nicaragua to the south and east of that line. This is the reason why,

mon avis, la délimitation de l'arrêt au-delà du 82° méridien risque de porter atteinte aux droits et intérêts juridiques d'un Etat tiers qui n'a pas participé dans la présente instance.

157. En outre, je suis également opposé à délimiter au-delà du 82° méridien parce que le Honduras a invoqué dans la présente affaire le traité avec la Colombie de 1986 qui est toujours en vigueur entre ces deux Etats et enregistré au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Or, la délimitation de l'arrêt ne tient pas compte de ce traité conclu entre le défendeur dans la présente instance et un Etat tiers. Cela est surprenant. Pourquoi? Parce que le différend sur le traité en question n'a pas été inscrit par le demandeur, le Nicaragua, dans l'objet du différend défini dans sa requête introductive de la présente instance, pas davantage qu'il n'a, dans ses conclusions finales, demandé à la Cour de se prononcer sur un aspect juridique quelconque du différend entre les Parties concernant ledit traité.

158. A la lumière de ces considérations, aller au-delà du 82° méridien équivaut, implicitement, à prendre position sur un différend qui ne fait pas partie de l'objet du présent litige et, en conséquence, non plaidé par les Parties au cours de la présente instance. Or, cela soulève aussi une question d'ordre juridictionnel qui mériterait une considération particulière que l'on ne trouve nulle part dans l'arrêt. Une ligne de délimitation maritime en tant que telle ne saurait régler un différend relatif au droit des Etats à conclure des traités (*treaty-making power* des Etats) et à la validité des traités.

159. La Cour peut-elle, dans le cadre de la présente instance, adopter des décisions sur la délimitation maritime entre les Parties ayant pour effet de laisser de côté à toutes fins utiles le traité de 1986 entre le Honduras et la Colombie sans déterminer au préalable le statut de cet instrument conventionnel? Je ne le pense pas, car, d'après les articles 74 et 83 de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, la délimitation de la zone économique exclusive et du plateau continental doit être effectuée «conformément au droit international tel qu'il est visé à l'article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice, afin d'aboutir à une solution équitable».

8. Conclusion

160. J'ai voté contre les alinéas 2) et 3) du dispositif de l'arrêt parce que j'ai la conviction que la ligne de délimitation maritime unique de l'arrêt n'est pas tout à fait conforme aux prescriptions pertinentes de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, sauf en ce qui concerne le tronçon autour des îles (deuxième tronçon de la ligne).

161. Pour ce qui est du premier tronçon qui commence en délimitant sur une certaine distance la mer territoriale continentale des Parties, il est évident que la règle générale de l'équidistance de l'article 15 de la convention de 1982 n'a pas été appliquée. Elle a été écartée pour la première fois

in my opinion, the delimitation east of the 82nd meridian in the Judgment could impair the rights and legal interests of third States that were not parties to the present case.

157. Moreover, I am also opposed to the delimitation east of the 82nd meridian because Honduras has invoked in this case the maritime delimitation treaty concluded with Colombia in 1986 which is still in force between the two States and registered with the Secretariat of the United Nations. Yet the delimitation effected by the Judgment takes no account of that treaty concluded between the Respondent in the present case and a third State. That is surprising. Why? Because the dispute regarding the treaty in question was not included by the Applicant, Nicaragua, within the subject of the dispute as defined in its Application instituting these proceedings, nor did it ask the Court, in its final submissions, to rule on any legal aspect of the dispute between the Parties concerning that treaty.

158. In the light of these considerations, going beyond the 82nd meridian implicitly involves taking a position on a dispute which does not fall within the subject of the one here and which consequently was not addressed by the Parties during the present case. Yet this raises a jurisdictional issue deserving of particular consideration which is absent from the Judgment. A maritime delimitation line in itself cannot settle a dispute concerning the treaty-making power of States and the validity of the treaties thus concluded.

159. Can the Court, within the context of the present case, take decisions on the maritime delimitation between the Parties which have the effect of laying to one side for all practical purposes the 1986 Treaty between Honduras and Colombia without determining beforehand the status of that treaty? I do not think so, since according to Articles 74 and 83 of the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea, the delimitation of the exclusive economic zone and of the continental shelf must be effected “*on the basis of international law, as referred to in Article 38 of the Statute of the International Court of Justice, in order to achieve an equitable solution*”.

8. Conclusion

160. I have voted against subparagraphs (2) and (3) of the Judgment’s operative clause because I believe that the line of single maritime delimitation contained in the Judgment does not entirely comply with the relevant requirements of the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea, except as regards the section around the islands (the second section of the line).

161. For the first section, which begins by delimiting for a certain distance the Parties’ mainland territorial seas, it is obvious that the general rule of equidistance contained in Article 15 of the 1982 Convention has not been applied. This has been rejected for the first time in the Court’s

dans la jurisprudence de la Cour relative à la mer territoriale, et dès le début de l'opération de délimitation, au profit d'une bissectrice incapable d'assurer le principe de non-empiètement (*non-encroachment*) pour ce qui est des côtes continentales honduriennes. Dans l'arrêt, la méthode de la bissectrice choisie est justifiée par la considération selon laquelle la configuration des côtes continentales et l'instabilité de l'embouchure du fleuve Coco constitueraient une «circonstance spéciale» au sens de l'exception de la deuxième phrase dudit article 15. Je ne peux pas accepter cette justification, car le remède de la convention de 1982 pour ces situations n'est pas la méthode de la bissectrice mais celle de lignes de base droites (convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, art. 7, par. 2, et 9). Cela étant, et l'arrêt ayant rejeté les titres historiques (*uti possidetis juris*) invoqués par le Honduras, il n'est pas du tout «nécessaire» de délimiter la mer territoriale considérée autrement que par la ligne médiane (méthode de l'équidistance) de la règle générale de l'article 15 de la convention de 1982.

162. En ce qui concerne le troisième tronçon, qui délimite seulement la zone économique exclusive et le plateau continental, la bissectrice de l'arrêt n'est pas à même non plus, à mon avis, d'aboutir à une solution équitable. Tout d'abord, la construction de la bissectrice rend nécessaire de faire intervenir une côte hondurienne (entre Cabo Falso et Punta Patuca) qui n'aboutit pas directement sur l'aire de la délimitation. En deuxième lieu, et surtout, l'azimut de l'angle de la ligne bissectrice de l'arrêt ne trouve de justification ni dans la relation entre les côtes directement visées par la délimitation, ni dans les circonstances historiques du différend. Une ligne bissectrice dont l'azimut de l'angle favorise l'une des Parties de plus de 8° environ que l'azimut de l'angle de la ligne d'équidistance provisoire établie à partir des points de base situés au nord et au sud du fleuve Coco n'est pas un résultat équitable, car en l'espèce l'arrêt n'invoque aucune «circonstance pertinente» qui justifierait un ajustement de la ligne d'équidistance provisoire d'une telle envergure. Cela est particulièrement vrai lorsque l'on tient compte du fait que la circonstance de l'instabilité des côtes et de l'embouchure mentionnée ci-dessus est commune aux façades maritimes de l'un et de l'autre Etat. Finalement, le fait que la ligne de délimitation du troisième tronçon se prolonge au-delà du 82° méridien soulève des questions d'ordre juridictionnel relatives au traité conclu en 1986 entre le Honduras et la Colombie et aux droits et intérêts juridiques de la Colombie dans les espaces maritimes situés au sud et à l'est de la délimitation effectuée par ce traité.

(*Signé*) Santiago TORRES BERNÁRDEZ.

jurisprudence in relation to the territorial sea, and from the start of the delimitation exercise, in favour of a bisector which is unable to secure the principle of non-encroachment with regard to Honduras's mainland coasts. In the Judgment, the bisector method chosen is justified on the grounds that the configuration of the mainland coasts in question and the instability of the mouth of the River Coco are said to constitute "special circumstances" within the meaning of the second sentence of the above-mentioned Article 15. I cannot accept this justification, since the remedy for such situations under the 1982 Convention is not the bisector method, but that of straight baselines (Art. 7, para. 2, and Art. 9 of the Convention). That being so, and the Judgment having rejected the historic titles (*uti possidetis juris*) relied upon by Honduras, it is not in any way "necessary" to delimit the territorial sea other than by the median line (equidistance method) provided for in Article 15 of the 1982 Convention.

162. As regards the third section, which delimits only the exclusive economic zone and the continental shelf, the bisector in the Judgment is likewise unable, in my view, to achieve an equitable solution. Firstly, the construction of the bisector makes it necessary to bring into play a Honduran coast (from Cape Falso to Punta Patuca) which does not directly adjoin the area of delimitation. Secondly, and above all, the azimuth of the angle of the Judgment's bisector line is not justified by the relationship between the coasts directly involved in the delimitation, nor by the historical circumstances of the dispute. A bisector line where the azimuth of its angle favours one of the Parties by a difference of 8° compared with the azimuth of the angle of the provisional equidistance line drawn from base points situated north and south of the River Coco is not an equitable result, since in the present case, the Judgment invokes no "relevant circumstance" that would warrant adjusting the provisional equidistance line on such a scale. This is particularly true when one bears in mind that the circumstance of the instability of the coasts and river mouth referred to above is common to the coastal fronts of both States. Finally, the fact that the line delimiting the third section extends beyond the 82nd meridian raises jurisdictional questions concerning the treaty concluded in 1986 between Honduras and Colombia, and as regards Colombia's rights and legal interests in the maritime areas lying south and east of the delimitation effected by that treaty.

(Signed) Santiago TORRES BERNÁRDEZ.
